

1989, hors-champ de l'architecture officielle: des petits mondes au Grand

Liban

ACS

Dirigé par Stéphanie Dadour

	Préfac Jac Fo	7
Mille neuf cent quatre-vingt-neuf au Liban Stéphanie Dadour		9
1989, ENTRE RUPTURE ET CONTINU	I.	17
Les bouleversements de 1989 au Liban Dima de Clerck		19
1989: les prémices d'une reconstruction au service des intérêts privés Sébastien Lamy		35
1989, OU LA RÉSILIENCE D'UN PAYS	II.	41
Beyrouth 1989, changement de paradigm Marlène Ghorayeb		43
La ville défaite? L'architecture et l'urbani comme projet politique Nabil Beyhum		57
De l'impardonnable, de la résilience et de l'impossible deuil Joseph Nasr		75
Vivre à Beyrouth en 1989: vers une norma de la guerre du Liban Mazen Haïdar		89
1989, LES REPRÉSENTATIONS DE LA	III.	105
Considérations arbitraires sur l'édition au Franck Mermier		107
Les tournants dans le roman libanais Rafif Rida Sidawi		117
Tremblements de terre Christelle Lecœur		129
raphies des auteurs	Biogra	149
ish Abstract	Englisl	155



Dirigé par Stéphanie Dadour, cet ouvrage s'inscrit dans plusieurs des perspectives de notre équipe de recherche. Grâce à l'ENSAPM qui a pu activer notre budget, nous avons formé un projet collectif, 1989, hors-champ de l'architecture officielle, qui s'emploie à éclairer les événements architecturaux extérieurs à l'architecture présidentielle française, et démontre également un intérêt accentué pour l'espace méditerranéen et ses déclinaisons architecturales et sociales; autant de situations dans lesquelles les nouvelles donnes internationales importent grandement. Y éclairant la question libanaise, ce livre est partie intégrante de ce projet.

Nous y revivons la sensibilité de notre équipe de recherche aux cultures, ce qu'elles engagent, font et défont de l'histoire architecturale et urbaine. Cette même histoire, trop souvent déchirée par des conflits, que d'aucuns écrivent à leur façon et qu'un tel volume entend redéplier, en somme défroisser. L'histoire cultive des recoins où se réfugient celles et ceux qui ne peuvent, ou n'osent pas, s'y dire; histoire qui confirme ou invalide la division des êtres en différentes factions s'employant à rompre l'ensemble toujours en voie d'apaisement. Se déclarant le plus souvent vertueuses, ces divisions sont aussi celles des domaines, privés/publics, savants/ordinaires, personnels/collectifs, nobles/vulgaires, sélectifs/populaires...

S'ensuit forcément notre attention croissante au phénomène libanais où se croisent nos brûlantes actualités: les règles territoriales, les écarts entre cultures et peuples, les frictions identitaires, les divergences communautaires, les influences étrangères, la guerre sous d'autres formes, les infractions urbaines, l'argent et les attendus des opérations de reconstruction, la prolifération des immeubles de très grandes hauteurs, leurs conséquences domestiques, les disputes mémorielles, les blessures en peine de cicatrisation, les façades meurtries, la démultiplication des partis, l'afflux de réfugiés. Développées dans ce livre, ces dispositions, leurs heurs et malheurs, façonnent l'espace et d'alarmants exemples de ce qui arrive, elles actionnent l'architecture. La culture, les pratiques éditoriales, les discordes, les volontés d'effacement, les désirs de pacification et le coût humain de la résilience y font conjointement la société et la ville.

Depuis le moment où cet ouvrage a été conçu, ce cher pays est entré dans une nouvelle crise, politique et économique, une crise dans laquelle le peuple, forçant le début d'une nouvelle entente, réclame la fin de la corruption et son profond désir d'être, enfin, bien gouverné.

Tout en vous souhaitant la meilleure lecture de ces différences et de leurs dynamiques de recomposition qui forment, quel que soit l'endroit, un antécédent instructif de l'assemblée des hommes toujours en mal d'histoire, nous n'oublions pas, avec nos partenaires, notre horizon d'un satellite d'ACS à Beyrouth, Liban, Proche-Orient.

Jac Fol Directeur d'ACS/AUSser 3329, ENSAPM

Préface

7

Stéphanie Dadour

Mille neuf cent quatre-vingt-neuf au Liban

À Sara, Raphaël et Ève et à tous les enfants qui devraient être libanais Mille neuf cent quatre-vingt-neuf est une date clé dans l'imaginaire collectif libanais: quinze ans d'épisodes de guerres des plus sanglantes — entre 130 000 et 250 000 victimes civiles —, la destruction de quartiers entiers et de bâtiments, des tensions intercommunautaires, la mainmise syrienne sur le territoire, un taux d'émigration des plus élevés, et la signature de l'accord de Taëf. Si cet accord a pour ambition de mettre officiellement un terme à la guerre, et au-delà de l'espoir qu'il provoque, il relève néanmoins du mythe: en réalité, la guerre est loin d'être terminée. Ce n'est qu'en octobre 1990 que les bombardements cessent réellement et marquent le début d'une entreprise de reconstruction.

Comme toute fin de conflit, c'est le moment de la résurgence d'un seul ou d'une pluralité de discours idéologiques. Au Liban, ils seront marqués par la loi d'amnistie générale signée le 26 août 1991. Alors que cet arrangement politique est applaudi par certains au motif de favoriser la paix et la réconciliation nationale, il est décrié par d'autres, puisque gommant la vérité et procurant l'impunité aux responsables. Le pays n'est ni officiellement divisé ni uni: des disparités de natures variées persistent.

La construction d'une *identité* nationale libanaise — entendue comme une nation ayant un passé et l'envie de se rencontrer autour d'une vie commune 1 — est paradoxale, vu sa réalité, communautaire par définition et par sa constitution et le fruit d'un compromis confessionnel. Mais ce sont principalement les chefs de milice qui s'appuient sur le facteur religieux pour expliquer le conflit libanais — transformant un conflit politique en un conflit religieux. Si une partie de la société civile tente de surpasser son expression, préférant se calquer sur un retour à la normalité, au vivre-ensemble ou à une cohabitation pacifique, les actions mises en place au lendemain de la guerre participent à renforcer certains décalages, notamment au regard du développement du pays.

Entre amnistie et amnésie, la distinction est fine. De nombreuses entreprises individuelles, privées ou associatives sont mises en place pour palier à la fois la lenteur ou l'inexistence de démarches gouvernementales vis-à-vis de cet *apr*ès et le primat du communautarisme au détriment de la valorisation d'identités plurielles: des projets porteurs, à terme, d'une écriture de l'histoire, des critiques vis-à-vis de la reconstruction à tout prix, des entités valorisant différents types de patrimoine.

Quels sont donc les logiques et les positionnements dans les projets post-1989 au Liban? Dans quelle mesure l'après-guerre donne-t-il à lire et actualise-t-il un état du champ architectural libanais? Si les deux grandes tendances renvoient à la reconstruction et à la modernisation du bâti, de l'existant, le cas libanais semble condenser une multiplicité d'approches cristallisant un milieu professionnel éclaté. Reconstruction ne veut pas dire construire ce qui a été détruit; ni considérer la reconstruction comme un moment historique, figé, mais bien comme «une des logiques qui traversent le moment historique de l'après-guerre²». Tout d'abord, parce que cette sortie de guerre s'est faite par un accord non déterminant,

par une loi d'amnistie plutôt qu'une entente nationale. Et puis, parce que des «choses» se font, sans pour autant interroger leur impact social, économique ou environnemental.

Reconstruction³

Suite aux affrontements, le terme *reconstruction* sera rapidement employé par divers partis pour envisager la suite — « confondant une période et un contexte donnés, l'après-guerre⁴». Plutôt qu'une vision globale de ce que pourrait devenir Beyrouth et sa banlieue, des fragments de différentes références, dont le schéma directeur de la région métropolitaine de Beyrouth (SDRMB)⁵ ou le Recovery Planning for the Reconstruction and Development of Lebanon de 1991⁶, sont discutés. Trois *grands* projets marquent néanmoins le paysage.

Au centre-ville de la capitale, le gouvernement attribue le projet de reconstruction à la société foncière privée Solidere — Société libanaise pour le développement et la reconstruction du centre-ville de Beyrouth, dont 7% du capital revient à Rafic Hariri, Premier ministre sunnite de l'époque —, fondée en 1994. Entre conflit d'intérêts (politiques et économiques), réduction des espaces publics, expropriation des habitants, gentrification, de virulentes critiques se positionnent à l'encontre du projet de reconstruction du centre-ville⁷; ces protagonistes sont «... taxés de passéisme et de ne pas vouloir une reconstruction efficace et rapide du pays⁸». Si l'objectif de la Société consiste en la création d'un pôle régional tournée vers la finance, les affaires et le tourisme⁹, le downtown cristallise, plus de vingt-cinq ans plus tard, l'échec d'une reconstruction imposée par le haut.

Dans la banlieue sud, le trinôme composé de l'État-Hariri ainsi que de deux partis politiques chiites, Amal et Hezbollah, négocie le projet Elyssar, né en 1995. Au-delà de sa valeur urbanistique, celui-ci devait démontrer la possible conciliation entre acteurs opposés. Couvrant 560 ha, ce projet d'aménagement urbain vise, entre autres, la résorption et l'intégration des quartiers dits informels dans la ville, ces derniers devant être reconstruits selon les plans directeurs de la compagnie privée Dar Al-Handasah. Elyssar consiste à moderniser et à rationaliser une tranche

Nayla Debs, «L'identité libanaise, une difficile identité plurielle», Paris, L'Esprit du temps/Éditions des soixante, *Topique*, n° 110, juillet 2010, p. 105-116, https://www.cairn.info/revue-topique-2010-1-page-105.htm

Éric Verdeil, Une ville et ses urbanistes: Beyrouth en reconstruction, thèse de géographie, université Paris I, 2002, p.22.

³ Joseph Nasr, «Reconstruction», in Reconstruction et réconciliation au Liban: Négociations, lieux publics, renouement du lien social, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, 1999, http://books.openedition.org/ ifpo/4388.

⁴ Mona Harb El-Kak, «La reconstruction de la banlieue sud-ouest de Beyrouth: une négociation entre État et acteurs politiques», in Reconstruction et réconciliation au Liban, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, 1999, p.109-123.

^{5 «}De 1983 à 1986, en pleine guerre civile, un schéma directeur de la région métropolitaine de Beyrouth (SDRMB) a été établi par une équipe franco-libanaise qui regroupait des personnels du CDR, de la Direction générale de l'urbanisme (DGU) et de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'île-de-France (IAURIF).» Éric Huybrechts et Éric Verdeil, «Beyrouth entre reconstruction et métropolisation». in Villes en parallèle. 2000. p. 63-87.

⁶ International Bechtel Inc. et Dar Al-Handasah Consultants (Shair & Partners), Recovery Planning for the Reconstruction and Development of Lebanon, Phase I Summary Report, Beyrouth, République du Liban, Council for Development and Reconstruction, vol. 1-4, décembre 1991.

⁷ Nabil Beyhum, Reconstruire Beyrouth, les paris sur le possible, Lyon, Maison de l'Orient et de la Méditerranée, Études sur le monde arabe, 1991; Samir Khalaf, Beirut Reclaimed, Beyrouth, Dar An-Nahar, 1993.

Georges Corm, Le Liban contemporain. Histoire et société, Paris, Éditions La Découverte, 2003, p. 241.

⁹ Bruno Marot et Serge Yazigi, «La reconstruction de Beyrouth: vers de nouveaux conflits?», Métropolitiques, 11 mai 2012, https://metropolitiques.eu/La-reconstruction-de-Beyrouth-vers-html

de ville en faisant usage du *zoning*. Inachevé, le projet aujourd'hui bloqué pour diverses raisons, parmi lesquelles son impossible financement et des acteurs iuste à même de préserver leurs propres intérêts.

Au nord de la capitale, le projet Linord se vante d'être l'un des grands projets de développement de l'environnement au Liban. En réalité, et dans le prolongement du remblaiement prévu par Solidere en ville et par un promoteur privé sur le littoral du Metn-Nord, il envisage 200 ha supplémentaires entre le fleuve de Beyrouth et le remblai de ce dernier, se justifiant ainsi comme un projet d'assainissement. Remblayer la côte pour assainir la région et mieux la structurer, notamment par la construction d'infrastructures collectives, d'équipements techniques dont une station d'épuration, un port de pêche, un port de garde-côtes et la réhabilitation de la décharge d'ordures de Bouri Hammoud.

Généralement, les opérations d'envergure, urbaines et architecturales, surviennent dans l'urgence (cataclysmes, guerre, etc.)¹⁰; la reconstruction au Liban a tenté d'en porter sans pour autant réussir. Ce n'est pas le manque d'idées ou de projets, mais l'absence d'institution de gestion et de suivi sur le long terme¹¹, les rapports de force issus de la guerre qui perdurent et se retrouvent porteurs de projets. Et enfin, des infrastructures fondamentales qui ne sont pas prises en compte (eau, électricité, ordures), les mobilités (transports en commun, place du piéton), le logement social et le patrimoine, ordinaire ou historique. La logique libérale participe, de fait, à ce délaissement: l'intervention de l'État se produit à contretemps, en décalage avec celles des investissements privés ¹².

Architecture

Les débats dans le milieu de l'architecture portent principalement sur les enjeux de la reconstruction du centre de Beyrouth et en dénoncent les modes opératoires, les objectifs et l'approche architecturale. De nombreux architectes s'élèvent contre le projet de Solidere sans pour autant se mettre d'accord ou avoir les moyens de convaincre par une alternative.

La décennie suivant 1989 marque le retour d'une jeune génération d'architectes, partis comme étudiants en temps de guerre effectuer leurs études à l'étranger (principalement en France, en Angleterre, aux États-Unis ou au Canada). Leur retour au pays s'inscrit dans un mouvement plus collectif, marquant la décennie suivante: celui de l'espoir et de l'envie de participer à l'avenir du Liban. Forts de leurs expériences à l'étranger et du recul vis-à-vis de la situation ambiante, ils ont conscience des paradoxes du rythme et du cadre de vie libanais. Cette période de reconstruction se présente comme potentiellement pleine de perspectives: la ville se transforme, les projets d'infrastructures se renouvellent, des espaces d'échanges plus ou moins institutionnalisés se créent.

De manière plus générale, cette conjoncture sensibilise ces architectes à la prise en compte de ce qui les entoure et à faire de leur expérience de la guerre, de l'exil, du retour, un sujet pour l'architecture. Nombre d'entre eux inscrivent leurs intentions et leurs postures vis-à-vis de l'existant:

les démarches contextuelles et l'histoire — entendue au sens large — sont mobilisés pour penser la ville. Des termes alors inexistants dans le champ architectural libanais précédant la guerre émergent: la mémoire, l'entredeux, l'arrachement, l'enracinement, l'effacement, le champ des possibles. Chacun utilisera son jargon, ses expressions; mais comme dans le milieu artistique, une génération d'architectes de l'après-guerre voit le jour.

Cette construction intellectuelle diffère des fondements des projets de reconstruction précédemment évoqués. Elle ne correspond pas non plus aux enseignements reçus à l'étranger. Mais elle s'inscrit davantage dans une confrontation entre passé et devenir; elle puise dans le vécu de ces architectes, mobilisant ainsi des notions plurielles et tout aussi hybrides que leurs parcours. Le recul et la proximité qu'ils entretiennent avec cette période en constante évolution les amènent à construire un discours critique et à puiser dans la violence — passée et ambiante — une force de conception.

Le vide institutionnel que plusieurs reprochent à l'État (et, dans certains cas, les filiations familiales) permettent ainsi à ces jeunes de marquer davantage le terrain, tant leurs initiatives se démarquent de ce qui se fai(sai)t. Tout comme chez les artistes, les nouvelles thématiques qu'ils portent suscitent une conscience politique plutôt qu'un engagement idéologique 13 et donnent lieu à des pratiques nouvelles dans les manières d'aborder l'architecture. Sans s'autoproclamer groupe ou génération, des analogies sont intéressantes à tisser entre les pratiques de Dima Khairallah, Youssef Haidar, Bernard Khoury, Youssef Tohmé ou Hala Younès par exemple — ne serait-ce qu'au niveau des discours. Chez les chercheurs, les écrits de May Davie, Mona Fawaz, Mona Harb ou Hashim Sarkis. Ou chez des architectes, militants, comme George Arbid ou Mona El-Hallak.

Parallèlement à cette production savante, les développements informels poursuivent leurs chemins — dans certains cas, avec la participation d'architectes. Au vu de la spéculation foncière, le pays tout entier — incluant les montagnes et le littoral — se bétonnise.

Patrimoine

Au-delà de l'intérêt pour la *libanité* de certaines typologies, ce sont les lieux historiques comme la place des Martyrs¹⁴ ou ceux présentant des enjeux politiques comme la «Ligne verte», qui obligent à une réflexion sur la mémoire, puis le patrimoine. Entre nostalgie et fantasme orientaliste, le patrimoine défendu avant la fin de la guerre semblait s'arrêter à la date de 1943; comme si l'après-indépendance n'avait pas d'intérêt. Au début des années 1960, une élite économique et culturelle de Beyrouth crée l'Association pour la protection des sites et anciennes demeures (APSAD), pour la protection et valorisation de bâtiments urbains jugés exceptionnels par leur valeur esthétique ou historique. Une conjoncture de l'après-

¹⁰ Dominique Barjot, Rémi Baudouï et Danièle Voldman, Les Reconstructions en Europe (1945-1949), Bruxelles, Complexe, 1997, p. 168-169.

¹¹ Éric Huybrechts et Éric Verdeil, op. cit.

¹² Ibio

³ Sirine Fattouh, La Création à l'épreuve des guerres et de leurs effets: Quelques aspects de l'art contemporain libanais, thèse en arts plastiques et sciences de l'art, université Paris I, p. 62.

¹⁴ Hashim Sarkis, « A Vital Void: Reconstruction of Downtown Beirut », The Resilient City. How Modern Cities Recover from Disaster, New York, Oxford University Press, 2005, p.281-298; Guillaume Éthier, Patrimoine et guerre: reconstruire la place des Martyrs à Beyrouth, Québec, Éditions MultiMmondes, 2008; Mazen Haïdar, « Beyrouth et la nouvelle mémoire », in Penser et pratiquer l'esprit du lieu/ Reflecting on and Practicing the Spirit of Place, Presses de l'Université Laval, Québec, 2010, https://www.icomos.org/quebec2008/cd/toindex/81_pdf/81-C5uS-282.pdf

guerre pousse les architectes à s'emparer de la notion de patrimoine pour défendre leurs intérêts: le délaissement de l'État de cette question, l'homogénéisation du bâti dans le projet de Solidere, des propriétaires à court d'argent vendant ou détruisant leurs biens, des travaux de chercheurs en architecture 15, des études du ministère de la Culture non respectées, une prise de conscience de l'intérêt de bâtiments issus du mouvement moderne 16, entre autres. Tout comme dans le milieu artistique, de nombreuses initiatives privées s'emparent du sujet, près de dix ans après la fin de la guerre, et mettent en place des structures défendant le patrimoine.

٠..

Cet ouvrage fait suite à une journée d'étude intitulée « Du Liban, de 1989¹⁷ », dont l'objectif était de mener une réflexion transversale, pluridisciplinaire sur la production des savoirs sur le Liban, et particulièrement son architecture en considérant la date de 1989 comme un tournant. En décentrant les regards disciplinaires, elle a permis d'engager un échange sur les différentes manières de penser le Liban de 1989 comme un objet de recherche et d'examiner les présupposés de ces croisements. La multiplicité des cadres théoriques convoqués a rendu compte de la complexité de ce contexte et de sa situation.

Si les années 2000 ont été marquées par les écrits prenant comme sujet ou objet le Liban, notamment son paysage architectural, l'objectif de cette publication est d'inviter des chercheurs du Liban et de la France, travaillant dans des disciplines et des institutions diverses, à échanger sur leurs recherches actuelles, engageant un regard renouvelé sur la période de l'après-guerre. Quels outils, méthodes, notions, concepts sont issus et mobilisés dans ces différentes recherches? Comment des chercheurs de disciplines distinctes «voient/regardent/cherchent» le Liban de 1989?

Les propositions retenues ici nous permettent de présenter plusieurs entrées analytiques sur le sujet, qu'il est possible de grouper en trois parties. La première offre au lecteur des clés d'entrée pour saisir la situation politique du pays à ce moment ainsi que les enjeux de la reconstruction. Dima de Clerck, historienne, revient sur l'ambivalence de l'année 1989 à la fois porteuse de nouvelles guerres mais aussi d'une nouvelle république. Son article rend compte des limites de l'accord de Taëf, et de leurs conséquences sur le territoire, jusqu'aujourd'hui. Sébastien Lamy, juriste et chercheur, présente le cadre juridique (les réformes législatives et réglementaires) de l'aménagement du territoire — au cœur de sa contribution, l'intérêt privé qui prime sur l'intérêt général.

La deuxième partie porte principalement sur le projet urbain et politique de Beyrouth comme un cas d'étude, représentatif de la résilience de la ville. Marlène Ghorayeb, historienne de l'architecture, révèle en l'année 1989 un changement de paradigme au niveau de la fabrication de la ville, modifiant ainsi le modèle urbain de la capitale. Dans le prolongement de

Voir les travaux de May Farhat, Antoine Fishfish, Robert Saliba, May Davie, Michael F. Davie, Mona El-Hallak, entre autres. ce texte, Nabil Beyhum démontre le projet politique sous-jacent à la reconstruction de Beyrouth; l'aménagement urbain et l'architecture étant des instruments au service de ce projet. Empruntant un raisonnement philosophique, Joseph Nasr interroge la place vouée à la mémoire, au pardon et au deuil dans la reconstruction de la capitale, soulignant les déséquilibres d'une ville frappée d'amnésie. Quant à Mazen Haïdar, architecte, il explore les mécanismes d'acceptation et de normalisation de la guerre dans la vie quotidienne beyrouthine, et ses répercussions sur les pratiques de l'espace domestique.

La troisième partie revient sur les contenus éditoriaux, littéraires et cinématographiques propres à 1989. Franck Mermier, anthropologue, parcourt les publications en langue arabe de 1989, vecteur principal de la connaissance avant l'arrivée d'Internet. Rafif Rida Sidawi, sociologue, s'intéresse particulièrement au roman des années 1980, insistant sur la place des conflits dans la ville comme représentative d'un état de la société. Alors que Christelle Lecœur, architecte, se penche sur l'architecte comme figure critique et perturbatrice d'un nouveau cinéma fictionnel et documentaire.

Ce corpus de travaux est loin d'être exhaustif. L'absence de certains thèmes caractéristiques de 1989 démontre qu'il s'agit bien d'un objet de recherche toujours d'actualité et en construction. Des sujets comme la diaspora et son rapport au pays, la relation avec la Méditerranée et les pays avoisinants commencent tout juste à émerger. Trente ans après la signature de l'accord, cet ouvrage offre néanmoins une matière riche et féconde pour traiter de ces pistes de réflexion.

. . .

Relire mille neuf cent quatre-vingt-neuf en deux mille vingt équivaut à porter un regard sur une histoire toujours en cours — tant celle-ci se trouve prise dans l'engrenage d'un système infaillible. Contrairement à ce qui a été surnommé la « guerre des autres 18 », contrairement à ce qui a été considéré comme la révolution du Cèdre en 2005 — qui a provoqué un retour en force des partis sectaires —, les derniers mois de l'hiver 2019-2020 ont rassemblé des Libanais de tous âges, de toutes affiliations, confessions ou classes sociales. Corruption, crise économique, pays en faillite, peuple plus fragile que jamais mais en colère. Manifestant·e·s (pacifiques et pacifistes) ont reconquis des lieux publics ou symboliques, jusqu'au confinement du corona qui, à son tour, se retrouve royalement récupéré et instrumentalisé par les classes politiques. Pour l'instant, les Libanais·e·s sont fatigué·e·s. Ils redécouvrent les réalités du confinement de la guerre sans pour autant jouir de ses vertus de socialisation et de promiscuité. Affaire à suivre.

Fondé en 2008 à Beyrouth, l'Arab Center for Architecture est une organisation à but non lucratif qui s'intéresse à la préservation et à la diffusion du patrimoine bâti arabe moderne.

¹⁷ Journée d'étude « Du Liban, de 1989: un état de la recherche », ENSA Paris-Malaquais – Laboratoire ACS UMR AUSser CNRS 3329, 4 juin 2018.

Sune Haugbolle, War and Memory in Lebanon, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

l. 1989, entre rupture et continuités



Le Liban a maintenu, depuis son indépendance en 1943, un équilibre politique précaire entre les différentes composantes de sa société, grâce au «Pacte national»: les postes gouvernementaux et les emplois publics sont répartis en fonction des poids respectifs des communautés religieuses. Les chrétiens ont joui d'une prédominance, justifiée par le recensement largement dépassé de la population en 1932. Ce système a galvanisé les crispations identitaires confessionnelles entre les composantes de la mosaïque libanaise plutôt que d'aider à l'émergence d'une citoyenneté libanaise transcommunautaire. La création de l'État d'Israël, les guerres israélo-arabes subséquentes et la montée du nationalisme arabe exacerbent les contradictions politiques et sociales internes issues de l'exode rural, du choc culturel entre sociétés rurales et urbaines, du décalage éducationnel et, par conséquent, démographique entre communautés, Lorsque le Liban devient le lieu d'élection de la lutte palestinienne contre Israël, notamment après Septembre noir (1970) en Jordanie, le fragile compromis qui repose sur l'équilibre démographique entre communautés est menacé et le Liban glisse dans la guerre «civile» à partir de 1975. Les chrétiens s'agrippent à l'idée nationale libanaise et redoutent les conséquences de l'action armée palestinienne dans leur pays. Les milices chrétiennes affrontent le Mouvement national (MN) fédérant les organisations palestiniennes et les forces «laïgues» et islamigues. Très vite, le centre de Beyrouth est détruit et une ligne de front sépare l'ouest sous contrôle du MN de l'est sous contrôle des milices chrétiennes. L'homogénéisation d'une zone par les forces armées la contrôlant passe par la réduction des poches peuplées de partisans du camp adverse. Le conflit a été ponctué par de nombreuses tentatives de règlement. Toutes ont avorté.

1989. Après quatorze ans de guerre, le Sud-Liban est occupé par Israël qui maintient une ceinture dite « de sécurité » de 8 à 20 km de profondeur (soit 8% du territoire libanais). La Syrie étend, de façon directe ou par l'intermédiaire de milices libanaises alliées, son autorité sur le reste du Liban. Seule une bande de terre d'environ 1000 km² située au centre du pays¹, coincée entre le littoral et la ligne de crête du mont Liban, peuplée en majorité de chrétiens libanais, résiste encore à la tentative de mainmise syrienne. Une «ligne rouge» imposée par les États-Unis interdit à la Syrie l'entrée de ce «bastion chrétien» et lui assure une autonomie et une intégrité territoriale relatives, toutefois sans aucune garantie de stabilité, de sécurité ou de liberté de déplacement, compte tenu de son exposition permanente à des bombardements meurtriers. Washington et Damas s'accommodent de ce statu quo qui borne l'horizon stratégique de la population chrétienne. Celle-ci a abandonné tout espoir de sortir de l'impasse, d'autant plus que le blocage convient à l'ordre milicien qui sévit à l'intérieur du «bastion», avec pour credo: «La sécurité de la société chrétienne au-dessus de toute considération. » La population avait, depuis 1986 déjà, manifesté un rejet de la violence milicienne. Mais des attentats meurtriers à la voiture piégée imputés à Damas ont favorisé le maintien

de la cohésion de la population chrétienne et de son encadrement par l'ordre milicien². Avec le spectre syrien systématiquement brandi, c'est la population qui devenait *a contrario* garante de la survie de cet ordre.

Mise en contexte

1989. Affranchi de la guerre irako-iranienne, qui a pris fin en août 1988, le président irakien Saddam Hussein est de retour sur la scène politique arabe. Alors qu'on assiste à l'affaiblissement de l'Union soviétique, qui achève son retrait d'Afghanistan, le mur de Berlin tombe le 9 novembre 1989, entraînant dans sa chute les régimes communistes en Europe. C'est la fin de la guerre froide, qui consacre les États-Unis comme unique hyperpuissance mondiale et marque leur retour en force au Proche-Orient arabe. Dans ce contexte vont se jouer les derniers actes de la guerre du Liban, jusqu'à l'entrée des Syriens dans les régions restées «libres», le 13 octobre 1990.

En 1988, alors que le mandat du président de la République Amine Gemayel (un chrétien maronite selon le « Pacte national ») arrive à échéance en septembre, la Syrie tente d'imposer son allié l'ancien président Sleiman Frangié, mais l'élection est entravée par les Forces libanaises (FL) de Samir Geagea en raison du contentieux qui l'oppose au clan Frangié sur le meurtre de Tony, fils de Sleiman. Elle l'est aussi par le général Aoun, qui redoute une emprise syrienne totale sur le pays. Washington propose un autre candidat, Mikhaël Daher, maronite du Nord, comme Frangié, une alternative acceptée par Damas et le président Gemayel. Mais Aoun et Geagea la rejettent. On attribue au secrétaire d'État adjoint américain pour le Proche-Orient, Richard Murphy, qui menait les tractations avec Damas, la prophétie devenue tristement célèbre: « C'est Mikhaël Daher ou le chaos³.» Elle demeure jusqu'à aujourd'hui, pour nombre de Libanais, la preuve et le symbole de l'abandon par les Américains du Liban entre les « griffes » syriennes.

À l'échéance présidentielle, le 22 septembre 1988, le président Gemayel⁴ quitte ses fonctions, sans être parvenu à organiser des élections pour désigner un successeur. Il nomme donc le général Aoun chef du gouvernement intérimaire (décret présidentiel n° 5387), avec pour mission essentielle d'organiser des élections. Inquiet pour les prérogatives des sunnites, le Premier ministre Salim el-Hoss (un musulman sunnite selon le « Pacte national »), chargé de l'intérim depuis l'assassinat en 1987 du Premier ministre Rachid Karamé, refuse la nomination de Aoun et se maintient à son poste, avec l'appui de son gouvernement, des communautés musulmanes⁵ et de tous les partis pro-syriens.

Du sud au nord, entre la ligne de front Kfarchima/Souk el-Gharb (districts de Baabda et Aley) et la limite nord du gouvernorat du Mont-Liban (pont du Madfoun).

² L'unité de la région chrétienne imposée par Bachir Gemayel fut maintenue par ses successeurs, au prix de putschs, scissions, assassinats, meurtres collectifs, insurrections et destitutions.

^{3 «}Army keeps the peace in Lebanon», The Washington Post, 24 novembre 2007; Denise Ammoun, Histoire du Liban contemporain, tome 2, Paris, Fayard, 2004, p. 897.

⁴ Le 9 octobre 1988, les partisans de Geagea investissent le fief des Gemayel dans le Metn Nord. Sous la menace, Gemayel préfère s'exiler en France avec sa famille, et ce, jusqu'à 1992 (Jean Sarkis, Histoire de la guerre du Liban. Paris, PUF, 1993, p.166).

⁵ Déclaration commune officielle du mufti de la République Hassan Khaled, du vice-président du Conseil islamique supérieur chiite Mohammad Mahdi Chamseddine, et du cheikh al'aql druze Mohammad Abou Chakra.

Dans les régions restées «libres», le décret présidentiel nº 5388 nomme les officiers qui vont composer le cabinet ministériel intérimaire formé de militaires. Mais sous la pression de Damas, les militaires représentant le camp musulman refusent de participer à la gestion de l'État. Le 1er décembre 1988, le gouvernement Hoss nomme le général sunnite Sami al-Khatib à la tête de l'armée, en zone contrôlée par Damas, consacrant la division de l'armée libanaise. Le Liban se retrouve ainsi sans président et avec deux gouvernements intérimaires pour un seul État, une situation qui va se prolonger jusqu'à octobre 1990.

La «guerre de libération»

1989. En «zone libre», Aoun défie ouvertement la Syrie, ce qui lui vaut une popularité certaine chez tous les Libanais, musulmans comme chrétiens, scandalisés par la manière dont les États-Unis et la Syrie disposent du Liban. Soubresaut d'un patriotisme depuis longtemps oublié, les Libanais surtout chrétiens se rallient à l'entreprise souverainiste de Aoun. Après quatorze ans de guerre qui ont anéanti tout espoir, Aoun apparaît comme l'homme providentiel, d'autant plus qu'il fait de la lutte contre le clienté-lisme et la corruption son cheval de bataille, dans un pays exsangue et devenu la plaque tournante de tous les trafics: stupéfiants, armes, déchets toxiques⁶.

Avec pour ambition de restaurer l'État, Aoun et l'état-major de l'armée s'en prennent aux milices et à leur système de prédation et de terreur. Ils se heurtent aux Forces libanaises de Geagea qui refusent d'abandonner leur emprise sur la zone chrétienne. Un premier affrontement éclate le 14 février 1989⁷. La neutralisation de la milice par l'armée au bout de dix-huit heures débouche sur une trêve parrainée par le patriarche maronite, mais le feu couve sous la braise et la milice prépare sa revanche⁸. Le gouvernement militaire, composé des officiers chrétiens, proclame la liberté de la presse, la fermeture des ports illégaux⁹, y compris le cinquième bassin du port de Beyrouth (exploité par les Forces libanaises depuis l'insurrection menée par Geagea contre le pouvoir d'Amine Gemayel en 1985), l'abolition des rançonnages aux barrages, la suppression des taxes foncières, l'ouverture du passage du port entre les secteurs est et ouest de la capitale et le rétablissement de l'autorité de l'État.

La lutte contre les milices et la tentative de restaurer l'intégrité du territoire libanais trouvent, au départ, des échos positifs auprès du gouvernement syrien¹⁰, hostile à la partition du Liban et favorable à l'affaiblissement des Forces libanaises. Ayant partiellement obtenu gain de cause

- 6 Henry Laurens, Paix et guerre au Moyen-Orient, Paris, Armand Colin, 1999, p. 412.
- 7 La situation entre les FL et l'armée libanaise était déjà tendue depuis quelques années (Antoine al-Khouri Harb, «Al-muchârikûn fi ightiyâl Khaiîl Kan'ân yarwûn qisssat al-tasfiya... wa tasfiyat al-munaffidhîn» [«Les participants à l'assassinat de Khalil Kanaan racontent l'histoire de l'exécution et l'exécution des assassins»], al-Akhbâr, 6 octobre 2008).
- Fouad Aoun, Lubnân fî thull al-hukumatayn [Le Liban à l'ombre des deux gouvernements], [1™ édition 2007], Beyrouth, Universal Company, 2010, p. 253; Roger Azzam, Liban, l'instruction d'un crime: 30 ans de guerre, Paris, Cheminements, 2005, p. 517-518.
- Les milices se finançaient au moyen de trafics illégaux et l'utilisation de môles qui jalonnaient la côte libanaise. La jetée de Khaldeh permettait le renflouement de la trésorerie du PSP du leader druze Walid Joumblatt, le port de Jounieh et le cinquième bassin du port de Beyrouth étaient contrôlés par les Forces libanaises, et le port de Tripoli servait à des organisations islamiques.
- 10 Fouad Aoun, op. cit, p. 253-254.

en secteur chrétien¹¹. Aoun entreprend le 6 mars 1989 de restituer à l'État les ports illégaux tenus par les milices islamiques. Il décrète leur fermeture et impose un blocus du littoral libanais par des bombardements. La mesure vise en premier les ports contrôlés par la milice druze du Parti socialiste progressiste (PSP). Walid Joumblatt, leader druze et chef du parti, proteste énergiquement et sa milice réchauffe le front de Souk el-Gharb¹² avec l'armée libanaise. L'armée syrienne soutient ses alliés druzes en bombardant violemment les régions chrétiennes, et particulièrement le jour du 14 mars. Le ministère de la Défense est pris pour cible, avec de lourdes pertes dans les rangs de l'armée. Dans une conférence de presse, ce jour-là. Aoun proclame ouvertement une « guerre de libération » contre l'occupant syrien. Le «réduit chrétien» est soumis au quotidien à un déluge de bombardements depuis Aley, la banlieue sud, Beyrouth-Ouest et les hauteurs du Metn Nord. L'armée riposte en bombardant les positions syriennes et miliciennes alliées de Damas, en secteurs musulman et druze, ce qui érode le capital de sympathie que Aoun avait accumulé auprès des musulmans. Dans sa tentative de contrer l'influence syrienne au Liban. l'Irak approvisionne en armes l'armée libanaise et les Forces libanaises, qui, officiellement, soutiennent cette dernière. Le conflit entre Libanais est ranimé¹³. Le leader druze mobilise ses combattants en première ligne dans la guerre que se livrent les armées syrienne et libanaise¹⁴. Le PSP pro-syrien tente en vain de percer le verrou de Souk el-Gharb le 27 mars 1989. Les Syriens et leurs alliés imposent alors au secteur chrétien un blocus maritime et terrestre qui vise à l'asphyxier. Outre les victimes des bombardements, de nombreuses personnes décèdent du manque de soins et de médicaments. Les infrastructures (centrales électriques, réservoirs de gaz, centrales hydrauliques, routes, ponts) sont. dans leur ensemble, détruites, et les pertes humaines sont considérables.

Parallèlement à la «guerre de libération», d'autres conflits se déroulent sur le territoire libanais. D'abord, celui qui oppose, au Liban-Sud, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), sérieusement renforcée depuis son retrait après l'invasion israélienne de 1982, aux dissidents palestiniens d'Abou Nidal 15. Ensuite, celui que se livrent impitoyablement les deux milices chiites: Amal de Nabih Berri, soutenu par Damas, et le Hezbollah soutenu par l'Iran, au Liban-Sud, dans la banlieue sud de Beyrouth et dans la Bekaa. Cette guerre, qui a débuté le 5 avril 1988, vise à soumettre le Hezbollah et à l'intégrer de force dans le giron de Damas 16. Si Amal réussit à déloger le Hezbollah du Sud-Liban, la banlieue sud de Beyrouth tombe, quant à elle, sous le contrôle du « Parti de Dieu » et, le 19 mai 1989, l'armée

¹¹ Certaines taxes perçues par les FL sont supprimées ou réaffectées. Les FL cèdent à l'armée quatre contrôles douaniers et celui du cinquième bassin du port de Beyrouth.

¹² Jean Sarkis, op. cit, p. 171; Fouad Aoun, op. cit, p. 319.

¹³ Avant de périr dans un attentat à la voiture piégée le 16 mai 1989, le mufti de la République Hassan Khaled avait dénoncé le pilonnage par les Syriens des deux secteurs de la capitale dans le but de détériorer l'image de l'armée et de Aoun à Beyrouth-Ouest.

Dima de Clerck, Les Relations druzo-chrétiennes dans le Mont-Liban Sud à l'épreuve des guerres et des réconciliations, des représentations et des mémoires, thèse de doctorat d'histoire, Sorbonne Paris I, 2015.

¹⁵ Henry Laurens, *op. cit*, 1999, p. 416.

¹⁶ Karim Mroué, Un demi-siècle d'utopie, mémoires d'un dirigeant de la gauche libanaise, Paris/Beyrouth, Téraèdre/Presses de l'Ifpo, 2009, p.217.

syrienne pénètre au sud de la capitale pour protéger son allié Amal¹⁷. En dépit d'un accord de cessez-le-feu accepté par les deux parties en février 1989, les combats reprennent entre décembre 1989 et la fin de 1990, dans la zone d'Iqlim al-Tuffah, à 15 km à l'est de Saïda (Sidon), passage stratégique des combattants du Hezbollah vers la bande occupée par Israël. En juillet 1990, Amal encercle le Hezbollah dans l'Iqlim al-Tuffah pendant près de cent jours¹⁸. La guerre interchiite aurait fait entre 635¹⁹ et plus de 2000²⁰ victimes selon les sources.

Aoun perd l'espoir de voir se cristalliser, sous la bannière de la « guerre de libération », une solidarité nationale libanaise. Il s'accroche toutefois à l'infime espoir que son combat de desperados attire l'attention de l'opinion publique internationale et débouche sur un règlement général de la crise libanaise, et la restauration de la souveraineté de l'État²¹.

Document d'entente nationale de Taëf

1989. Pour éviter les ingérences de l'Irak et de la France, dont certains parlementaires et intellectuels, toutes tendances confondues²², soutiennent ouvertement l'action de Aoun, la Ligue des États arabes recherche une solution politique au conflit libanais. Un comité conjoint saoudo-algéromarocain est chargé d'une médiation entre la Syrie, l'Irak et les différents acteurs libanais. Il vise à parvenir à un document d'entente nationale portant sur une réforme du système politique libanais, et à préparer un calendrier détaillé des étapes menant à la restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble de son territoire. La Syrie rejette la proposition relative à la définition des relations syro-libanaises et répond à la pression arabe par le pilonnage sauvage de toute l'enclave chrétienne pendant les deux premières semaines d'août et par l'orchestration d'une percée au niveau du front de Souk el-Gharb, pour atteindre Baabda où Aoun est installé. Mise en œuvre par le PSP, cette percée se solde par un échec le 13 août au prix d'âpres combats. Ayant perdu face à l'armée libanaise une centaine de miliciens, Joumblatt a du mal à justifier cette bataille auprès de ses partisans²³. En dépit des pertes humaines, l'Administration civile de la Montagne²⁴ bénéficie économiquement de la guerre de libération lancée par Aoun puisque denrées et marchandises transitent du «canton druze» vers le «réduit chrétien» soumis au blocus. En outre, la guerre qui s'éternise affaiblit le «réduit chrétien» et n'en essouffle pas moins Damas, tant au niveau des troupes qu'au niveau de son image ternie par les massacres commis envers les civils chrétiens. Le régime syrien finit par s'incliner devant la

pression arabe, non sans poser comme condition la formation d'un gouvernement d'entente nationale préalable à la restauration de la souveraineté libanaise ²⁵.

Le 17 septembre, le comité de médiation planifie un cessez-le-feu sur tout le territoire libanais, la levée du blocus imposé à la zone chrétienne et la réunion des députés libanais en dehors du Liban. Le 23 septembre, le cessez-le-feu est effectif; le 24, le blocus est levé et le trafic reprend à l'aéroport de Beyrouth. La « guerre de libération » a fait en six mois plus d'un millier de morts, environ 5 000 blessés et des dégâts matériels de plus d'un milliard de dollars américains.

Le 30 septembre, 63 députés (sur 73 encore vivants parmi les 99 élus de 1972) se réunissent à Taëf en Arabie saoudite. Les débats durent trois semaines et portent principalement sur les réformes constitutionnelles et le rôle de la Syrie au Liban. L'Arabie Saoudite a mis tout son poids politique et son influence financière pour obtenir une solution arabe. Le Document d'entente nationale libanaise qui en résulte est signé par 59 députés le 22 octobre 1989. Il a repris les réformes proposées en janvier 1976 dans le Document constitutionnel de Frangié, qui avait été rejeté par Kamal Joumblatt, père de Walid, assassiné en 1977.

L'accord de Taëf prend acte des mutations démographiques du Liban désormais à l'avantage des communautés musulmanes du pays. Ses acquis sont bien connus: élargissement du nombre de députés de 99 à 108 avec parité entre chrétiens et musulmans, renforcement des pouvoirs du Conseil des ministres et du Parlement. Il confirme l'unité du territoire libanais. l'unité du peuple et des institutions, la souveraineté de l'État libanais sur l'ensemble de son territoire, le droit de tous les Libanais de vivre partout dans le pays «sous la protection de la loi», ainsi que celui des Libanais déplacés de revenir chez eux, des mentions hautement symboliques alors que le territoire national est fragmenté sur base confessionnelle, sous l'autorité des milices, sans mentionner les aspirations sécessionnistes de certaines régions. Il est conçu pour réaffirmer l'autorité libanaise au Sud-Liban toujours occupé par Israël. La restauration de la souveraineté de l'État implique l'élection d'un président de la République et la dissolution des milices libanaises et palestiniennes. La présence des troupes syriennes est paradoxalement considérée comme favorisant cet objectif, puisqu'elles sont censées aider pendant deux ans les forces armées libanaises légales à étendre l'autorité de l'État sur toutes les régions libanaises. À la fin de cette période, les gouvernements syrien et libanais décideraient d'un calendrier de retrait syrien partiel puis définitif. L'accord de Taëf est censé servir de base politique pour mettre un terme aux guerres libanaises, supprimer les lignes de démarcation et restituer au Liban une certaine normalité politique. Hormis l'opinion publique sunnite et la clientèle des vieilles élites libanaises, qui y voient une occasion d'un retour sur la scène politique, cet accord parrainé par Riyad est très vite contesté par les autres acteurs libanais, y compris les alliés de Damas, qui craignent la dissolution de leurs milices.

25 Jean Sarkis, op. cit, p. 182-183.

Olfa Lamloum, «Retour sur les traces d'un conflit: Amal vs Hezbollah (1988-1990)», in Franck Mermier (dir.) et Christophe Varin (dir.), Mémoires de guerres au Liban (1975-1990), Arles, Actes Sud-Sindhad. 2010. p. 208-209.

¹⁸ Aurélie Daher, Le Hezbollah, Mobilisation et pouvoir, Paris, PUF, 2014, p. 108.

¹⁹ Enquête effectuée en 2014 par la Lebanon Renaissance Foundation à partir du journal an-Nahar.

²⁰ Georges Corm, Le Proche-Orient éclaté 1956-2007, [5º édition], Paris, Gallimard, 2007, p. 345.

²¹ Carole Dagher, Les Paris du Général, Bevrouth, FMA, 1992.

Dima de Clerck et Stéphane Malsagne, Le Liban en guerre (1975-1990), Paris, Belin, 2020, chapitre 5.

²³ Fouad Aoun, op. cit, p. 376.

L'Administration civile de la Montagne (ACM) est créée le 1^{er} octobre 1983 dans les régions sous contrôle druze. Selon Joumblatt, l'ACM était une mesure temporaire et non un exemple de séparatisme druze, qui vise à réactiver les services publics et constitue un modèle d'administration décentralisée que l'État pourrait reproduire dans d'autres régions.

Rejet de Taëf et deuxième bras de fer avec Samir Geagea

1989. Aoun voit dans Taëf la consécration de l'emprise syrienne et tente d'entraver son application, en exerçant en vain une pression sur les députés chrétiens pour empêcher l'élection présidentielle. Il proclame alors, le 4 novembre, la dissolution du Parlement, action que Salim el-Hoss considère «illégale, anticonstitutionnelle et non avenue²⁶». Le Parlement libanais se réunit néanmoins le 5 novembre 1989, ratifie l'accord de Taëf, et élit René Moawad à la présidence de la République. Celui-ci n'est officiellement pas reconnu par Geagea — il le reconnaît en catimini — et Aoun, qui se proclame. le 7 novembre. « Président du Liban libre et souverain²⁷». De son côté. Moawad rejette la prescription syrienne de désigner le magnat libano-saoudien Rafic Hariri comme Premier ministre et lui préfère Hoss (le 13 novembre). Il est assassiné dans un attentat à la voiture piégée à Beyrouth-Ouest le 22 novembre. Elias Hraoui, député de Zahlé, succède à Moawad le 24 novembre. Lorsqu'il envisage de prendre par la force, avec l'aide syrienne, les symboles de la légitimité que représentent le palais présidentiel et le ministère de la Défense, tous deux situés à Baabda (banlieue sud-est de la capitale contrôlée par les troupes de Aoun), d'imposantes manifestations populaires solidaires à Aoun l'en dissuadent. À l'ouest de la capitale, le gouvernement Hoss désigne le général Émile Lahoud à la tête de l'armée le 1er décembre. Celui-ci s'attelle à rassembler sous sa bannière toutes les troupes de l'armée éclatée en dehors des régions chrétiennes. Certains officiers chrétiens se rallient à Lahoud et quittent le secteur chrétien avec leurs familles. Lahoud refuse d'attaquer le «réduit chrétien », par crainte de ruiner définitivement son projet de réunification. de reconstruction et de déconfessionnalisation de l'institution militaire. Car « l'armée du Liban libre », restée sous le commandement de Aoun n'est pas non plus homogène d'un point de vue confessionnel: une partie de ses effectifs sont musulmans. Elle refuse l'assujettissement à la Syrie et se considère comme la seule armée légitime et souveraine. Comme elle comprend de nombreux officiers « patriotes et intègres », Émile Lahoud la respecte²⁸. Le pays est alors géré par deux gouvernements, l'un soumis aux préceptes de Taëf, et un contre-pouvoir maintenu par Aoun dans le « réduit chrétien».

En dépit des effroyables destructions provoquées par la « guerre de libération », Aoun, dans son opposition à la tutelle syrienne, continue de jouir d'une forte popularité dans l'opinion publique chrétienne. Il incarne « le sauveur » et a, à l'instar de Bachir Gemayel en 1982, acquis une dimension eschatologique. Pour une grande partie des chrétiens, il est investi de la mission de les sauver de leur propre milice hégémonique et de l'occupant syrien. Elias Hraoui obtient cependant rapidement la reconnaissance de la communauté internationale. De nombreuses initiatives régionales et internationales sont entamées en vue de pousser Aoun à accepter l'accord de Taëf et à rallier la formation d'un gouvernement d'union nationale, en vain.

Mis devant le fait accompli, Samir Geagea a participé à contrecœur à la « guerre de libération ». D'après l'historien Matthew Preston, les lance-roquettes de fabrication irakienne des FL tuent de manière indifférenciée les civils de Beyrouth-Ouest, dans le but d'envenimer le conflit et de détourner les musulmans du projet national de Aoun²⁹, mais aussi les civils résidant dans les zones contrôlées par l'armée libanaise et déjà soumises au feu syrien³⁰. L'objectif des FL est d'essouffler les troupes de Aoun et rester ainsi maîtres du « réduit chrétien³¹ ». Véritable rival de Aoun, Geagea a souscrit à Taëf sans se prononcer officiellement³². Certaines sources montrent qu'il a accepté la tâche que lui ont confiée le président Hraoui et, plus tôt, les Américains³³ de destituer Aoun³⁴ (déclaration télévisuelle de l'ambassadeur américain John McCarthy du 16 novembre 1989³⁵). L'attaque contre l'armée, initialement prévue pour le 7 février 1990, est enclenchée une semaine plus tôt, le 30 janvier, sitôt révélée par l'armée³⁶.

Le «réduit chrétien» est alors déchiré par une guerre particulièrement meurtrière entre les troupes de Aoun déjà esquintées par des mois de combats et la milice de Geagea qui ne manque pas de perpétrer de nombreux crimes³⁷. Le territoire contrôlé par l'armée se trouve enclavé. sans accès au littoral resté sous contrôle de la milice qui se rallie désormais ostensiblement à Taëf³⁸. Début mai 1990, après de longues semaines de combats, de violences, de destructions, et des centaines de morts³⁹, l'armée s'empare du Metn et du haut-Kesrouan et se prépare à donner l'assaut sur le quartier général de la milice situé à Karantina à l'entrée nord de Bevrouth. Il est alors demandé au pape Jean-Paul II et à la France d'intervenir pour arrêter le conflit qualifié d'« interchrétien », par le truchement du patriarche maronite Nasrallah Sfeir qui ne cache pas son aversion pour Aoun et qui a déià cautionné Taëf⁴⁰. Dans un décret patriarcal. celui-ci menace d'excommunier les soldats chrétiens de l'armée et de priver leurs morts d'une sépulture chrétienne, voire d'interdire leur accès aux cimetières, ceux-ci étant contrôlés et gérés au Liban par les instances religieuses⁴¹. Une trêve précaire a lieu à partir du 26 mai 1990⁴². Elle dure tout l'été, dans un contexte régional en pleine effervescence.

- 29 Jean Sarkis, op. cit, p. 198-199.
- 30 Matthew Preston, Ending Civil War. Rhodesia and Lebanon in Perspective, Londres, Tauris Academic Studies, 2004, p.74.
- 31 Fouad Aoun. op. cit. p. 456-457; Matthew Preston. ibid., p. 74-77.
- 32 Roger Azzam, op. cit, p. 491-492, 561; Henry Laurens, op. cit, p. 415.
- 33 Lors d'une réunion à l'ambassade américaine, à laquelle Walid Joumblatt assistait (Roger Azzam, op. cit, p.546-547; Fâyiz Qazzî, Min Michel 'Aflaq ila Michel 'Awn [De Michel 'Aflaq à Michel Aoun], Beyrouth, Riad el-Rayyes Books, 2003, p.238-241).
- Dans une lettre au président Hraoui datée du 14 février 1990, Geagea lui demande de mettre fin « au cas Aoun ». Une autre lettre de Joumblatt presse Hraoui de mettre un terme à la résistance de Aoun et du « réduit chrétien ». Copie des lettres manuscrites in Camille Menassa, 'Awdat al-jumhûriyyat min al-duwaylât ila al-dawla [Le Retour de la République des mini-États à l'État], Beyrouth, Dar an-Nahar, 2001, p. 143-144.
- 35 Télé Liban, journal télévisé du 16 novembre 1989.
- 36 Fâyiz Qazzî, op. cit, p. 241.
- 37 Des officiers et soldats de l'armée sont sommairement exécutés. Des bus scolaires sont la cible de tireurs embusqués (avril 1990).
- 38 Henry Laurens, op. cit, p. 415-416; Fouad Aoun, op. cit, p. 683-684.
- 39 Plus de 1000 tués, 3000 blessés graves et handicapés (Jean Sarkis, op. cit, p. 204-205).
- Koutroubas, L'Action politique et diplomatique du Saint Siège au Moyen-Orient de 1978 à 1992, Presses universitaires de Louvain, 2006, p. 425.
- Fouad Aoun, Wa yabqa al-jaych huwa al-hall [Et l'armée reste la solution], s. n., 1988, p.294-297: voir le décret patriarcal.
- 42 L'Orient-Le Jour, 27 mai 1990.

²⁶ An-Nahar, 5 novembre 1989.

²⁷ An-Nahar, 8 novembre 1989.

²⁸ Entretien avec Émile Lahoud, 2009.

Septembre 1990: les réformes constitutionnelles prévues à Taëf sont adoptées par le Parlement libanais puis ratifiées par le président Hraoui. Elles inaugurent la Deuxième République libanaise. Les Forces libanaises s'allient officiellement au gouvernement Hraoui. Pressée par les Libanais signataires de Taëf, la Syrie rechigne encore à déloger Aoun. La collusion des intérêts d'Israël, de la Syrie et des États-Unis, allait précipiter son éviction. Avec l'effondrement de l'Union soviétique, la guerre du Golfe incarne l'apogée du rapprochement syro-américain entamé au milieu des années 1980⁴³. Les États-Unis cherchent à rassembler une large coalition arabo-musulmane et internationale, face à Saddam Hussein, La campagne du général Aoun sert les intérêts de Washington, en mettant la pression sur la Syrie, la forçant à rallier ouvertement le camp américain et à soutenir l'expédition de libération du Koweït. La Syrie obtient l'abolition de la ligne rouge qui interdit l'invasion du «réduit chrétien» et l'utilisation de l'aviation à cette fin. L'affaiblissement du régime baathiste irakien rival n'est que cerise sur le gâteau! La totalité du monde arabe gravite désormais dans l'orbite américaine: c'est la fin de la guerre froide au Moven-Orient. Désireux d'en découdre avec l'Irak dont il percevait les armes comme une menace, l'État hébreu facilite et contrôle l'opération de neutralisation de Aoun, inspirée et coordonnée par Washington⁴⁴. Les Forces libanaises de Geagea, restées proches des États-Unis et d'Israël, allaient s'accommoder de la tutelle syrienne pour mettre fin au « problème Aoun ».

Au 13 octobre 1990, à l'aube, Damas lance une opération militaire aéroportée d'envergure contre le bastion chrétien, causant la mort de plusieurs dizaines de personnes en une matinée. À partir de l'ambassade de France où il s'est réfugié, Aoun annonce alors sa reddition et enjoint à ses troupes de se rallier au commandement du général Lahoud. L'armée syrienne pénètre le Liban «chrétien» et se livre à de nombreux règlements de comptes. Quelques mois plus tard, Aoun doit s'exiler en France en accord avec le gouvernement post-Taëf. Le conflit entre Amal et le Hezbollah s'essouffle avec l'aval des États-Unis permettant à la Syrie d'exercer sa mainmise sur tout le Liban. L'étau se desserre autour du Hezbollah dans l'Iqlim al-Tuffah et une paix interchiite, parrainée par Damas, est signée le 9 novembre 1990. L'arrangement syro-américano-israélien au Liban se matérialise par la restauration d'une légalité acceptable, et les Libanais peuvent tangiblement entrevoir la fin réelle des hostilités armées 45.

1989 est toujours présente dans la mémoire des Libanais. Tous les Libanais. L'année a tellement marqué les esprits par le nombre des victimes et des destructions massives engendrées que beaucoup sont convaincus que la guerre du Liban a pris fin en 1989. La «guerre de libération» a renforcé chez les chrétiens libanais le sentiment anti-syrien, qui allait permettre

leur participation massive au soulèvement ayant suivi l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri en 2005, à l'heure où la Syrie est stigmatisée à Washington.

Un système de blocages a empêché un véritable État moderne (administrations, services publics, infrastructures) de voir le jour. La politologue Élizabeth Picard y voit une restructuration du Pacte national avec une «troïka» de trois présidents⁴⁶, dont le pouvoir se substitue à la suprématie présidentielle. Ainsi revisité, le pouvoir est tacitement partagé entre le président de la République maronite, le président du Parlement chiite et le président du Conseil des ministres sunnite, chacun pouvant bloquer les décisions ou le pouvoir des deux autres. Le pouvoir exécutif est détenu par le Conseil des ministres dont le Premier ministre peut aussi bloquer la décision collective.

Le 17 octobre 2019, trente années après l'accord de Taëf de 1989, alors que les objectifs de réformes politiques sont restés « encre sur papier », comme on aime à le répéter au Liban, l'annonce par le gouvernement d'une taxe sur l'application de messagerie WhatsApp est l'étincelle qui fait éclater une révolte populaire inédite dans l'histoire contemporaine du pays. Ce ras-le-bol, qui transcende à première vue les appartenances politiques. confessionnelles et régionales, cache un malaise profond, qui prend racine dans les graves dysfonctionnements structurels qui s'installent au lendemain de la guerre, avec la tutelle syrienne. La fin de celle-ci, après l'assassinat de Rafic Hariri en 2005, laisse la place à une crise de pouvoir et à une paralysie politique née des rivalités inter et intracommunautaires sur fond de corruption généralisée et institutionnalisée (y compris au sein du pouvoir judiciaire), de clientélisme et d'impunité qui ont marqué les années 1992-2005. Au chômage et aux inégalités sociales criantes s'ajoute. en 2018, une grave crise économique, financière et monétaire, amplifiée par les sanctions américaines visant le Hezbollah et l'exfiltration d'importants capitaux. Partout au Liban, des manifestants en colère réclament du travail (l'emploi est spolié en grande partie par le million et demi de réfugiés syriens), la démission du gouvernement, l'abolition du confessionnalisme et du clientélisme politiques, le renouvellement des élites, la récupération des fonds détournés et le châtiment des coupables; en bref, la fin du système politique oligarchique consacré par les anciens seigneurs de la guerre. À la spontanéité et aux espoirs des premiers jours succède un climat de tensions extrêmes. Car force est de constater que la contestation est appuyée par une grande partie des forces politiques libanaises (dont les Forces libanaises, le Parti socialiste progressiste, les Kataëb et le Courant du Futur haririen) qui voient là l'opportunité historique de réduire les positions du Hezbollah au Liban et celles du mandat de Michel Aoun, devenu depuis 2016 président de la République. Le nouveau gouvernement de Hassân Diab, qui remplace, le 21 janvier 2020, celui démissionnaire de Saad Hariri (29 octobre), est délégitimé dès sa formation. La crise politique et économique, la dévaluation dévastatrice de la livre libanaise. les casses, actes de vandalisme et fermetures de routes ont pour effet de revivifier le spectre de la guerre civile. Les Libanais renouent avec l'angoisse, la pénurie, la réduction des déplacements, les rumeurs,

⁴³ Fouad Khoury-Helou, L'Amérique et le Moyen-Orient. Le Moyen-Orient otage des enjeux internationaux, Paris, Hermann, 2015, p. 137-147.

⁴⁴ Fouad Aoun, 2007/2010, op. cit; Camille Menassa, op. cit, p. 140-145; Jean Sarkis, op. cit, p. 208-210.

⁴⁵ Élizabeth Picard, The Demobilization of the Lebanese Militias, Centre for Lebanese Studies, 1999, p.4.

Id., A Shattered Country, New York, Holmes & Meier, 1996; Ahmad Beydoun, Al-jumhûriyya al-mutaqatti'a [La République entrecoupée], Beyrouth, Dar an-Nahar, 1999, p.113.

la désinformation (relayée par les réseaux sociaux), l'inflation, les violences physiques, la haine et les intimidations, jusqu'à l'imposition d'un confinement généralisé pour endiguer la pandémie du Covid-19. En dépit de la bonne volonté et de l'action sérieuse du nouveau gouvernement pour surmonter tous les défis tant sanitaires que socioéconomiques, le confinement imposé rend plus explosive la situation économique et relance la colère de la rue, que tentent d'encadrer les détracteurs du pouvoir en place, en l'occurrence les partis passés à l'opposition.

Bibliographie

- · Ammoun Denise, *Histoire du Liban contemporain*, tome 2, Paris, Fayard, 2004.
- · Aoun Fouad, *Lubnân fî thull al-hukumatayn [Le Liban à l'ombre des deux gouvernements]*, [1^{re} édition 2007], Beyrouth, Universal Company, 2010.
- · Aoun Fouad, Wa yabqa al-jaych huwa al-hall [Et l'armée reste la solution], s. n., 1988.
- · Aoun Michel (entretiens avec Frédéric Domont), *Une certaine vision du Liban*, Paris, Fayard, 2007.
- · Azzam Roger, Liban, l'instruction d'un crime: 30 ans de guerre, Paris, Cheminements, 2005.
- · Beydoun Ahmad, *Al-jumhûriyya al-mutaqatti'a [La République entrecoupée]*, Beyrouth, Dar an-Nahar, 1999.
- · Bourre Jean-Paul, Génération Aoun. Vivre libre au Liban, Paris, Robert Laffont, 1990.
- · Charbel Ghassân, *Ayna kunat fî-l harb? l'tirâfât jinirâlât al-sirâ'ât al-lubnâniyya*, Beyrouth, Riad el-Rayyes Books, 2011.
- de Clerck Dima, Les relations druzo-chrétiennes dans le Mont-Liban Sud à l'épreuve des guerres et des réconciliations, des représentations et des mémoires, thèse de doctorat d'histoire, Sorbonne Paris I, 2015.
- de Clerck Dima, Hassoun Abou Jaoudé Carmen, Abi Habib Khoury Roula (dir.), «Liban: La guerre de 1975-1990 dans le rétroviseur», Confluences Méditerranée, nº 112, printemps 2020, iReMMO-L'Harmattan.
- · de Clerck Dima, entretien avec Émile Lahoud, 2009.
- · de Clerck Dima et Malsagne Stéphane, Le Liban en guerre (1975-1990), Paris, Belin, 2020.
- · Corm Georges, Le Proche-Orient éclaté 1956-2007, [5e édition], Paris, Gallimard, 2007.
- · Dagher Carole, Les Paris du Général, Beyrouth, FMA, 1992.
- · Daher Aurélie, Le Hezbollah, Mobilisation et pouvoir, Paris, PUF, 2014.
- Davie May, « Aoun ou le refus chrétien. Liban: octobre 1989-janvier 1990 », Les Temps Modernes, nº 536-537, mars-avril 1991, p. 147-180.

30

- Harik Judith, «The Effects of Protracted Social Conflict on Resettlement of the Displaced in Postwar Lebanon», in Paul Salem (éd.), Conflict Resolution in the Arab World, Beyrouth, AUB. 1997.
- · Krayem Hassan, «The Lebanese Civil War and the Ta'if Agreement», in Paul Salem (éd.), Conflict Resolution in the Arab World, Beyrouth, AUB, 1997, p. 411-435.
- · al-Khouri Harb Antoine «Al-muchârikûn fî ightiyâl Khalîl Kan'ân yarwûn qisssat al-tasfiya... wa tasfiyat al-munaffidhîn» [«Les participants à l'assassinat de Khalil Kanaan racontent l'histoire de l'exécution et l'exécution des assassins»], al-Akhbâr, 6 octobre 2008.
- · Khoury-Helou Fouad, L'Amérique et le Moyen-Orient. Le Moyen-Orient otage des enjeux internationaux, Paris, Hermann, 2015.
- Koutroubas Theodoros, L'Action politique et diplomatique du Saint Siège au Moyen-Orient de 1978 à 1992, Presses universitaires de Louvain, 2006.
- · Lamloum Olfa, «Retour sur les traces d'un conflit: Amal vs Hezbollah (1988-1990)», in Mermier Franck et Varin Christophe (dir.), Mémoires de guerres au Liban (1975-1990), Arles, Sindbad-Actes Sud, 2010.
- · Laurens Henry, Paix et guerre au Moyen-Orient, Paris, Armand Colin, 1999,
- · Laurens Henry, L'Orient arabe à l'heure américaine, Paris, Armand Colin. 2005.
- · Lombardo Salvatore, Liban Libre, Paris, Autre Temps, 1996.
- · Maïla Joseph, «L'accord de Taëf, deux ans après», Les Cahiers de l'Orient, nº 24, 4º trim. 1991, Dossier Liban.
- · Mansour Albert, Al-inqilâb 'ala al-Tâ'if, Beyrouth, Dar al-Jadeed, 1993.
- · Menassa Camille, 'Awdat al-jumhûriyyat min al-duwaylât ila al-dawla [Le Retour de la République des mini-États à l'État], Beyrouth, Dar an-Nahar, 2001.
- · Mermier Franck et Varin Christophe (dir.), *Mémoires de guerres au Liban (1975-1990*), Arles, Sindbad-Actes Sud, 2010.
- · Mroué Karim, *Un demi-siècle d'utopie, mémoires d'un dirigeant de la gauche libanaise*, Paris/Beyrouth, Téraèdre/Presses de l'Ifpo, 2009.

- · Picard Élizabeth, *A Shattered Country*, New York, Holmes & Meier, 1996.
- · Picard Élizabeth, The Demobilization of the Lebanese Militias, Centre for Lebanese Studies. 1999.
- · Preston Matthew, Ending Civil War. Rhodesia and Lebanon in Perspective, Londres, Tauris Academic Studies, 2004.
- · Qazzî Fâyiz, Min Michel 'Aflaq ila Michel 'Awn [De Michel 'Aflaq à Michel Aoun], Beyrouth, Riad el-Rayyes Books, 2003.
- · Rondeau Daniel, *Chronique du Liban rebelle, 1988-1990*, Paris, Grasset et Fasquelle, 1991.
- · Salem Paul (éd.), Conflict Resolution in the Arab World, Beyrouth, AUB. 1997.
- · Sarkis Jean, Histoire de la guerre du Liban, Paris, PUF, 1993.
- · Armée libanaise, *L'Armée, cinquante ans*, Beyrouth, Armée libanaise, 1995.

1989: les prémices d'une reconstruction au service des intérêts privés Malgré les épreuves que le Liban a connues durant la période allant de 1975 à 1990, que l'on désigne pudiquement par « les événements », se caractérisant par la fragmentation territoriale du pays et les difficultés pour l'État d'affirmer son autorité, ces années ont toutefois donné lieu à une série de réformes législatives et réglementaires sans précédent touchant notamment à l'aménagement du territoire. Nombreuses ont été, en effet, les normes édictées durant les brèves phases d'accalmie, principalement en deux vagues de réformes:

D'abord en 1977, avec:

- Le décret-loi nº 5 du 31 janvier 1977 portant création du CDR (Conseil du développement et de la reconstruction) qui est un établissement public, directement rattaché à la présidence du Conseil des ministres, en charge principalement de superviser la réalisation des grands projets d'aménagement et d'infrastructures:
- Le décret-loi nº 118 du 30 juin 1977 dit « loi sur les municipalités », qui définit notamment les compétences des conseils municipaux et des présidents de municipalité.

Ensuite en 1983, avec notamment:

- Le décret-loi nº 69 du 9 septembre 1983 dit «loi de l'urbanisme»;
- Le décret-loi nº 70 du 9 septembre 1983 sur le remembrement foncier:
- Le décret-loi nº 88 du 16 septembre 1983 relatif à la copropriété des immeubles bâtis.

L'ensemble de ces textes constitue encore aujourd'hui le cadre juridique applicable en matière foncière et urbaine. Paradoxalement, l'état de conflit a permis à l'administration de légiférer par décret-loi, c'est-à-dire sans vote du Parlement. Les hauts fonctionnaires des différents ministères ont donc pu préparer sereinement une série de lois-cadres, globalement assez bien ficelées, loin de toute pression politique. La fin des événements, et en particulier l'année 1989, a toutefois été marquée par des faits constituant les prémices des abus qui caractériseront ensuite la période de reconstruction dans bien des cas, à savoir la prédominance des intérêts privés sur l'intérêt général, avec l'appui du gouvernement. Deux exemples seront exposés pour illustrer ce phénomène: d'une part, la privatisation du littoral (partie 1) et, d'autre part, la privatisation du centre-ville de Beyrouth (partie 2).

La privatisation du littoral de Beyrouth

En 1989, un décret a été promulgué dans des conditions discutables, pour permettre la privatisation d'une partie du littoral beyrouthin. Pour bien comprendre ce dont il s'agit, un bref rappel du contexte s'impose. Lorsque le zoning de Beyrouth a été approuvé en 1954, les parcelles côtières, c'està-dire celles situées entre la corniche et la limite du domaine public maritime, ont été classées en «zone 10», réglementant les terrains selon un régime non ædificandi.

Le décret nº 4811 du 24 juin 1966 a modifié les règles de la zone 10, en y délimitant six sous-zones affectées désormais à diverses fonctions liées au tourisme.

Le décret nº 4918 du 2 mars 1982 a ensuite prévu, en son article 1er, la cession gratuite sous certaines conditions de 25% de la superficie des terrains faisant l'objet d'un permis de construire à la municipalité, pour être intégré au domaine public de cette dernière.

À ce stade, toute possibilité d'occuper le domaine public maritime demeurait exclue. Cette interdiction d'occuper le domaine public maritime dans la zone 10 de Beyrouth a, par la suite, été annulée dans un premier temps par le décret nº 169 du 27 août 1989, qui a également annulé l'article 1er du décret nº 4918 du 2 mars 1982 précité. Ce décret de 1989 a été promulgué par un gouvernement démissionnaire, dans un contexte politique particulier. Il n'avait pas fait l'objet d'un avis du Conseil supérieur de l'urbanisme, ni de la municipalité de Beyrouth, et n'avait pas été soumis à un examen préalable du Conseil d'État. Ce gouvernement n'avait donc pas la compétence pour promulguer un tel décret, qui n'a d'ailleurs jamais été publié au Journal officiel, et c'est sans doute la raison pour laquelle il fut abrogé par le décret nº 650 du 17 octobre 1990.

Mais le décret n° 7464 du 30 octobre 1995 a réactivé la possibilité d'occuper le domaine public maritime dans la zone 10 de Beyrouth, en annulant à son tour le décret n° 650 du 17 octobre 1990. Le décret de 1995 prévoit en outre que la surface du plan d'eau puisse être augmentée, à condition que la surface de la propriété privée excède 20 000 m² et que l'autorisation concerne un projet touristique de première catégorie. Il s'agissait alors de permettre la réalisation de l'hôtel *Mövenpick*.

Le décret de 1995 tient d'ailleurs également lieu d'autorisation individuelle délivrée à la société touristique propriétaire du terrain, ce qui est contraire aux bonnes pratiques légistiques, puisque les actes réglementaires doivent être en principe distincts des actes individuels. Le décret de 1989 ainsi réactivé par celui de 1995 a fait l'objet d'un recours devant le Conseil d'État à l'initiative des associations «Nahnoo» et «Greenline» en septembre 2014, en vue de son annulation. Le recours a toutefois été déclaré irrecevable au motif que les deux associations n'avaient pas d'intérêt à agir. Le mohafez de Beyrouth a, par la suite, repris à son compte le contenu de ce recours pour saisir de nouveau le Conseil d'État, qui a finalement jugé, sur le fond, que le décret de 1989 réactivé par celui de 1995 ne présentait pas d'illégalité.

La privatisation du centre-ville de Beyrouth

Si l'année 1989 n'a pas été l'année de promulgation des textes, elle a marqué le début d'une nouvelle approche dans le mode de reconstruction des zones endommagées au cours des événements, au premier rang desquelles figure le centre-ville de Beyrouth. Cette nouvelle approche se matérialisera par une loi du 7 décembre 1991, adoptée au terme d'âpres débats. Le décret-loi n° 5 du 31 janvier 1977 portant création du CDR ainsi que la loi de l'urbanisme dans sa version résultant du décret-loi n° 69 du 9 septembre 1983, comportaient une série de dispositions relatives au processus de reconstruction. Le CDR se voyait attribuer un rôle central tandis

que la loi de l'urbanisme définissait en son article 21 un régime de société foncière agissant comme une véritable coopérative de propriétaires pour mener des opérations de remembrement et de reconstruction.

Pourtant, c'est sur le fondement de la loi n° 117 du 7 décembre 1991 que la reconstruction du centre-ville de Beyrouth a été réalisée. Cette loi a en effet consisté à prévoir un nouveau régime de société foncière. Le décret-loi n° 5 du 31 janvier 1977 portant création du CDR a donc été modifié pour permettre à ce dernier de confier à une société foncière le soin de reconstruire les zones sinistrées du pays. La loi de l'urbanisme n'a pas été modifiée, mais ses dispositions en matière de société foncière n'ont jamais trouvé matière à s'appliquer, et ne furent finalement jamais abrogées.

De toute évidence, la loi du 7 décembre 1991 a été taillée sur mesure en vue de la constitution de la future société Solidere, dont les statuts sont approuvés par le décret n° 2537 du 22 juillet 1992 pour mener la reconstruction du centre-ville de Beyrouth. La société foncière telle que prévue par la loi de 1991 se distingue de celle prévue par la loi de l'urbanisme en ce que son capital social est ouvert aux investisseurs et n'est pas seulement réservé aux propriétaires fonciers et à leurs ayants droit. L'objectif était de fournir des liquidités à la société afin que celle-ci puisse rapidement entreprendre d'importants travaux. Mais cela a eu pour effet, s'agissant de Solidere, d'exclure les propriétaires initiaux du processus décisionnel de la société foncière. La gouvernance de Solidere a ainsi été confiée aux principaux investisseurs qui ont participé à la constitution de son capital, avec l'appui de l'État.

L'autre grande différence est que la loi de 1991 prévoit que, si le périmètre de la société est contiguë à la mer, le CDR peut, pour le compte de l'État, passer un accord avec celle-ci pour aménager des remblais, et que la propriété des terrains gagnés sur la mer sera partagée entre les deux parties. La loi du 7 décembre 1991 n'a pas fait l'objet d'un recours devant le Conseil constitutionnel. Cependant, le Conseil d'État, saisi par un propriétaire à l'encontre d'un décret déterminant les parcelles concernées par l'opération de reconstruction du centre-ville de Beyrouth, a pu considérer que:

«1 — Le décret objet du recours se base sur la loi nº 117/91 qui est contraire à la Constitution, étant donné qu'elle implique la violation des biens et droits des gens au profit d'une société privée qui sera constituée en violation de la loi sur l'acquisition par des non-Libanais. Si le Conseil n'est pas habilité à statuer sur sa constitutionnalité, il n'en reste pas moins apte à connaître des décisions administratives dont l'exécution entraîne la violation des dispositions de la Constitution.

2 — Le décret objet du recours se base sur une loi impossible à appliquer, vu la contradiction dans ses dispositions et son incompatibilité avec l'article 21 du Code de l'urbanisme, aux dispositions duquel la loi nº 117 impose de se conformer pour la constitution de la Société foncière. Alors que les dispositions dudit Code sont en contradiction avec les dispositions dudit article, sous le rapport de l'administration de la protection de la propriété

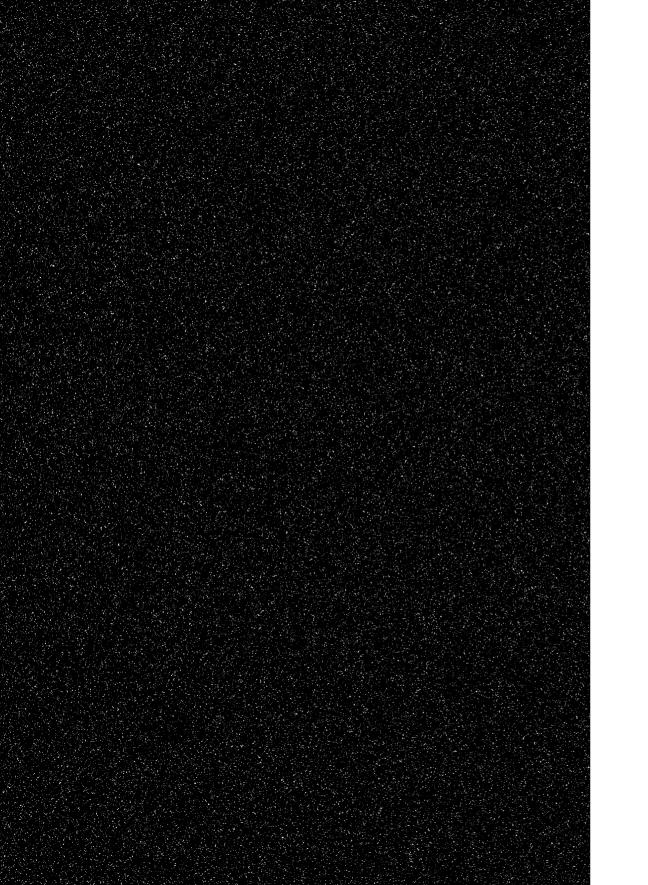
individuelle et de l'acquisition des biens publics... Sans compter que la formation des commissions d'estimation diffère des stipulations de l'article 21 susmentionné. Face à cette contradiction, il convient d'appliquer l'article 21 qui est en accord avec la Constitution, et par conséquent de ne pas retenir la loi 117/91, impossible à appliquer».

(Le texte a été traduit en français par la revue libanaise *Le Commerce du Levant*, nº 5286, 30 juillet 1992).

Il convient donc de retenir de cet arrêt du Conseil d'État que la loi du 7 décembre 1991 est inconstitutionnelle, bien que cette juridiction n'ait pas la compétence pour déclarer une loi comme telle. D'autre part, il a relevé la contradiction de ce texte avec les dispositions de la loi de l'urbanisme en matière de société foncière.

Malgré les controverses que la création de Solidere a pu susciter à l'époque, elle a pu procéder à la reconstruction du centre-ville, et continue encore aujourd'hui d'assurer la vente et/ou la construction de terrains dont elle avait acquis la propriété de manière forcée, ainsi que l'entretien des équipements et espaces publics situées dans son périmètre. Solidere agit aujourd'hui comme un véritable promoteur immobilier. Une consultation de son site web suffit à constater à quel point son interface, uniquement en anglais, est conçue pour valoriser une démarche commerciale visant à attirer de potentiels acquéreurs et, en aucun cas, à informer le citoyen de la manière dont le processus de reconstruction du centre-ville est mené, tandis que le site du CDR, supposé superviser l'action de Solidere, diffuse des informations au compte-gouttes.

ll. 1989, ou la résilience d'un pays



Beyrouth 1989, changement de paradigme?

L'histoire urbaine récente de Beyrouth se caractérise par plusieurs périodes de mutations significatives. La première correspond à la renaissance de la ville ottomane à la fin du xixe siècle. Elle voit se mettre en place les premières évolutions corrélées à une ambition de modernisation. Le processus de transformation de la ville s'accélère dans les années 1960 jusqu'à la guerre civile (1975-1990). Cette période reconfigure Beyrouth au regard d'un rapport de force géopolitique et apporte son lot de ruptures dans son histoire urbaine. La reconstruction de Beyrouth et de son centre-ville intervenue à la suite de l'accord de Taëf signé en 1989 convoque un changement de paradigme qui concernent tout autant les modes de production de l'espace urbain beyrouthin, les modèles véhiculés, les nouveaux canons esthétiques, les acteurs et les références. Au regard d'une mise en perspective historique, nous nous proposons d'éclairer les mutations qui s'opèrent à partir de 1989 et l'inscription de la ville de Beyrouth à la fin du xxe siècle dans un autre modèle urbain.

Les fondements de la ville moderne, fin xixe-1943

L'expansion de Beyrouth commence timidement au début du xixe siècle et se confirme largement à la fin de celui-ci. La renaissance de la ville à cette époque s'inscrit dans une nouvelle dynamique liée à la pénétration des puissances occidentales, à l'accroissement des échanges et à l'internationalisation des problèmes de croissance des villes. Au réseau de villes qui fonctionnait, avec prospérité d'ailleurs¹, à l'époque ottomane, par exemple celles de Damas, du Caire, de Jérusalem, d'Alep ou de Bagdad, s'ajoute un nouveau réseau de villes « à port » comme Haïfa et Beyrouth.

Ces changements s'accompagnent de réformes structurelles. À la recherche d'un nouveau souffle face à un affaiblissement croissant, l'Empire ottoman entreprend des transformations majeures dans l'objectif de se moderniser. L'espace urbain comme l'ensemble des structures de l'Empire subissent par deux fois, en 1839 et 1856, une série de réformes, connues sous le nom de *Tanzimat* («réorganisation» en turc ottoman), d'inspiration très européenne, et française en particulier dans certains domaines.

La promulgation des *tanzimat* en 1839 rompait avec les modes antérieurs de détention et de gestion du sol et du bâti, se rapprochant ainsi du droit occidental en la matière. Une des mutations les plus profondes opérées par ces réformes concernait l'introduction du droit à la propriété privée et l'outillage opérationnel qu'il engendre, à savoir la création d'un embryon de cadastre avec le *defter-khané*, l'obligation d'enregistrer et, enfin, les taxes relatives à la possession de biens. Une série de lois visait essentiellement à privatiser la terre, à fixer les possessions par des opérations de cadastrage et des attributions de titres. Ces lois voulaient réformer l'impôt et généraliser le paiement en argent au détriment de l'impôt en nature, ainsi que légaliser l'hypothèque, la saisie, la cession et l'acquisition des terres. Les Ottomans créent une administration spéciale pour les terres, sous le nom de *tabo*, qui signifie cadastre, en 1858. Cette administration était chargée d'enregistrer, ou plutôt d'imposer l'inscription de la terre au nom de celui qui l'occupait, donc d'en déterminer le propriétaire.

1 André Raymond, Grandes villes arabes à l'époque ottomane, Paris, Sindbad, 1985.

Ce nouveau statut fondé sur la séparation entre le privé et le public met à mal désormais l'espace communal dans ses usages et sa gestion qui relevait de la communauté entière, des avants droit, des riverains, etc.

Dans le domaine urbain, les *tanzimat* s'inscrivaient dans un souci « d'hygiène publique, d'efficacité et d'esthétique », elles offraient un moyen à l'autorité centrale ottomane d'exercer un contrôle plus direct, notamment en « organisant » la ville par le haut. Ainsi, un ensemble de lois découlant de cette logique se mettent en place à l'instar de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Dans les villes, des conseils municipaux sont établis, nouveaux acteurs de la ville, avec un certain nombre d'attributions administratives et fiscales.

Beyrouth profite de l'entreprise de modernisation des structures de l'Empire ottoman, et progressivement occupe une place de premier plan dans cette perspective \rightarrow fig. a. p. 46. Plusieurs représentations consulaires étaient présentes. La ville connait des travaux d'assainissement, de pavage de rues, le port s'agrandit². Les premières portes de la ville sont détruites entre 1840 et 1876. L'implantation du « Collège protestant syrien » en 1866, qui deviendra plus tard l'université américaine de Beyrouth, influença considérablement l'extension vers l'ouest. À travers les concessions, dès la fin du xixe siècle, commence à se réaliser l'ensemble des travaux de génie urbain. Des infrastructures nouvelles se construisent, telles que la route Beyrouth-Damas en 1863, le chemin de fer en 1895, ou encore l'extension du port en 1888.

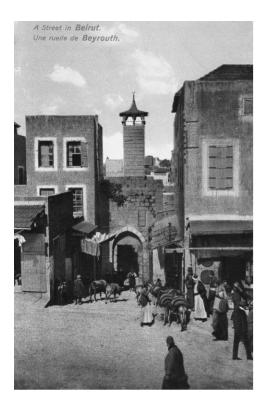
Dans cette nouvelle configuration politique et économique, Beyrouth devint la ville-support du pouvoir mandataire et un relais économique. Elle s'inscrit dans cette aspiration à la modernité qui s'exprimera par le changement de tenues vestimentaires, l'émergence de nouveaux loisirs culturels, cinémas, théâtre, l'arrivée de l'électricité, du tramway, de la radio et évidemment de l'automobile. Une nouvelle typologie de l'habitat voit le jour La construction de l'Hôtel Saint-Georges commencée en 1929 par Antoine Tabet, élève d'Auguste Perret, affiche une architecture d'avantgarde et met en perspective une nouvelle architecture.

En vingt ans de mandat, le mode de production de l'espace urbain a connu de grandes mutations. La ville est régie par un cadre réglementaire inédit qui participe à l'émergence d'une nouvelle typologie architecturale et urbaine. Le statut de l'espace est précisé selon de critères renouvelés. Désormais, le cadre indispensable à la mise en œuvre d'un urbanisme de plans d'aménagement est en place. Au nom de l'urbanisme normatif et de son outillage conceptuel (hygiène, esthétisme, modernité, progrès), le mode d'intervention sur l'espace devient un domaine réservé à des spécialistes de l'urbain, dont le plan prospectif en sera le moyen d'expression. → fig. b. p. 46

Sur la modernité ottomane, voir l'approche de Jens Hanssen, Fin de siècle Beirut. The Making of an Ottoman Provincial Capital, Oxford University Press, 2005.

³ Le livre de Samir Kassir apporte un éclairage global sur différents registres et périodes de l'histoire de Beyrouth, Histoire de Beyrouth, Paris, Fayard, 2003.

⁴ Robert Saliba a entrepris des recherches sur la typologie architecturale à Beyrouth pendant la période du mandat: Beirut 1920-1940, Domestic Architecture Between Tradition and Modernity, L'ordre des Architectes et Ingénieurs à Beyrouth, 1998; Beyrouth, architectures. Aux sources de la modernité, 1920-1940, Marseille, éditions Parenthèses, 2009.



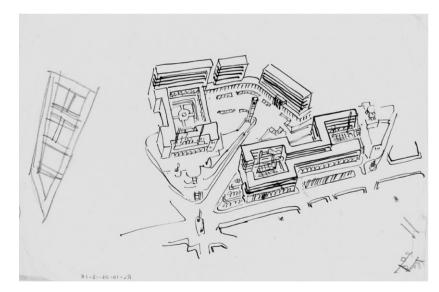


Fig. a - Beyrouth au début du xxe siècle.

Fig. b — Dessin du projet d'aménagement du centre-ville de Beyrouth, 1943.

Une parenthèse enchantée

Les années qui suivent l'indépendance consolident les réformes amorcées pendant la période du mandat français. Beyrouth, devenu capitale du Liban, centralise tous les domaines, politiques, économiques et culturels, en creusant encore plus le déséquilibre avec le reste du pays. La physionomie de la ville se transforme sans grands changements structurels.

En effet, Beyrouth connaît une période d'euphorie constructive et convogue l'architecture internationale comme margueur de son identité. La ville, tournée vers des modes de vie et de consommation occidentale. exprimée par l'émergence de nouveaux quartiers comme Hamra, Sodeco et les centres balnéaires, affiche sa puissance bancaire et son rôle régional. Dans les années 1960 pouvaient se croiser à Bevrouth les grands noms de l'architecture moderne tels que Oscar Niemeyer, André Wogenscky, ou encore Addor & Julliard, Alvar Aalto, Edward Durell Stone^{5 → fig. c et d, p. 48} Jacques Liger-Belair décrit cette parenthèse enchantée de l'histoire de la ville en ces termes:

> « Allongée au bord de la Méditerranée, ville insouciante. nonchalante, et pourtant industrieuse et prospère, ville heureuse... Ville de tous les commerces, avec ses banques, ses hôtels, ses restaurants et ses night-clubs. Bevrouth avide d'Occident et de progrès prenait le chemin de la modernité de l'époque. Ses architectes bâtissaient, de béton, de verre et d'acier, la corniche de Raouché et la rue Hamra...⁶» → fig.e, p.49

La ville se construit par l'entreprise du secteur privé avec comme référence la grammaire de l'architecture internationale puriste ou réinterprétée. Des immeubles de rapport destinés à la location poussent dans la banlieue proche de Beyrouth qui connaît une forte croissance.

Le ministère des Travaux publics est chargé de l'aménagement des villes et du territoire sans pour autant se donner les moyens d'une politique urbaine conséquente. Le plan d'aménagement de la ville de Beyrouth proposé en 1963 par Michel Écochard (1905-1985) restera lettre morte → fig.f, p.49, comme celui d'Ernst Egli (1893-1974)⁷ quelques années plus tard. L'absence d'un pouvoir étatique fort sera souvent décriée, à l'exception de la période chéhabiste⁸ (1958-1964) qui entend mettre en place une politique volontariste de régulation à l'échelle nationale en s'appuvant notamment sur le rapport de l'IRFED⁹ mettant en évidence les inégalités à l'échelle nationale. Le ministère du Plan est restructuré en 1962, doté cette fois de fortes prérogatives avec une direction générale de l'Urbanisme.

Jean-Louis Cohen, L'Architecture au futur depuis 1889, Paris, Phaidon, 2012; Jade Tabet, Marlène Ghorayeb, Éric Huybrechts, Éric Verdeil, Beyrouth, coll. «Portrait de ville», Paris, IFA, 2001.

Jacques Liger-Belair, «Beyrouth 1965-2002: croquis de Jacques Liger-Belair», Beyrouth, Dar an-Nahar, 2003, in Liban, retour sur expérience. Les Cahiers de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Île-de-France, nº 144, mars 2006, p. 37.

Ernst Egli (architecte-urbaniste suisse) est responsable du service de la municipalité de Beyrouth de 1946 à 1951, avec Rolf Meyer comme adjoint. C'est dans ce cadre que des propositions d'aménagement de la ville de Beyrouth sont avancées

Du nom du président Fouad Chéhab (1902-1973), ancien commandant de l'armée.

Rapport IRFED-Liban (Institut international de recherche et de formation éducation en vue du développement). Besoins et possibilités de développement du Liban (trois volumes réalisés de 1959 à 1963). L'IRFED, fondé en 1958 par Louis-Joseph Lebret, inspiré par Gaston Bardet, s'appuie sur une économie humaniste pour la planification du développement.





С

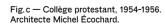
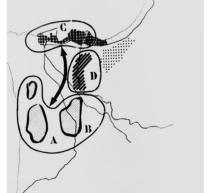


Fig.d — Carte postale de l'hôtel *Phoenicia* à Beyrouth, 1961. Architectes Edward Durell Stone, Ferdinand Dagher et Rodolphe Élias.





LES ELEMENTS DE L'AMENAGEMENT

Fig. e — Carte postale de l'avenue Raouché en bord de mer en construction, années 1960.

Fig.f — Localisation des zones d'intervention, plan d'aménagement de Beyrouth et de sa banlieue, 1961-1963.

Dans ce cadre, Michel Écochard fonde son agence à Beyrouth en 1960, embauche Rachid Bejjani (ingénieur) et Grégoire Sérof, jeune architecte, et avance des propositions d'aménagement de la capitale corrélées à une vision nationale, notamment à travers l'étude de l'autoroute qui traverse le pays du nord au sud, dont il a la charge. Il se voit confier le plan d'aménagement de la ville de Saïda (1962), la réalisation de la Cité des ministres (jamais construite) et le plan directeur de Beyrouth et de sa banlieue (1963). À l'occasion de ce projet, le périmètre du Grand-Beyrouth est avancé¹⁰. Les propositions sont clairement fonctionnalistes, bien que le zoning proposé reste très souple dans la détermination des périmètres. La vision émanant de ce plan est celle d'une ville à densité variée. Effectivement. le COS¹¹ diffère tellement que la densité autorisée sur les flancs des montagnes accolés aux limites de la ville devient quasiment rurale (R+2). Les motivations invoquées sont justifiées par la sauvegarde du site et celle de la magnificence du paysage. Le deuxième aspect innovant concerne les trois catégories d'habitat identifiées: l'habitat précaire, le bidonville en dur et les taudis déterminant ainsi des zones de « développement urgent ».

La modernité affichée de la capitale reste l'aspiration et le privilège d'une élite urbaine *in fine*, alors que des poches de misère se sont constituées aux abords et dans la ville. Un écart se creuse entre Beyrouth et le reste du pays avec des inégalités territoriales dénoncées depuis les années 1960.

Un équilibre brisé: la guerre civile, 1975-1990

Les 15 années de guerre civile constituent un moment de rupture dans l'histoire urbaine de Beyrouth. Une nouvelle géographie confessionnelle divise la ville et spatialise les appartenances idéologiques et confessionnelles. La fameuse ligne de démarcation qui a sévi pendant la période du conflit entre Beyrouth-Est et Beyrouth-Ouest survit à la guerre et marque les représentations spatiales de la ville.

Le centre-ville, espace emblématique d'une période de paix et de vivre ensemble, est transformé en territoire de guerre où chaque mètre carré arraché à l'adversaire constitue une victoire. Cet espace qui concentrait les banques et l'économie devient crucial dans la géopolitique de la guerre. La paralysie de la capitale engendre inéluctablement un décentrement vers des villes secondaires qui se transforment par une densification massive. Une étude réalisée en 1980 montre que le déplacement des activités commerciales et de bureaux déplacés vers l'est et l'ouest de la ville reste minime¹²; en revanche, les villes moyennes du Liban connaissent un développement fulgurant, faisant figure de chef-lieu pour certaines

La notion de « Grand-Beyrouth » est mentionnée pour la première fois dans l'étude menée par le rapport de l'IRFED. Voir Éric Verdeil, « Délimiter les banlieues de Beyrouth. Des noms et des périmètres », in Élisabeth Longuenesse et Caecilia Pieri (dir.), Des banlieues à la ville. Espaces et acteurs de la négociation urbaine, Presses de l'Ifpo, 2013 (actes du colloque de Beyrouth, 31 oct.-1er nov. 2011).

d'entre elles à l'instar de Jounieh ou Saïda. Beyrouth perd son centre symboliquement, physiquement, et sa place de grande capitale. Par ailleurs, la banlieue sud émerge comme une entité territoriale chiite.

L'effacement, pendant cette période, de la puissance publique incapable d'assurer désormais les services publics, tels que le ramassage des ordures, la fourniture de l'eau et de l'électricité, se traduit par une prise en main des différentes forces en présence de ses services, qui deviennent un enjeu de pouvoir et une arme de guerre. Le secteur privé, à son tour, profite de cette situation pour combler le déficit. Ainsi, une sorte de PPP — partenariat public privé — non encadré se met en place avant l'heure, s'agissant des services urbains, et s'installe de façon définitive.

Le legs de cette période est un nouveau paysage définitivement installé. Le secteur informel (constructions, branchements illégaux, etc.) était certes existant, mais connaît une nouvelle ampleur irréversible. La vacance de l'État offre un laisser-faire qui se généralise et se traduit par des constructions hors cadre défigurant les flancs de montagne et le littoral (stations balnéaires). L'architecture est la grande absente de cette période où l'urgence et la spéculation immobilière n'ont que faire des questions qualitatives.

Changement de paradigme

La fin de la guerre avec l'accord de Taëf signé en 1989 marque une nouvelle ère. La reconstruction de la ville de Beyrouth s'inscrit désormais dans un monde globalisé qui amorce la fin des utopies du xx^e siècle. Comme au début de ce dernier, lorsque les Français découvrent un centre-ville détruit par Jamal Pacha à la faveur d'un urbanisme moderne constitué de grandes avenues et de places ¹³, la fin du siècle laisse un centre-ville en ruine à l'issue de la guerre civile, ce qui occasionne à nouveau des mutations importantes dans les modes de production de l'espace.

Différents projets de reconstruction émergent très tôt, alors que la guerre est loin d'être terminée. Chaque trêve nourrira l'espoir d'une paix définitivement conquise et donnera lieu à des projets d'aménagements et de reconstruction. En effet, dès 1978, un premier projet de reconstruction est avancé, suivi en 1982 par un autre établi avec l'appui de la Banque mondiale ¹⁴. Le schéma directeur de la région métropolitaine de Beyrouth → fig. g. p.52, publié en juin 1986, dans le cadre d'une mission franco-libanaise ¹⁵ confirme une dimension métropolitaine en ayant pour ambition la reconstruction « d'un centre-ville puissant, rayonnant sur l'ensemble du pays grâce à un réseau efficace de transports; Beyrouth, grâce à son centre, redevient non seulement la capitale du pays, mais également un pôle d'affaires international, qui correspond à sa vocation profonde ¹⁶. » Autrement dit, Beyrouth recouvrerait son statut et son rôle d'avant-guerre

Différentes zones seront déterminées et, pour chacune, un COS est établi suivant les critères suivants: zone A: zone de colline à faible densité; zone B: agglomérations existantes sur les collines; zone C: zone de plantations, en général non bâtie; zone D: zone à urbaniser en priorité; zone E: zone mixte; zone F: zone d'habitat à densité moyenne.

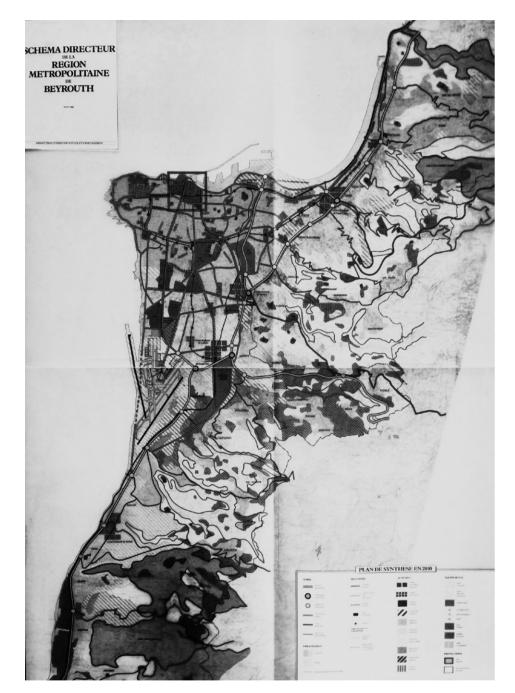
¹² Direction générale de l'Urbanisme, République libanaise, Le Centre-ville de Beyrouth en 1974, (étude réalisée par le Bureau d'études et de recherches du mouvement social en 1977), mai 1980, p.175.

Marlène Ghorayeb, Beyrouth sous mandat français, construction d'une ville moderne, Paris, Karthala. 2014.

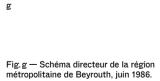
¹⁴ Council for Development and Reconstruction, République libanaise, The Reconstruction Project, avril 1983. Le programme concerne des aspects économiques et de développement. Il est proposé la construction d'infrastructures et d'équipements, de transports, etc., et de maisons préfabriquées comme « solution transitoire ».

¹⁵ Conseil du développement et de la reconstruction, Direction générale de l'urbanisme, République libanaise, Schéma directeur de la région de Beyrouth métropolitaine de Beyrouth, juin 1986.

¹⁶ *lbi*









h



Fig.h — Premier projet de reconstruction du centre-ville, Dar Al-Handasah, 1991.

 $\label{eq:Fig.i} \textbf{Fig.i} - \textbf{Plan} \ \text{de reconstruction du centre-ville,} \\ \textbf{1993.}$

par la reconstruction d'un centre-ville réaffirmé et multifonctionnel. L'IAURIF¹⁷, partenaire de longue date, maintient cette idée tout en introduisant la question environnementale dans les propositions envisagées.

La projection dans un avenir possible s'est exprimée à travers les projets d'aménagement réalisés pendant les périodes d'accalmie ponctuant une guerre civile de quinze ans \rightarrow fig.h et i, p.53. Ces différents projets traduisent une appréhension de la ville propre à l'évolution de l'urbanisme et projettent une vision différente. Ils apportent à chaque fois une progression, sans pour autant constituer une rupture profonde conceptuelle capable de remettre en question les acteurs institutionnels ou la légitimité d'un modèle urbain certes réformateur, mais consensuel.

En revanche, la reconstruction du centre-ville introduit un changement de perspectives et un nouveau modus operandi. Ce projet phare de la période post-guerre, vitrine urbaine de la paix, devait redonner à Beyrouth une dimension régionale tournée vers les pays du Golfe. De nouveaux canons esthétiques dans une logique de financiarisation produisent un nouveau centre-ville qui n'a gardé de son histoire que quelques immeubles. brillamment rénovés, au demeurant. La carte postale est bien léchée, mais la multifonctionnalité et la mixité sociale sont désormais remplacées par des boutiques de luxe destinées à une clientèle riche, comme les appartements de grand standing construits dans cet objectif. Ce changement de cap donne lieu à un premier projet d'aménagement 18, faisant table rase du passé. Il propose un grand axe monumental aboutissant à une île créée sur la mer et plantée de tours recouvertes de tuiles rouges. Les défenseurs du patrimoine et du sens public auront raison de cette proposition; ainsi, le nouveau centre-ville conservera des bâtiments datant de l'époque mandataire.

Le montage mis en place pour mener cette opération d'envergure est symptomatique des changements de paradigme (acteurs, mode de faire et objectifs). Est ainsi créée une société foncière privée Solidere dont le capital est constitué par des groupes financiers et en partie par des actions correspondant aux indemnités des propriétaires et des ayants droit expropriés ¹⁹. Ce mode opératoire est convoqué à nouveau pour le projet Elyssar envisagé dans la banlieue sud (jamais réalisé). Une configuration nouvelle qui met en avant le retour sur investissement dans l'appréhension des projets urbains. Par ailleurs, la fourniture des services publics dans leur ensemble, notamment la fourniture d'eau et d'électricité, s'accommode d'une formule locale de PPP implicite, dans laquelle le privé vient compenser l'inefficacité de l'État, avec une certaine confusion des prérogatives de chacune des parties.

Le début des années 1990 amorce l'ère des grands projets, une nouvelle histoire vient se rajouter et le paysage urbain se transforme. La financiarisation de la ville se traduit par un contexte de forts investissements dans des complexes résidentiels fermés, de nouveaux malls et des centres balnéaires qui occupent des sites jusqu'alors préservés. Un paysage de tours

émergent. Les quartiers proches du centre-ville deviennent des hauts lieux d'investissement immobilier et ceux qui ont préservé un héritage architectural se transforment en secteur de loisirs. Les grands chantiers de réaménagement engagés par l'État participent aussi de cette ambition: attirer les investisseurs. Le Grand-Beyrouth connaît la construction d'infrastructures supplémentaires, telles que des voies rapides, un nouvel aéroport, le remblai du port, etc.

La ville s'engage dans le xxie siècle en s'appuyant sur des modèles urbains anhistoriques (tours, infrastructures). Les grands projets amorcés depuis convoquent les grands noms de l'architecture comme un affichage publicitaire. Le pari d'un retour probable à une ville qui aurait un rôle économique et régional a oublié que d'autres villes du Golfe ont largement investi et happé le positionnement particulier dont jouissait Beyrouth. Une reconstruction qui a privatisé l'espace public en oubliant son rôle dans la construction citoyenne.

Perspectives nouvelles

Les mutations appellent intrinsèquement la question des continuités. Les ruptures opérées par les changements de paradigme, souvent dictées par le haut, n'effacent pas pour autant les modes séculaires de produire la ville et le foncier, ni les usages et l'appropriation de l'espace. Chaque étape de transformation apporte une épaisseur supplémentaire à l'archéologie de la ville aboutissant à des hybridations qu'il s'agit d'éclairer.

Au regard de cette histoire urbaine, de nouvelles problématiques émergent et questionnent le bien-fondé des paradigmes de l'urbanisme récent mis en œuvre. La privatisation de l'espace public et la notion de bien commun ont été mises en débat ces dernières années. Une revendication citoyenne — en construction — interpelle les pouvoirs publics sur ces questions, allant parfois chercher des réponses dans l'histoire des mutations de la ville de Beyrouth, à l'instar de la privatisation du littoral, qui interroge l'histoire foncière du début du siècle.

¹⁷ Voir les Cahiers de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Île-de-France, op. cit.

¹⁸ Plan d'aménagement élaboré par le bureau d'études Dar Al-Handasah.

⁹ Georges Corm, «La reconstruction du centre de Beyrouth: Un exemple de fièvre immobilière au Moyen-Orient», Revue d'économie financière, hors-série n° 3, La Crise financière de l'immobilier: Réflexions sur un phénomène mondial, 1993, p. 323-335.

La ville défaite? L'architecture et l'urbanisme comme projet politique

À Michel et Samir

Le projet politique, le projet urbain et la sociologie politique

Interroger le projet urbain et le projet architectural à l'aune de la sociologie politique n'est pas chose habituelle. Pourtant, Beyrouth, autour de 1989¹, voit l'apparition d'une conjonction de projets de dimensions différentes et renvoyant à des référents qui peuvent sembler aujourd'hui éloignés. C'est de cette interrogation des débats sur les projets de reconstruction de Beyrouth qu'il s'agit ici, à partir du postulat d'une corrélation, tout au moins de croisements répétés, entre projets urbains et projets politiques. On ne peut s'empêcher de se poser la question suivante: quels sont les effets des projets d'architecture et d'urbanisme sur la recomposition non seulement des espaces, mais aussi des identités qui redeviennent mouvantes² et comment s'articulent-ils avec les projets politiques hégémoniques dans l'espace social beyrouthin? Si 1989 est un repère, que nous révèlent la mise en perspective et la contextualisation que les trente dernières années permettent de prendre en compte?

À partir du milieu des années 1970, Beyrouth a vécu une guerre atroce, continue, dévastatrice des quartiers centraux, mais épargnant relativement les quartiers périphériques qui vont se développer malgré ou à cause de la guerre. Il n'est pas question ici de reprendre la description de la géopolitique de la guerre ou de la paix mais de noter que la violence urbaine fait apparaître dans les périphéries des surfaces construites en quantités comparables à celles du centre détruit. C'est une croissance de la surface de l'urbanisation qui n'est pas dénuée de sens: le nombre global d'habitants se maintient, seize ans après le début des combats en 1975, au même niveau qu'en 1975, malgré tous les départs et les migrations dus à la guerre. Si des groupes partent et quittent la ville, d'autres la traversent, s'y installent ou y terminent leurs déplacements. Le paradoxe de la recomposition des populations est là, il ne peut manquer d'interroger la recomposition des espaces.

Mais si l'urbanisation s'étend, n'est-ce pas aux dépens de la vie citadine, de la mixité des voisinages, du partage des espaces publics³? Apparition de nouvelles centralités, comportements et compétences disséminés, usages nouveaux de l'espace pour éviter des violences bien réelles (snipers, enlèvements, bombardements, voitures piégées), transformations fonctionnelles de quartiers, marquage religieux et politique des territoires, invasions ponctuelles ou de longue durée, mais invasions douloureuses des deux puissances régionales voisines, nettoyages ethniques de certains quartiers clés, transformation en profondeur de la notion de voisinage urbain pour rendre les quartiers plus homogènes, et ainsi croit-on plus sûrs, répartition changeante des capacités de circulation et de mobilité entre les femmes et les hommes, tendance à la disparition des enfants de l'espace public et leur renfermement dans des espaces privés ou collectifs, discriminations spatiales et sociales fortes envers de nombreuses catégories ethniques ou confessionnelles. La guerre incivile, selon l'expression d'Ahmed Beydoun⁴, est aussi l'aménagement de la vie quotidienne dans La Ville indécidable de Waddah Charara⁵ qui a tout de l'urbain, mais perd des dimensions de l'interaction entre acteurs hétérogènes, de la citadinité, de la néo-urbanité, de la convivialité ou du sentiment de privation qui caractérisaient la majorité de ses quartiers. Le paradigme de l'altérité dans le voisinage du début des années 1970 se transforme en fusion de la communauté et de la proximité spatiale dans une ville qui se perçoit de plus en plus sans espaces publics de mixité sociale (avec cependant des poches de mélanges aussi improbables que significatifs qui résistent touiours jusqu'à nos jours).

À une échelle plus large, le rôle de Beyrouth comme place financière est transformé. Le nœud commercial, passage vers l'hinterland arabe et porte d'entrée touristique dans le pays, a succombé aux nombreuses conséquences de la violence. Port pillé puis contrôlé par des milices, multiplication des petits ports illégaux sur la côte libanaise, aéroport fermé de facon répétée, autoroute vers Damas ou vers la côte syrienne très souvent coupée, sans parler des chemins de fer qui avaient arrêté de fonctionner bien avant la guerre, la ville était économiquement à genoux, sans compter, à partir de 1985, le tarissement de «l'argent de la guerre⁶». Beyrouth était concurrencée par les ports chypriotes, la transformation d'Amman en Jordanie en centre d'affaires et universitaire de taille importante, ou encore l'apparition d'Abou Dhabi et de Dubaï comme places financières et commerciales: tout cela traduisait non seulement la paralysie de Beyrouth, mais aussi l'évolution du monde qui faisait de l'océan Indien un pôle d'échanges en croissance à la polarité bien plus forte que celle de la Méditerranée orientale, que cela soit par les routes maritimes du golfe Arabo-Persique ou par le canal de Suez et Aden. La profonde transformation des relations économiques du Moyen-Orient se faisait au détriment de Beyrouth. L'affirmation éclatante et rutilante de l'aéroport-port de Dubaï comme «hub» principal du Moyen-Orient pouvait faire peine à voir, comparé à l'état de délabrement de l'aéroport de Beyrouth à la fin des années 1990.

La question de savoir si 1989 a un sens quelconque trouve sa réponse par la prise en compte d'un ensemble de dimensions et d'échelles: un contexte politique bien précis qui, même s'il ne fait pas apparaître encore une nouvelle forme dominante d'activité politique, prépare fébrilement une alternative aux relations et rituels guerriers; des problématiques et des prospectives qui s'affirment de façon de plus en plus structurée; des évolutions ultérieures, qui donnent rétroactivement leur sens aux analyses, débats, projets, qui s'opèrent dès cette date charnière. Notre hypothèse est que, sous l'apparente mise en place d'outils techniques pour imaginer la reconstruction des parties les plus centrales — et les plus détruites — de la ville, se mettent en place des projets politiques à une échelle plus

Dans cet article, nous prenons 1989 dans un sens générique, débordant sur les mois précédents et suivants, et non pas dans une utilisation stricte. Par «urbain», nous entendrons ici l'aspect matériel du développement de la ville, et comme «citadin», plutôt le côté culturel, ou même identitaire; ainsi, nous dirons «développement urbain» et «cultures citadines».

² Sur la question des identités en général: Jean-François Bayart, L'Illusion identitaire, Paris, Fayard, 1996; Amartya Sen, Identité et violence, Paris, Odile Jacob, 2007.

Je renvoie ici à la discussion et aux interrogations qu'ébauche Franck Mermier dans son très beau livre sur Aden et Beyrouth, mais nous y reviendrons ailleurs. Récits de villes: d'Aden à Beyrouth, Arles, Sindbad-Actes Sud, 2015.

Ahmad Beydoun, Le Liban: Itinéraires dans une guerre incivile, Paris/Amman, Kharthala/CERMOC, 1993.

Beyrouth, Al-Ahlieh, 1984.

Paradoxalement, la guerre civile que subissait Beyrouth, peu intense militairement, mais permanente et pratiquement sans avancées sur le terrain, alimentait l'économie de la ville et du pays par des réseaux de financements politiques venant des acteurs externes à la société libanaise.

large qui rebattent les cartes des divisions confessionnelles, politiques et militaires qui avaient dominé jusque-là. À un moment, ces projets ont pu apparaître, pour une large part des habitants, comme une alternative aux stratégies quotidiennes des Beyrouthins caractérisées par l'évitement (des combats) et l'enfermement dans l'espace privé ou communautaire, se présentant ainsi comme une reconquête citadine et « civile » de l'espace urbain.

1989, le contexte politique

La seconde moitié des années 1980 fut celle d'une crise financière et monétaire qui fit perdre à la livre libanaise de sa valeur face aux devises étrangères de façon spectaculaire⁷. À ceci, différentes raisons: l'apparition de nouveaux pôles financiers et commerciaux que nous avons évoqués plus haut, la énième année touristique réduite à néant par les violences, mais surtout le tarissement des transferts de fonds qui servaient à financer les groupes libanais en général et palestiniens en particulier qui, à partir de 1982, quittaient le territoire libanais.

Des micro-circuits économiques continuaient à fonctionner, mais l'inflation faisait que les acteurs profitant financièrement de la guerre voyaient leurs bénéfices fondre et s'inquiétaient de l'évolution du système. Les profits engrangés directement par les ventes d'armes se réduisaient, les expropriations déguisées en nettoyages ethniques s'épuisaient. Les profits indirects par l'utilisation des ports illégaux aux redevances réduites, par le parasitage de la production d'électricité ou de la distribution d'eau ou par le commerce de drogues de plus en plus dures issues des plantations de différentes régions, les impôts « révolutionnaires » prélevés ici et là, ne suffisaient plus pour payer les salaires de miliciens qui se comptaient par centaines ou par milliers, dans certains cas. Des rumeurs entêtantes parlaient de course entre les milices pour l'enfouissement de déchets toxiques dont l'origine n'a jamais été définie, preuve, s'il en est, de leur situation financière de plus en plus fragile.

Politiquement, un phénomène prévu seulement par quelques analystes engagés⁸, le «ta'akol», que l'on peut traduire comme la «fragmentation à outrance» ou la «segmentation proliférante», voit les milices d'un même territoire soudainement se diviser et se cannibaliser. À l'Est, les milices dites chrétiennes des Forces libanaises (FL) s'affrontent entre elles avant de s'attaquer (à moins que cela soit l'inverse) aux brigades de l'armée présentes sur leur territoire, dans des combats fratricides qui font beaucoup plus de morts que les combats entre Est et Ouest. Dans le

7 Pour donner la mesure du choc monétaire, nous faisons état de certains témoignages dans nos enquêtes qui parlent de problèmes de santé soudains (crises cardiaques, dépressions), voire de la décision irréversible d'émigrer de leurs parents à l'issue de semaines intenses dues à l'inflation monétaire, alors que des années de guerre ne les avaient pas affectés autant.

territoire dit musulman, les milices chiites et les milices druzes, puis les milices Amal et les milices du Hezbollah, toutes chiites, se battent pour le contrôle de micro-territoires avec une violence inusitée.

Ces violences remettaient en question tous les discours politiques de la guerre civile articulés autour de la défense des communautés par leurs milices. Qui n'a pas connu, de 1987 jusqu'au début des années 1990, ces mois de folie (presque inimaginables aujourd'hui), ne peut se rendre compte à quel point la ligne de démarcation, jusque-là étanche⁹, qui séparait l'Est et l'Ouest de la ville, devint poreuse, permettant aux uns et aux autres de soigner leurs blessés dans les hôpitaux de ceux qui jusqu'à hier étaient les ennemis ou de se fournir en munitions chez «l'autre» jusque-là diabolisé. De nouvelles lignes de démarcation apparurent à l'intérieur des deux territoires alors qu'une nouvelle fois, selon la même logique, mais avec de nouveaux acteurs, la notion de voisinage était mise à l'épreuve, la proximité devenait dangereuse, l'ennemi était devenu le voisin le plus proche spatialement de soi.

Soudain, mais insensiblement, il devenait commun de réfléchir à la sortie d'une guerre qui était devenue répétitive, coûteuse, même pour ceux qui en tiraient parti; inutile, même pour ceux qui la manipulaient de loin; ignominieuse, même pour ceux qui avaient fait métier de la célébrer. La Ligne verte qui voyait ressurgir l'herbe au cœur des rues et des fissures de l'asphalte, la ligne qui avait fait fantasmer des photographes par ses ruines et les ruines du centre-ville qui en faisaient partie, à moins qu'elle n'ait été que l'excroissance de la destruction du centre-ville, cette ligne de démarcation devenait donc le symbole d'une traversée parfois souhaitée, parfois symbolique, parfois réelle vers une vie autrement. Cette ligne, il fallait la combler, la relever, fermer sa béance, ouvrir la ville sur autre chose que la destruction. Pour la première fois, depuis bien longtemps, une volonté de reconstruction, des projets, à la fois architecturaux, urbains, économiques et politiques pouvaient-ils enfin voir le jour?

Les trois problématiques

Or, la réponse ne va pas s'avérer simple, elle va se déployer, dès 1989, selon trois axes: celui d'un projet volontaire, radical, moderniste, multiforme, à la fois mercantile, politique, urbain, architectural; celui de débats publics moins médiatiques, mais portés à la fois par des professionnels, des intellectuels, des notables qui adoptent un état d'esprit populaire voulant plus ou moins une alternative de laquelle la ville des années 1960 et du début des années 1970 ne serait pas exclue; celui, plus compliqué, que nous reconstituons aujourd'hui par des entretiens avec des acteurs encore en vie, qui posait la question de la survie, à travers la reconstruction, voire malgré elle, non pas de la ville, mais des organisations politico-militaires qui la dominaient. Dans chacune de ces configurations figuraient des acteurs de toutes les communautés, de toutes les classes sociales, de toutes les origines régionales, comme si les facteurs discriminants de la guerre civile, sans s'effacer, devenaient beaucoup moins pesants. Chacune de

Comme le leader communiste Georges Haoui (1938-2005) dont les analyses laissaient à l'époque certains de ses lecteurs largement sceptiques. Le reproche qui lui était adressé était de faire preuve de trop d'esprit de système pour dénoncer le confessionnalisme politique qu'il analysait structurellement comme moribond à cause des contradictions qu'il portait, alors que certains de ces conflits internes aux communautés et aux milices pouvaient s'expliquer aussi pro-activement par le contexte, la perspective plus ou moins immédiate des négociations se mettant en place, chaque acteur essayant de régner sur sa communauté en vue de renforcer sa position avant les négociations finales qui s'annonçaient.

⁹ Sauf pour la communauté arménienne qui, en réussissant à la passer régulièrement, maintenait un «pont» entre les territoires et autorisait les échanges de marchandises mais aussi les déplacements des personnes.

ces réponses voyait intervenir des discours « experts » qui, au nom de leur externalité et de leur technicité, se voulaient objectifs, proches des réalités et dégagés des idéologies, tout au moins des idéologies de combat. Chacune de ces réponses pouvait donner lieu à des divergences entre acteurs qui s'y inscrivaient, mais elles n'en constituaient pas moins des champs où des échanges nombreux dessinaient des valeurs communes, des idéologies partagées, des images de la ville projetées de façon collective avec une relative stabilité des acteurs qui, s'ils échangeaient d'un champ à l'autre, restaient relativement immobiles dans leurs chapelles d'appartenance.

Cet aspect des réflexions considérant l'agencement de l'espace urbain ne concernait cependant pas l'ensemble de la classe politique qui recherchait, elle, des solutions plus institutionnelles, faisant suite au principe adopté en 1958, celui du «ni vainqueur, ni vaincu». Le processus devait aboutir en 1990-1991 à un rééquilibrage du système électoral octroyant aux musulmans la parité avec les chrétiens pour la répartition des députés 10. Or justement, les anciens députés qui s'étaient auto-prolongés, puisque la guerre n'avait pas permis d'organiser des élections, constituaient l'essentiel de ceux qui participèrent aux discussions avant eu lieu à Taëf en Arabie saoudite. Leur réaffirmation des principes de coexistence et leurs vœux pieux de dépasser le confessionnalisme politique n'apportèrent aucun changement. C'est d'ailleurs une caractéristique de ces débats, ceux qui étaient à Taëf ne pensèrent que le rafistolage du système politique et ne firent preuve d'aucune imagination pour réorganiser la société et, inversement, ceux qui n'étaient pas à Taëf pensèrent la reconstruction sans avoir prise sur l'institutionnel. Le réel dans sa totalisation continuait à échapper aux uns et aux autres.

Les dynamiques ne s'entrecroisaient pas réellement, malgré les va-etvient entre ces deux univers de Rafic Hariri 11 puisqu'il aura vocation à être reconstructeur en chef et Premier ministre. Sa grande capacité à être mobile, géographiquement, institutionnellement, intellectuellement, symbolisée par les allées et venues de son jet privé, contraste avec éclat avec la sédentarité absolue, l'enfermement, la limitation du mouvement que s'étaient imposés les Beyrouthins pendant la guerre et explique, en partie, ses premiers succès et sa capacité à attirer les lumières. Sa neutralité envers les milices, l'impunité qui leur fut confirmée et la volonté collective d'amnésie firent le reste.

Le Caire

Un premier urbaniste en chef fut désigné par Hariri en 1991. Il s'agit de l'architecte libanais Henri Eddé, homme cultivé et policé. Mais il devait frayer avec des requins de la finance à Beyrouth et avec des technocrates froids basés au Caire autour d'une très importante agence ayant écumé le Golfe, Dar Al-Handasah («la maison de l'architecture» ou « de l'ingénierie», selon

Tout ça, la guerre, pour ça: des réformes minimes du système électoral. Mais il fallait bien un prétexte à la paix, comme il y avait eu des prétextes à la guerre.

les traductions). Le projet imaginé est grandiose, il réussit à être haussmannien et américain à la fois, le clou en était un Opéra et une avenue centrale plus large que les Champs-Élysées 12.

Ce n'est pas seulement le caractère un peu brouillon et, il faut l'avouer, un peu plus imagé que charpenté et argumenté, qui va être remis en question par les opposants. C'est plutôt l'instrumentalisation de la présentation d'un projet architectural et urbain qui crée la confusion. Celui-ci apparut comme ayant pour fonction principale de justifier des coefficients de construction élevés, des appropriations d'espaces publics gagnés sur la mer par une société privée, l'expropriation de 128 000 ayants droit, qui brouillent les cartes 13.

Mais cette instrumentalisation porte en creux un autre problème: l'architecture et l'urbanisme sont assujettis au projet politique, le décideur est connu. Quand le conflit avec l'architecte urbaniste en chef éclate, il porte moins sur ce qui est exprimé (un coefficient d'exploitation encore plus élevé réclamé par le décideur) que, plus globalement, sur l'assujettissement du projet architectural et urbain au projet politique. L'architecte est dessaisi, l'Opéra et les super-Champs-Élysées furent abandonnés. N'en pouvant plus d'être critiqué par ses collègues — qui se sentaient exclus par le tête-à-tête entre l'architecte unique et le politique — et par l'opinion publique — qui n'a jamais retrouvé les traces du vieux Beyrouth dans les projets de reconstruction —, l'architecte livrera nombre de détails sur la difficulté des rapports entre lui et le décideur ou, plus largement, entre le projet d'architecture et le projet politique 14.

Il n'empêche qu'un travail considérable fut accompli au Caire, des plans joliment présentés mais assez impersonnels furent produits, des images correctement dessinées furent fournies aux agences de communication. On ne sait pas très bien où (au Caire ou à Beyrouth ou ailleurs) furent traitées les données du cadastre qui établirent les adresses des 128 000 ayants droit. Ce traitement témoignait d'une capacité de numérisation et de traitement des données avancée pour la fin des années 1980. Il est cependant cocasse de pointer que l'argument majeur des reconstructeurs dans les années 1990 pour justifier les expropriations, celui de l'impossibilité qu'avaient les pouvoirs publics à identifier les ayants droit, est justement le tour de force qu'ils réalisèrent eux-mêmes haut la main quelques mois auparavant...

Lyon et le MIT

À la Maison de l'Orient et de la Méditerranée à Lyon se tinrent, en parallèle à ce qui se passait au Caire, des séances de brainstorming qui aboutirent, en 1990¹⁵, à un colloque d'une trentaine de personnalités, ayant en majorité fuit la guerre, allant du directeur de l'Institut du monde arabe à des architectes dynamiques (Jade Tabet) ou des économistes reconnus

Hannes Baumann, «The Ascent of Rafic Haririri and Sunni Philanthrophy», et Victor Gervais, «L'Ascencion politique de Rafic Hariri: ampleur et limite de l'émergence d'un leadership sunnite unifié», in Franck Mermier et Sabrina Mervin (dir.), Leaders et partisans au Liban, Paris/Beyrouth, Khartala/IFPO/IISMM. 2012.

¹² Henri Eddé, Le Liban d'où ie viens, Paris, Buceht/Chastel, 1997

¹³ Angus Gavin et Ramez Maluf, Beirut Reborn. The Restoration and Development of the Central District, Londres, Academy Editions, 1996.

¹⁴ Henri Eddé, op. cit.

Cette série de rencontres accueillies par la Maison de l'Orient à Lyon II put se déployer grâce au soutien du programme «Espaces Publics» initié par Jean Métral et Isaac Joseph, et codirigé par Jean-Claude David.

(Georges Corm)¹⁶, d'un futur secrétaire général de la puissante Association des banques à des représentants du gouvernement alors en place ainsi qu'un éminent général français fin connaisseur des pays d'Orient. Les débats portèrent sur des approches différentes de la reconstruction, plus inscrites dans la recomposition sociale et spatiale de la ville. Les travaux furent publiés en 1991¹⁷.

Parallèlement, entre Harvard et le MIT, deux jeunes architectes, Hashim Sarkis et Oussama Kabbani, fondèrent ce qu'ils appelèrent le *Plan B*, lieu de réflexion et de proposition sur des alternatives architecturales et procédurales aux projets des reconstructeurs. Marqués, sans doute, par les travaux de reconquête du centre-ville de Boston dans les années 1970-1980, ces jeunes citaient la Boston Redevelopment Authority comme référence. À noter cependant que ces architectes brillants eurent ultérieurement des carrières divergentes, l'un devenant *dean* de l'école d'architecture à Harvard, l'autre un haut cadre de la société de reconstruction du centre-ville de Beyrouth. Un livre majeur issu de cette mouvance paraîtra en 1998 ¹⁸.

Ce qui faisait se rejoindre les bouillonnements de Lyon et de Harvard (toutes deux loin du terrain) était peut-être leur relative naïveté qui faisait passer les principes généreux avant les réalités. En particulier, les reconstructeurs, très pragmatiques, s'étaient ménagé des alliances avec les « waqfs » (ou biens de mainmorte 19) des différentes communautés en leur reconnaissant le maintien de leurs titres de propriété et en ne les expropriant pas (les autorités en question possédaient en tout un septième des surfaces du centre-ville). C'était certes coûteux financièrement, mais les waqfs étaient d'un poids politique incommensurable pour soutenir la démarche des reconstructeurs. Or, les porteurs d'alternatives, à Lyon ou à Harvard, à Paris, ou au MIT, ou encore à Londres, restaient muets sur cette question, ne pouvant ni dénoncer ni cautionner ce genre d'accord.

Le paradoxe des reconstructeurs était que la ville devait être modernisée à outrance, même si cette modernité n'était pas sociale et se contentait d'être architecturale, même si elle devait être basée sur la reconnaissance des communautés religieuses comme le plus grand propriétaire foncier du centre-ville, alors même que les individus étaient, eux, expropriés et dépossédés. Entre les communautés et les individus, l'individualisation étant parfois censée mesurer la modernité, le choix était fait. Les intellectuels dissidents qui auraient souhaité plus de modernité sociale et s'inquiétaient moins de la modernité architecturale n'y pouvaient rien.

Débats antérieurs à Beyrouth

Plus curieux est le débat qui s'était passé au milieu des années 1980 à Beyrouth. L'État fit appel à l'expertise de l'IAURIF²⁰, qui fut chargé en 1983, donc bien avant 1989, de formuler un grand plan d'aménagement pour le Grand-Beyrouth. On parla de Région métropolitaine de Beyrouth, ou de Grand-Beyrouth de part et d'autre de la ligne de démarcation, en s'interrogeant sur les limites sans qu'un accord ne fût clairement établi par les experts. Ce flottement donna place à l'accusation de céder aux rapports des forces politiques. L'un des éléments principaux était la construction envisagée de deux remblais²¹ gagnant des terrains constructibles sur la mer et satisfaisant ainsi la demande d'acteurs politiques et économiques alors dominants. Le plus frappant dans le plan en question était une planche présentant la recomposition des centralités. Quatre centres secondaires étaient représentés dans les banlieues, en équilibre, deux à l'Est et deux à l'Ouest²².

La commande du schéma directeur avait été passée par la présidence de la République, occupée alors par un chef de parti militant engagé dans les combats, et contre-signée par différents ministres « techniciens 23 ». Selon les critiques de l'époque, on pouvait remettre en question le projet en se demandant si une sorte de troc n'avait pas lieu entre, d'un côté, l'abandon de la réflexion sur le centre-ville pour le laisser relever d'une boîte noire à définir, et, de l'autre, le fait même de remettre en question les milices²⁴ gérant les territoires où s'inscrivaient les centres secondaires. Ce ne furent certainement pas les milices qui donnèrent leurs instructions aux experts, elles en avaient trop peu l'ampleur de la pensée et l'intelligence de la projection, et nous n'avons aucune trace de rencontres qui auraient pu avoir lieu. Ce ne sont même pas ces experts qui pensèrent à la place des milices leurs intérêts, ils n'en ont ni l'habitude ni la capacité. Mais il s'agit d'identifier une zone grise des comportements où se décident des orientations et où se dessinent les contraintes et les limites du discours projectuel acceptable, sans que les causes politiques soient explicitées. Peut-on émettre l'hypothèse que la fonction du discours expert du projet urbain et architectural était in fine non pas de tendre à la réalisation future. mais d'obtenir, sinon l'accord, tout au moins la non-opposition des forces politiques dominantes dans l'instant?

Si on en revient à 1989, on ne peut éviter de prendre en considération la constitution progressive d'une zone de consensus politique, où les intérêts des acteurs dominants devaient se rejoindre et se compléter. En ce sens, les experts élaborant le projet urbain se révélaient être de véritables orfèvres en traduction des rapports de force politiques alors dominants bien que jamais énoncés. C'est donc ce statut du projet urbain qui

Georges Corm, «La reconstruction du centre de Beyrouth: Un exemple de fièvre immobilière au Moyen-Orient», Revue d'économie financière, hors-série n° 3 La Crise financière de l'immobilier: Réflexions sur un phénomène mondial, 1993, p.323-335.

¹⁷ Nabil Beyhum (dir.), *Reconstruire Beyrouth, les paris sur le possible*, Lyon, Maison de l'Orient et de la Méditerranée, Études sur le monde arabe, n° 5, 1991.

Peter G. Rowe et Hashim Sarkis (éd.), Projecting Beirut: Episodes in the Construction and Reconstruction of a Modern City, Munich/Londres/New York, Prestel, 1998.

¹⁹ Les biens waqfs sont des biens communautaires, indifféremment chrétiens ou musulmans, permettant aux communautés de financer leurs activités. Les familles de notables en font généralement don, du moins des droits d'usage, interrompant ainsi partiellement les processus d'héritage classique.

²⁰ Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France, actuellement IAU-IDF.

²¹ À l'époque, le préfet (mohafez) de Beyrouth, Mitri Nammar, se trouvait en position de solliciter et de favoriser la construction de ces remblais.

²² Conseil du développement et de la reconstruction, Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France, Mission franco-libanaise d'étude et d'aménagement de la Région métropolitaine de Beyrouth, Jacques Piétri (dir.), Schéma directeur de la Région métropolitaine de Beyrouth, Paris, IAURIF.

À travers le rôle décisif que joua le CDR (Conseil du développement et de la reconstruction).

Sur la question des frontières mouvantes et des porosités entre leaders des milices et leaders plus institutionnels, voir Franck Mermier et Sabrina Mervin (dir.), op. cit.

est affirmé, il n'a pas nécessairement vocation à se réaliser ²⁵, mais à rendre compte — dans un langage lissé de non-affrontement, de pacification — d'un contexte politique que l'on espérait alors moins destructeur. Pour de nombreux acteurs, ce fut là le sens que portaient les projets sur la reconstruction. On a même ainsi pu parler de «réconciliation par la reconstruction²⁶».

N'aurait-il pas fallu parler de la reconstruction comme projet ne pouvant pas alors mener à la réconciliation, mais seulement comme aide à une pacification momentanée? Ne fallait-il pas plutôt articuler l'un à l'autre, en identifiant des étapes politiques comme la déconfessionnalisation, plutôt que les identifier et les fusionner²⁷? À l'époque, l'arrêt des combats, par la conciliation avec les acteurs du terrain, n'allait-il pas se révéler cependant un obstacle principal à la pacification et à la réconciliation de la société libanaise, le prétexte à son immobilisation sur des postures archaïques, à l'avenir? Ce qui semblait impératif pour les aménageurs à un moment n'a-t-il pas été trente ans plus tard un piège se refermant sur toute possibilité d'évolution ultérieure de la société libanaise?

Les experts ont-ils été piégés par le fait que les véritables problèmes sont cachés sous le tapis par les acteurs politiques dominants ou parfois même institutionnels? Or, ceux-ci peuvent ne pas rester en place ou ne pas rester dominants, et le temps finit par remettre en question les discours experts, quelles que soient leur valeur et leur légitimité d'antan, ou du moment précis où ils furent élaborés. Ont-ils été piégés par l'image de spéculation foncière et de de distribution de richesses projetée par la société de reconstruction? Beaucoup de fonds circulaient à l'époque et le moindre des paradoxes est que le consensus politique qu'illustrait le discours sur la reconstruction était doublé par des circuits de distribution de fonds aux milices pour diminuer le niveau général d'agressivité. La principale source de cette distribution était aussi celle qui initiait et irriguait les projets de reconstruction. Un accord politique se mettait en place, dont l'une des expressions était le projet urbain servant, en premier lieu, à attirer les investisseurs, mais les mêmes financements serviront à amadouer les acteurs de terrain et à produire les discours experts.

Dans la visée des acteurs politiques, celui-ci n'avait vocation à être réalisé que par les bribes qui les intéressaient, le projet n'était perçu qu'à travers une fragmentation du temps et un émiettement des objectifs. Dans celle des planificateurs, le paradoxe était qu'il fallait effacer de leur discours tout ce qui pouvait renvoyer aux relations politiques, le projet devait se contenter d'apparaître dans ses dimensions techniques, sans que soient évoquées les questions géopolitiques qui présidaient alors à sa commande.

On peut donc raisonnablement se demander si tel ou tel schéma directeur était seulement un projet tenant compte des attendus techniques de l'expertise en cours ou, en fait, une reconnaissance d'une recomposition de la ville tenant compte des effets de la guerre? Les deux termes de la réponse ne s'excluant pas, on peut aussi affirmer qu'à chaque fois.

le discours fut énoncé selon des normes «techniquement» rigoureuses, mises en œuvre par les experts, il portait (à son insu?) d'autres sens, politique: tenir compte de la réalité perçue du terrain à la condition de ne jamais l'évoquer clairement, et économique (favoriser une spéculation immobilière source de capitaux à investir). Cette extrême polysémie du projet urbain est, en fait, le point aveugle des expertises qui se voulaient au-dessus de la mêlée.

En 1977, l'APUR 28 avait eu une démarche différente, ses experts avaient produit un plan de reconstruction se restreignant au centre-ville, limité les transformations aux zones détruites ou insalubres. Ce plan semblait plus culturaliste et soucieux de conserver les marques du Bevrouth d'ayant la guerre civile et ne souleva pas d'opposition notable. Mais en 1989. quatorze ans de guerre avaient passé. Ouelques auteurs, dont Fouad Awada et Jade Tabet, ont produit à cet égard, chacun de leur côté, des textes qui approfondissent cette réflexion et ces débats et leur fournissent leurs référents théoriques²⁹ en posant la question de la guête de la perfection inhérente à tout projet urbain ainsi que des incertitudes dues à des compromis très imparfaits qu'il faut, à chaque fois, réaliser avec le réel, Au prix, parfois, de n'y avoir aucune prise? Éviter d'élaborer des bribes de discours avant perdu toute relation avec les réalités sociales, aussi dures qu'elles puissent être, et avec les besoins et les intérêts de la société à long terme, aboutit à ne tenir compte que d'intérêts à court terme d'acteurs politiques ou économiques dominants. Inversement, ne peut-on dire que pour que le discours techniciste des experts puisse exister, il doit nécessairement éviter d'occulter certains aspects, voire la plupart, de la réalité politique qu'il décrit et des projets économiques qui le sous-tendent? L'alternative entre idéalisme et pragmatisme, temps long et temps court. prise en compte des intérêts changeants des populations et des décideurs, n'est pas un équilibre facile à atteindre.

Ouelles évolutions?

Dans les années 1990, le projet de reconstruction du centre-ville se redéploya de façon assez cohérente. L'avènement de Rafic Hariri comme Premier ministre, au nom de sa capacité à reconstruire le centre, représentait des phénomènes de fond: le transfert des richesses locales vers des réseaux et des personnes qui avaient émigré dans le Golfe avant et pendant la guerre, le remplacement des élites citadines, en particulier les notables et les hommes politiques, par une autre classe politique « montée » à Beyrouth, la primauté des financements pétroliers sur les réseaux commerciaux locaux ou triangulaires vers l'hinterland moyen-oriental. Il ne représentait pas seulement les capitaux mondiaux ou la globalisation des villes, mais l'actualisation de ceux-ci dans un lieu particulier, le centre-ville de Beyrouth.

²⁵ Sur cette notion centrale de projets urbains qui ne se réalisent pas ou sont destinés à ne pas se réaliser, voir l'étude de Marlène Ghorayeb sur la première moitié du xxº siècle: Beyrouth sous mandat français, construction d'une ville moderne, Paris, Karthala, 2014.

Éric Huybrechts, «La réconciliation par la reconstruction», in Liban, retour sur expérience, Les Cahiers de l'IAURIF, n° 144, mars 2006, p. 41-47.

²⁷ On n'ose ici évoquer la pensée magique traitée par Lévi-Strauss

²⁸ Atelier parisien d'urbanisme.

Fouad Áwada qui pose des questions allant au fond des philosophies d'aménagement: Incertitudes, rigueur et arbitraire dans la planification spatiale des grandes régions urbaines. Deux études de cas: la reconstruction du Grand Beyrouth et l'aménagement de la région Île-de-France, Paris, ENPC, 1991; Jade Tabet, «La ville imparfaite», in Nabil Beyhum (éd.), Reconstruire Beyrouth, les paris sur le possible, Lyon, Maison de l'Orient et de la Méditerranée, 1991, p.85-120, qui, dès le début des années 1990, perçoit de façon lucide les limites de l'intervention sur l'urbain et l'architecture, voire les limites de la ville en tant que principe. D'autres auteurs se sont imposés plus tard dans les suites de ces débats passionnés et passionnants: Verdeil, Saliba, Kassir, Davie, Clerc-Huybrechts, Harb El-Kak: j'en reste ici à ceux présents activement vers 1989.

Le cosmopolitisme qu'il portait devait remplacer celui que la ville avait connu jusque-là; le centre-ville était le lieu où s'écrivait une autre identité, un autre cosmopolitisme, cette fois marqué par l'extrême richesse et les capitaux du Golfe, alors que devait disparaître l'ancien cosmopolitisme du centre-ville, besogneux, fractionné, fait de petits commerces et issu du « proche » Proche-Orient.

Cette époque post-guerre est cependant loin de n'avoir été perçue que comme un échec par les Beyrouthins. Elle fait aussi référence à la mise en place d'un réseau de financement de bourses étudiantes — elles se comptèrent par milliers — pour créer une nouvelle classe d'intellectuels. la stabilisation de la valeur de la monnaie, un minimum de sécurité dans les rues et son pendant, la reprise de la vie nocturne de « Bayrout fillaïl 30 », mais aussi par l'apparition d'une classe de «nouveaux riches» issus des différentes émigrations libanaises vers le Golfe ou l'Afrique tout autant que de l'émergence de nouveaux groupes de jeunes artistes et intellectuels. La victoire du projet du Premier ministre-reconstructeur aurait pu être totale, s'il ne s'inscrivait pas dans un pari sur une pacification du Moven-Orient, Or, cette pacification qu'il devait subvertir tout en la prolongeant, la pacification du Liban, bien réelle mais momentanée et en surface, se transforma assez vite en échec qui vit plutôt la «libanisation» du Moyen-Orient. C'est dans son inscription à l'échelle plus large que la ville que le projet fut remis en question.

Ce n'est pas l'opposition intérieure qui aurait pu inquiéter le pouvoir issu du discours sur la reconstruction. Elle rassemblait des ayants droit épuisés et exsangues au sein d'une association certes très active, mais ne disposant plus de relais politiques. L'opposition intellectuelle, issue en partie seulement des mouvances et des résistances de notables et d'intellectuels locaux, s'était réunie à partir de 1990 dans l'Urban Research Institute³¹ pour produire un contre-discours expert. En faisaient partie cinq architectes (dont plusieurs avaient été ou furent doyens de l'Ordre des architectes) et quatre économistes, parmi lesquels Georges Corm³² qui devint ultérieurement ministre des Finances, alors que d'autres participants venaient de la Banque centrale³³, plus un sociologue. Cette dynamique était inédite à Beyrouth. Elle faisait de la défense des populations citadines, de la mixité sociale et religieuse, de la préservation du tissu vernaculaire et du patrimoine des enjeux publics.

Assem Salam se signala par l'animation et la passion qu'il insuffla et par le fait d'avoir fait de sa maison un centre de ralliement bouillonnant intellectuellement. Président de l'URI, il fut la cheville ouvrière qui posa les termes du premier débat sociétal et politique de l'après-guerre. Mais malgré tous les colloques, articles, livres publiés, le train de la reconstruction

passait, il prenait pour nom, ironiquement, Solidere³⁴ et continuait sur une lancée désormais autonome. Le Premier ministre Hariri, cela vaut la peine d'être noté, respecta son opposition, personne ne fut inquiété, ou harcelé, ou amené à se taire. Il recruta même certains de ses opposants, pour des temps assez courts, il faut le reconnaître, reprenant certaines de leurs idées, renouant avec un mécanisme politique de récupération des antagonismes qui lui avait si bien réussi. Cette opposition-là a-t-elle eu le tort de se focaliser sur le centre-ville alors que d'autres échelles auraient pu être prises en considération dans ses analyses?

Le plus important était ailleurs. Le grand dessein du projet politique s'écroula non pas par l'échec du projet urbain, mais par un aspect inédit du projet politique dont il a été peu question dans les littératures officielles. Pour faire la paix, il avait fallu acheter l'adhésion des milices qui reprenaient de la force chaque fois que le projet de pacification du Moyen-Orient semblait s'éloigner. Là où il avait cru gagner, dans le grand projet politique qu'il avait élaboré, le pouvoir s'est écroulé. Le projet urbain n'était pas son seul atout, un autre aspect souterrain de la modernisation forcée refaisait surface. Le pouvoir, pour se constituer, avait largement pratiqué une large distribution de subsides. On ne faisait alors que ce que l'on a toujours fait historiquement pour mettre fin aux guerres civiles: payer les belligérants, ici les milices, pour acheter la paix³⁵. Or, ces paiements ne sont un secret pour personne, en monnaie sonnante et trébuchante, tous nos interlocuteurs interviewés en font état vers la fin des années de guerre et la « générosité » de la promesse de reconstruction ne faisait défaut à aucune milice.

L'achat de l'acceptation des milices, le fait de ménager les wagfs, les compromis avec les forces politiques et militaires dominantes, cela ne suffisait plus. Les forces qui tenaient le terrain, internes et externes, n'avaient suivi le projet de reconstruction que tant qu'il ne créerait pas un pouvoir et une assise populaire trop large pour les mettre en danger eux-mêmes. Les milices revinrent le hanter dans le lieu même où se nouaient tous les projets politiques et urbains, le centre-ville en reconstruction. Deux des plus grands partis politiques du pays envahirent le centre-ville, y plantèrent des tentes, immobilisèrent la reconstruction. On eut pu dire, de façon certes un peu excessive, que les Bédouins avaient pris la ville, comme dans les cycles d'Ibn Khaldoun³⁶. L'assassinat du Premier ministre Hariri en 2005 ne doit-il se comprendre comme un prolongement de l'échec du projet politique? Certes, mais en partie aussi comme l'échec du projet urbain en tant que forme majeure de l'expression de ce projet politique d'une reconstruction qui est alors décriée pour sa limitation au centre-ville et qui ratait son inscription dans la transformation de l'espace national et moyen-oriental?

^{30 «}Beyrouth, la nuit», paroles d'une chanson très répandue dans les années 1970.

³¹ Il faut ici rendre hommage à Salim Nasr qui, grâce à son poste à la Ford Foundation au Caire, permit le financement de cet institut (URI). Le bilan s'établit, de 1990 à 1992, à 6 livres publiés, dont un trilingue, plusieurs colloques organisés, des campagnes de presse. Rappelons le livre fondateur de Salim Nasr et Claude Dubar, Les Classes sociales au Liban, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques. 1976.

³² Georges Corm inspira avec Jade Tabet l'essentiel des développements intellectuels que produisit

³³ Sans oublier des soutiens plus discrets à la puissante Association des banques, dont son secrétaire général.

³⁴ Société libanaise pour le développement et la reconstruction du centre-ville de Beyrouth. Cette société, dans laquelle Rafic Hariri avait un poids décisif, continue à gérer le centre-ville trente ans après.

³⁵ Nicolas Offenstadt, Faire la paix au Moyen Âge, Paris, Odile Jacob, Histoire, 2007.

³⁶ Ibn Khaldoun voyait le pouvoir dans les villes comme un cycle où des groupes externes à celles-ci, mais animés par la 'asabyya, une forme de solidarité organique, finissaient par prendre la ville et la dominer, pour finir par s'affaiblir et décliner en perdant les caractéristiques même qui faisaient leurs forces en se «citadinisant». C'était alors la voie ouverte à une nouvelle tribu jouissant de la force de la 'asabyya de prendre la ville.

Gagnants et perdants?

Trente ans après 1989, il est peut-être temps de s'interroger sur l'issue de ces débats dont on ne pouvait soupçonner tous les prolongements, toutes les strates, tous les recoupements ou articulations. Il ne s'agit pas ici d'accabler les reconstructeurs, mais de se demander; un discours un peu plus critique n'aurait-il pas permis de mieux traiter les espaces en tenant compte du temps qui passerait? N'avions-nous pas besoin d'autres concepts économiques pour suivre les concentrations de capitaux, leurs circulations, leurs concurrences dans l'espace urbain? Nous ne pouvons faire ici état des nombreux débats qui eurent lieu autour de l'Ordre des architectes et des ingénieurs et qui virent celui-ci passer de main en main³⁷, ni de l'apparition de nombreux mouvements de contestation défendant le patrimoine, l'amélioration des services urbains, voire tentant avec «Beyrouth Madinati³⁸», l'aventure des élections à la municipalité de Beyrouth en 2016. Le dynamisme des sociétés beyrouthine et libanaise est loin d'être épuisé et il aurait été peut-être bénéfique que trois décennies d'expertise en fassent état, directement ou indirectement, hier ou aujourd'hui.

Mais si on ne peut affirmer que seule la reconstruction est l'édification de la paix par d'autres moyens, on ne peut non plus dire qu'elle est seulement le prolongement de la guerre. Et pourtant, le projet urbain (y compris la question de la modernité architecturale et sociale) est présent à chaque moment de la mise en œuvre des projets politiques de guerre et de paix. Peut-on en conclure que la guerre des classes, celle des confessions religieuses, celle des acteurs politiques externes, étaient aussi des guerres pour l'espace urbain? Non seulement guerres dans l'espace urbain, mais projets antagonistes de recomposition des espaces qui, à un moment, ont eu recours à l'architecture et à l'aménagement urbain comme instruments, expressions, ou champs d'établissement et de destruction hypothétique de pouvoirs³⁹.

Le temps cependant est un révélateur puissant. En se posant la question de savoir si les projets urbains élaborés à Beyrouth sont arrivés à changer les choses ou s'ils sont restés des discours parapolitiques, un auteur « expert » comme Bernard Cauchetier fait des constats rares dans la littérature sur les projets urbains produits par la reconstruction:

- « On constate plusieurs formes de privatisation de parties de l'espace public au bénéfice d'un individu ou d'un groupe:
- «stationnements réservés» le long de la chaussée;
- appropriation sauvage par des particuliers influents, de terrains des communs dans les villages;
- quartiers informels qui se développent en priorité sur les propriétés publiques;
- privatisation parfois légale, parfois illégale, du domaine public maritime:
- 37 Assem Salam et Jade Tabet en furent élus présidents respectivement en 1995 et 2017.
- 38 «Beyrouth ma ville», Rassemblement de jeunes militants et de quelques intellectuels plus âgés se mobilisant pour un cadre de vie meilleur, plus durable, et des relations sociales tournées vers la construction d'une ville plus harmonieuse.
- Pour un point de vue moins pessimiste, voir l'ouvrage à quatre mains: Marlène Ghorayeb, Éric Huybrechts, Jade Tabet, Éric Verdeil, Beyrouth, coll. «Portrait de ville », Paris, Institut français d'architecture, 2001.

- privatisation sauvage des trottoirs par les commercants...;
- contrôle social exercé par la population d'un quartier sur les allées et venues dans l'espace public;
- contrôle politique de vastes territoires par des communautés dominantes...⁴⁰»

Toutes choses rarement évoquées, surtout les deux derniers points, dans les projets d'aménagement ou de reconstruction. Comme si l'aménagement n'était pas concerné, comme si elles ne relevaient pas de ses centres d'intérêt. On pourrait ajouter à ce constat la pollution de l'atmosphère favorisée par le non-contrôle des rejets des usines, celui de la côte par les 53 lieux de déversement d'égouts sur 250 km, la distribution d'électricité qui reste — trente ans après l'arrêt officiel des combats — défaillante mais à un niveau convenablement suffisant pour justifier l'existence d'un syndicat des distributeurs d'appoint, la qualité de l'eau dans l'espace urbain qui fait du Liban le plus grand consommateur d'eau embouteillée par habitant au monde, un système de traitement des ordures qui fait scandale et qui a provoqué plusieurs mouvements sociaux, un indice de corruption à nul autre pareil, une dette publique abyssale. Que dire du traitement réservé à la main-d'œuvre issue de l'émigration asiatique, africaine ou syrienne? De celui très dur réservé aux pratiques sexuelles jugées déviantes? Comment accepter que le taux d'analphabétisme soit le même trente ans après et que celui des filles soit toujours le double de celui des garçons? Ouid de la recherche des déchets toxiques enfouis ou de la tentative d'établir s'ils ont été réellement enfouis? Ne peut-on se demander avec le poète si c'est ainsi que les hommes doivent vivre⁴¹?

Expulser le social, le culturel, l'identitaire, la dissidence du champ du projet urbain est certes un choix méthodologique assez commun. Il fait pendant à l'exclusion de la propension au rêve et à l'utopie dont sont accusés en général les contestataires. Mais n'y a-t-il pas matière à remettre en question de telles méthodologies, de tels champs épistémologiques, ou plus simplement de telles façons de penser la ville?

Le bilan à 30 ans des projets de reconstruction du centre-ville, et plus généralement celui de l'aménagement du « Grand-Beyrouth », semble tellement dérisoire au vu des problèmes qui continuent d'affecter la ville et ses environs que l'on ne peut que souhaiter que leurs auteurs se réinterrogent, le plus sereinement possible, sur leurs pratiques et discours passés. Peut-on être « clean » parce qu'on pense la ville de façon désincarnée dans une technicité qui est impotente à saisir le social et le culturel? L'heure du bilan arrivant, les porteurs des projets de reconstruction pourront se blâmer pour sauver le court terme de ne pas avoir dit ce qui, sur le moment, pouvait empêcher la paix civile à long terme. Que leur rôle n'était pas celui de dénonciateurs ou d'imprécateurs, ce en quoi ils n'auraient pas tout à fait tort. Ce qui, en revanche, peut étonner, c'est que trente ans après aucun bilan critique ne soit fait, ni par les ex-experts ni par les chercheurs.

⁴⁰ C'est nous qui soulignons, nous avons légèrement modifié et comprimé le texte, in Liban, Retour sur expérience, op. cit.

⁴¹ Léo Ferré: «Est-ce ainsi que les hommes vivent/Et leurs baisers au loin les suivent/Comme des soleils révolus.»

S'il y a des perdants, à part la population de façon générique et transcommunautaire, c'est bien les rêveurs qui avaient pensé la ville idéale ou juste 42, ou peut-être qui avaient pensé la ville idéalement — opposants ou planificateurs experts, porteurs de projets de reconstruction ou mouvements sociaux ponctuels, idéologues ou experts —, car la tâche de reconstruire la société semble loin d'être atteinte. Malgré l'échec, les porteurs de ces débats de tous côtés étaient pour la plupart en faveur de la paix civile, et ceci n'est pas une mince affaire.

Car si, rétrospectivement, il y a des gagnants, c'est bien ceux qui continuent à prôner une idéologie de séparation anti-urbaine et anti-citadine. Aujourd'hui, dans les institutions politiques, dans les rues, derrière un État-paravent, c'est cette idéologie qui domine, stratifie, sépare, exclut. Oue les experts et les chercheurs ne trouvent pas de place dans leurs discours, ne fût-ce que pour des évocations, au nom de la prise en compte de la « big picture », informe cependant non seulement sur l'incapacité d'un certain discours expert de tenir compte de la vie réelle, mais aussi sur le statut de la ville de Bevrouth depuis 1975, trop souvent défaite. Certes. certains reconstructeurs avaient réduit le mélange des identités aux mélanges de capitaux, laissant la population hors-jeu, comme si elle était dangereuse pour elle-même et pour les autres, recluse dans des quartiers communautaires ou limitant les espaces de mixité en dehors du centreville lui-même, perçu comme approprié par une société privée. Construire des bâtiments rutilants, étaler des richesses dans les marinas, ne pas partager l'espace public, ne fait pas nécessairement ville. Il laisse les milices. dont il fait l'affaire, visibles ou invisibles, continuer à dominer la ville. Mais surtout il laisse l'esprit de celles-ci, esprit de séparation et de discrimination, dominer la plupart des espaces urbains centraux⁴³ et périphériques.

Depuis 1989, l'architecture à Beyrouth n'était pas innocente de la défaite de la ville. Le projet urbain non plus. Peut-être est-ce parce que la réconciliation par la reconstruction n'a pas eu lieu ou ne pouvait avoir lieu⁴⁴?

De l'innocence de l'architecture à l'innocence de la recherche

Dans son article « Recherche et expertise: regards croisés ⁴⁵ », Éric Huybrechts nous interpelle en introduisant un regard rétrospectif posant la question sous-jacente à notre article, le rapport entre discours « experts » architectes et urbanistes d'un côté, discours des chercheurs de l'autre ⁴⁶. Cet article est surprenant par le fait qu'il ne nomme jamais les projets politiques, comme si se dessinait un monde idéal où la circularité d'une parole ne devait jamais donner prise ni à l'espace ni au temps. La phraséologie de l'expertise est « parfaite », mais est-elle en adéquation avec le terrain et n'a-t-on pas affaire ici à un discours qui ne voit pas, ne veut pas voir, ne peut pas voir, la dégradation des conditions de vie urbaine pendant

les trente années d'élaboration de projets urbains par les experts? Mais là où se posent le plus de questions, c'est quand il réduit la recherche à l'expertise (vidant la première de son contenu critique et ne définissant pas la finalité de la deuxième): «La recherche, à travers son filtre, apparaît ainsi comme un prolongement de l'expertise. » L'expertise est ainsi condamnée à se réduire à la recherche pour excuser par l'académisme son incapacité à voir, dire, le terrain. À moins que cela ne soit pour passer sous silence l'impératif existentiel qui la fait dépendre, prolonger, s'assujettir au projet politique. On pourrait s'interroger sur la grande capacité de l'expertise à travestir le réel et à s'assujettir la recherche en l'annexant.

Cependant, l'affirmation du prolongement de l'expertise par la recherche a le mérite de poser la question de la recherche elle-même. De quoi la recherche sur l'urbanisme et l'architecture de Beyrouth, mais aussi sur la société beyrouthine et libanaise plus globalement, a-t-elle été le nom? L'exemple de l'expertise nous permettrait-il, non pas d'épuiser la question, mais de l'effleurer et de commencer à la traiter?

L'exploration de ces trente années nous indique des métamorphoses importantes dans la constitution des champs épistémologiques, des postures idéologiques et même des terrains de prédilection de la recherche. Peut-on ainsi dire que la recherche française et franço-libanaise sur le Liban est passée par plusieurs phases plus ou moins en correspondance avec les changements de contexte au sens large? Dans les années 1960 et 1970, l'univers des chercheurs tournait autour du Liban comme Étatnation, sa naissance, son développement⁴⁷. Les années 1970 virent la constitution du CERMOC⁴⁸ qui était animé par de jeunes chercheurs⁴⁹ un peu plus concernés par l'émergence de la dynamique palestinienne et accessoirement par la question urbaine et les questions de violence. Après 1984, l'intérêt sembla se diriger vers l'émergence de nouveaux pouvoirs communautaires qui prirent le contrôle des terrains urbains et politiques, ce qui se manifesta par un recentrage momentané des discours sur les banlieues⁵⁰. Plus récemment, l'intérêt semble bifurquer vers les effets du conflit syrien sur le Liban, l'étude des mouvements islamistes et l'intégration des réfugiés. Or, dans ces réorientations successives, nombreux ont été les questions esquivées, les terrains inexploités, les aveuglements assumés, les convenances conservées⁵¹.

Ceci ne souligne-t-il pas la difficulté, même chez les chercheurs, à se déprendre du contexte géopolitique du moment? En comparaison, que dire alors de la production experte des projets urbains? Même si la fonction première des chercheurs est d'être capables de porter une forte distanciation, voire une dimension critique dans leurs discours, il nous faut peut-être nous affirmer plus modestes en rappelant que les chercheurs, eux non plus, ne sont pas certains de s'abstraire des contextes politiques, autant

⁴² Sur le concept de ville juste, résiliente et inclusive, voir Susan S. Fainstein, The Just City, Ithaca, Cornell UP, 2010.

⁴³ Quelques exceptions à ce constat dans la ville-municipe, la rue Hamra et l'entourage de l'AUB, quelques îlots à Achrafieh.

⁴⁴ Éric Huybrechts, «La réconciliation par la reconstruction», op. cit.

⁴⁵ In Liban, Retour sur expérience, op. cit., p. 156-159.

⁴⁶ Il nous permet peut-être de poser la question de savoir d'où nous parlons, de quel lieu, dans ce texte.

⁴⁷ Principalement autour de Dominique Chevallier qui trusta à Paris les thèses de dizaines de jeunes Libanais. La visite à la rue du Louvre faisait partie dans les années 1970-1980 des étapes cruciales du pèlerinage de la plupart des étudiants libanais.

⁴⁸ Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain.

Nous pensons ici aux excellents et regrettés Michel Seurat et Samir Kassir.

Voir en particulier les travaux de Mona Harb El-Kak et de Valérie Clerc-Huybrechts.

Certes, les tragédies de Michel Seurat et Samir Kassir ont pesé de leur poids, consciemment ou inconsciemment, sur la pensée et l'expression de nombre de chercheurs par des contraintes qui sont loin de ressembler à celles qui ont pesée sur les experts.

De l'impardonnable, de la résilience et de l'impossible deuil

des contextes violents que de ceux qui orientent des carrières. Un autre article ne devrait-il pas voir le jour en prolongeant la critique des experts par celle des chercheurs?

Addendum

Les manifestations du 17 octobre 2019 ont montré que l'alliance entre reconstructeurs et milices poussait le pays vers l'impasse. La corruption endémique, l'endettement incontrôlé, le cynisme des petits possesseurs de parcelles de puissance, le comportement du système bancaire, ont mis la population dans la rue et faisaient ressortir de façon décuplée les quelques critiques que l'on a pu lire plus haut dans cet article. Reste que l'existence même de milices armées pouvant semer la terreur ou provoquer de nouvelles destructions montrait le blocage de tout projet de reconstruire la société et les espaces. Aux projets des manifestants de se réapproprier «leur» rue, de recontrôler leurs économies bloquées dans les banques, de dénoncer les profiteurs et de réconcilier les communautés, se sont opposés plusieurs proiets jouant sur l'épuisement du mouvement social, s'affirmant autoritaristes voire partitionnistes pour les uns, annexionnistes pour les autres (rattachant de fait la ville à la Syrie ou à l'Iran). Les dynamiques de la conquête des centralités et des espaces publics par les milices spatialement périphériques et politiquement centrales s'opposent de façon de plus en plus dure aux projets de reconquête de la centralité et de l'espace public par des populations désarmées mais qui puisent leur force (et leur faiblesse) dans la diversité de leurs origines: jeunes des universités, bourgeoisie bien-pensante de Verdun et d'Achrafieh, miséreux et chômeurs précipités dans le dénuement par la crise, parfois venus d'autres villes, rôle croissant et extrêmement fort des femmes, communautés et classes sociales traversant tous les spectres de la société. Chaque manifestation montre cependant que tout n'est pas perdu, bien au contraire. L'occupation de l'espace urbain et les solidarités transversales témoignent d'une résilience profonde et d'une maturité sociale étonnante, surtout chez les plus jeunes générations; elle montre a fortiori bien qu'une autre politique à l'échelle de l'urbain et du territoire était possible.

Tout, cependant, ne s'est pas joué et ne se jouera pas en interne, les crises de l'Irak, de la Syrie et de l'Iran sont peut-être la clé pour comprendre ce qui peut se passer à, dans et pour Beyrouth, la ville théâtre, enjeu et objectif des luttes et des contradictions, la ville où les sens s'additionnent et se télescopent: urbain, territorial, moyen-oriental, global.

« Quand nous nous déplaçons aujourd'hui dans les grandes villes, savonsnous encore ce qui se trouve sous nos pieds ou ce que cachent les façades?¹», s'interrogeait J. D. Urbain dans *L'Archipel des morts*.

C'est un fait incontestable: une recrudescence de la notion de la mémoire à Beyrouth est à l'œuvre aujourd'hui. Force est toutefois de constater qu'en effet, aucune entente n'a pu être trouvée pour s'accorder sur ce qu'on appelle une conscience ou une mémoire collective d'un peuple qui vit un «n'est plus là » omniprésent, par delà les cultures, les religions et les disciplines. Le débat sur la conservation du patrimoine s'est intensifié dans le Beyrouth d'après-guerre; pourtant, il s'agissait non de l'immémorial mais de ce qui est là sans être disponible. L'absence de trace demeure la trace restante où la disparition de nos lieux de mémoire révèle une forme d'apparition et où la représentation du manque donne au souvenir de désir son essor («se souvenir» dans et en l'oubli). La reconstruction de la ville a fait «disparaître la disparition». Il existe, en effet, le manque de l'autre, de la reconnaissance, de l'affection, du psychique, de soi.

Quel sens pourrait-il y avoir à parler d'une mémoire collective et d'une réconciliation, et en quoi le deuil pourrait-il aider à envisager un vivre-ensemble comme pensée, pratique et discipline dans une identité collective, certes encore fragile, à Beyrouth? Est-il question là d'oubli, d'histoire, d'esthétique, d'atmosphère? Inquiétée par un phénomène d'hétéromorphose², à l'échelle du territoire et du paysage architectural, Beyrouth capitale de l'après-guerre, représentant un danger de l'effacement, est-elle devenue une sorte de réminiscence d'un fragment de temporalité et d'existence d'autrefois? Où situer les limites de cette mise en dichotomie entre des disparitions irréversibles dans une réalité douloureuse et une volonté humaine d'un «toujours à construire»?

Au Liban, l'année 1989 est décisive. La Ligue des États arabes amorce une tentative pour restaurer la paix: l'accord d'entente nationale de Taëf s'impose à la fin de l'année 1989; il marque le terme d'une guerre civile longue de quinze ans qui a dévasté le Liban et a marqué la naissance de la Deuxième République. Durant cette période. l'infrastructure du pays était en mauvaise condition ainsi que la situation financière, d'où la nécessité d'avoir recours à une forme néolibérale intensifiée qui va instrumentaliser le paysage d'un Beyrouth meurtri par la guerre. Une nouvelle vision a été donc mise en œuvre pour la reconstruction de Bevrouth par la création de Solidere³ qui a cherché à effacer les traces matérielles de la guerre. La guerre et la société Solidere ont contribué à faire disparaître le vieux Beyrouth. Quand la guerre a réussi à détruire l'architecture, Solidere a envisagé de démolir et de détruire cette destruction, détruire la mémoire des homm et tous leurs «restes». Cette absence de traces crée un oubli passif qui transforme la destruction non seulement en destruction d'être. mais aussi en un être de la destruction: détruire la destruction, disparaître

la disparition, ceci est la catastrophe de la catastrophe. La destruction du centre-ville visait à s'approprier sa prospérité financière, mais également à travailler à détruire le lieu de ses diversités sociales et religieuses.

La Ligne verte^{4 → fig.a et b, p.78 et 79} ou la «ligne de démarcation» entre les deux secteurs de lutte de la ville «Est chrétien» et «Ouest musulman» n'a cessé d'imprimer l'oubli sous différentes manières. Il s'agit d'un crime presque parfait qui s'est perfectionné inlassablement par une disparition quasi intégrale des monuments historiques et par l'effacement des repères de la cité. La ville n'est désormais qu'un « oubli passif ». Des archives photographiques prises en 1990 à la fin de la guerre témoignent de l'existence des traces de la destruction. Malgré le taux de destruction, la reconstruction de la plupart des bâtiments dans ce lieu irrémédiablement morcelé et la fabrication d'un deuil heureux étaient encore possibles, mais une reconstruction cherchant un «n'est plus là» s'est produite dans un présent qui trouve le support d'une signification d'une angoisse double: détruire et faire disparaître matériellement toute sorte de trace vivante et chargée d'histoire, d'une par, et rendre impossible le travail et le devoir de la mémoire d'un passé qui n'est plus mais qui a été. d'autre part. Des bâtiments considérés irrécupérables, complètement détruits par les bulldozers, ont été renversés et immergés au fond de la mer, créant un oubli radical. Ce phénomène inquiétant révèle la «destruction de la destruction»; le crime est désormais parfait, il est sans trace. L'idée de conservation du patrimoine est devenue de plus en plus présente à la fin de la guerre et les enjeux politiques de patrimonialisation comme outil de marqueur social et politique de territorialité ont permis de s'interroger sur la responsabilité de la destruction du patrimoine architectural et culturel. L'Association pour la protection des sites et des anciennes demeures au Liban (APSAD), quant à elle, a essayé de mettre en place des mesures afin de préserver et de promouvoir la protection et la restauration de 1200 anciens bâtiments avec des caractéristiques historiques, mais en se focalisant sur les bâtiments de l'Empire ottoman, excluant les bâtiments les plus modernes.

Ce n'est donc pas l'« oubli de réserve », l'« oubli de préservation » ou de « conservation », cette part d'inaccessible plutôt que d'ineffaçable, dont parle l'auteur de La Mémoire, l'histoire, l'oubli ⁵, ce n'est pas non plus l'« oubli de fuite », ou l'« oubli actif ⁶ », mais un « oubli passif » destiné à une éradication complète, c'est-à-dire une volonté d'effacer toutes les traces dans l'espace et dans le temps de cet événement pour qu'il n'en reste plus rien. Cette absence elle-même s'est néantisée dans notre mémoire collective, il ne s'agit plus uniquement d'un acte d'« extermination » qui consiste à détruire jusqu'au dernier et à faire disparaître entièrement la ruine, mais d'un acte de redestruction, consistant à détruire à nouveau ce qui a été déjà détruit.

¹ Jean-Didier Urbain, L'Archipel des morts: Le sentiment de la mort et les dérives de la mémoire dans les cimetières d'Occident, Paris, Plon, 1989, p. 233.

² Composé de hétéro-, du grec ancien héteros («autre») et morphê («forme»), régénération par laquelle un autre organe morphologiquement et physiologiquement différent par sa nature va se former de manière non naturelle.

³ La reconstruction du centre-ville de Beyrouth, la capitale du Liban, après la fin de la guerre en 1990, a été confiée à Solidere, acronyme pour «Société libanaise pour le développement et la reconstruction».

⁴ La Ligne verte était une ligne de démarcation à Beyrouth durant la guerre civile libanaise de 1975 à 1990. Elle séparait les quartiers musulmans de Beyrouth-Ouest des quartiers chrétiens de Beyrouth-Est, de part et d'autre de la rue de Damas.

⁵ Paul Ricœur, La Mémoire, l'histoire, l'oubli, Paris, Éditions du Seuil, 2000, p.1.

⁶ Id., «Le pardon peut-il guérir?», Esprit, nº 210, mars-avril 1995.

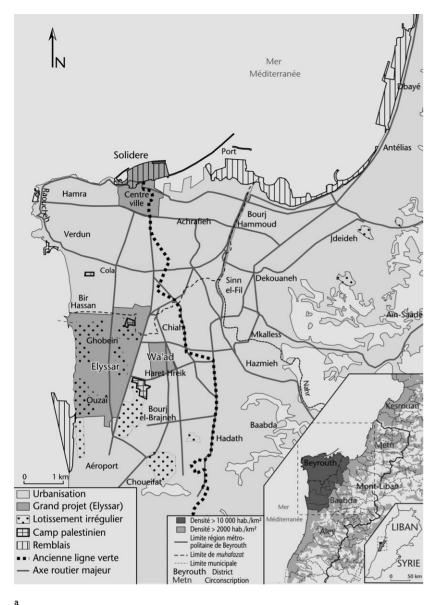


Fig.a — Carte de la ligne verte.



Fig. b — Ligne verte, 1982. La Ligne verte était une ligne de démarcation à Beyrouth, son appellation se réfère à la végétation poussée sur toute sa longueur. Cette ancienne ligne des combats qui a fracturé Beyrouth durant la guerre civile libanaise (1975-1991) comprend la rue de Damas depuis le ring Fouad-Chéhab jusqu'au musée national.

De l'impardonnable, de la résilience et de l'impossible deuil Dès les premiers travaux de Michael Davie, nous retrouvons cette idée de reconstruction: «Ces bouleversements dans la géographie du Liban, dans les habitudes, dans la perception, dans la consommation de l'espace, ne pourront pas être allègrement gommés par une simple décision bureaucratique lors de la planification de l'après-guerre⁷».

À Beyrouth, il v a eu des fragilités à toutes les échelles: un dérèglement rapide de la ville d'une façon irréversible, une destruction des conditions de vie favorable, des déséquilibres écologiques, la création d'un désordre social, un effacement souvent irréversible des traces de la guerre, une modification complète du tissu urbain et, parfois, la création d'une «ruine inventée». En 1989, la «reconstruction» est devenue une idée incontournable dans les discours politiques concernant les transformations géographiques, sociales et économiques. Des opérations urbaines ponctuelles de reconstruction ont eu lieu, tel le projet de réaménagement urbain Elyssar dans la banlieue sud → fig.c qui a visé une réorganisation de la partie occidentale de l'après-guerre, synthétisant des représentations sociales, spatiales et urbaines. La banlieue sud ne pouvait pas rester isolée, elle devait développer sa zone littorale et permettre l'expansion de la capitale au travers de sa banlieue.

La fabrique de la ville de Bevrouth est devenue un enjeu politique dans un monde en globalisation où la mémoire, la trace, l'oubli, l'identité, le patrimoine présentent dans la période de l'après-guerre une manière inquiète d'« être à la ville ». Être beyrouthin avait autrefois un sens politique et sociologique. l'habitant de Bevrouth participait à la construction de sa ville. Le citoyen d'aujourd'hui a été inventé, il a imaginé sa ville — un milieu vidé de ses habitants, un patrimoine monopolisé, un espace de mondialisation. L'identité de Bevrouth et l'irréversibilité de son temps sont devenues en suspens. En face de ce paradigme, il y a aujourd'hui une impossibilité de partager la fragilité dans notre ville, la mémoire comme phénomène inhérent à notre habiter-ensemble fabrique une ville inquiète qui a de la peine pour son avenir insensé. L'habitant libanais capable de mémoire et de souvenir peut-il reconstruire encore sa mémoire et rendre possible le travail de deuil?

Parler de traces réintègre le rôle de l'oubli actif et de la mémoire, comme des facultés essentielles par rapport à nos milieux habités. Il faut saisir les traces et reconnaître que quelque chose n'a pas été oublié. Les traces profondes dans l'esprit et dans la mémoire de la ville ne doivent pas s'effacer. Détruire le patrimoine et faire disparaître les traces de la guerre instaurent aujourd'hui un nouveau paradigme d'un être-ensemble. Quand la trace n'est plus, la destruction se dédouble et se multiplie à l'infini. Traces et mémoires urbaines définissent la ville comme une œuvre d'art qui se crée par son histoire, comme un artéfact chargé de symboles et de signes qui se retrouvent de nos jours comme gangrénés par tant de gestes de monumentalité: disparition de la ruine, rasage de la ville, destruction et néantisation des vestiges archéologiques et construction de tours futuristes.

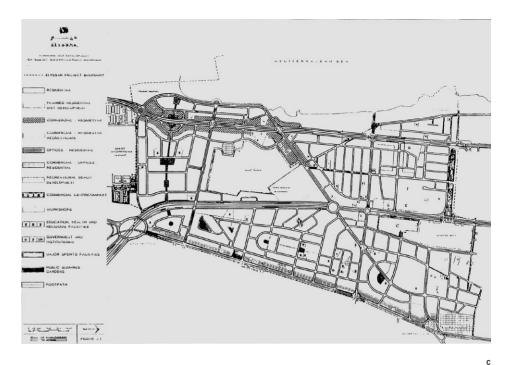


Fig. c — Plan d'aménagement de la région d'Elyssar. Le projet de réaménagement et de restructuration Elyssar dans la banlieue sud-ouest de la Dahye vise une réorganisation de la partie occidentale dans une zone stratégique entre le centre-ville et l'aéroport.

Michael Davie, «La gestion des espaces urbains en temps de guerre, circuits parallèles à Beyrouth», in Nabil Beyhum (dir.), Reconstruire Beyrouth, les paris sur le possible, coll. « Études sur le monde arabe », nº 5, Lyon, Maison de l'Orient et de la Méditerranée, 1991, p. 191.

À Beyrouth, l'absence de la ruine ainsi que le patrimoine bâti massivement détruit par un processus démolition-reconstruction dès 1990 sont désormais remplacés par des tours futuristes ultramodernes ou des malls aseptisés dessinées par des « stararchitectes » (Zaha Hadid, Norman, Foster, Jean Nouvel, Herzog & de Meuron, Peter Marino, Renzo Piano...). Ces grands bâtiments de prestige reflètent un acte d'auto-représentation et un facteur de fascination présenté par une technicité et des progrès technologiques incessants. La disparition des monuments historiques, la destruction et la néantisation des vestiges archéologiques ont laissé place à des tours fantômes, inhabitées, inhabitables, inhumaines, annoncant une nouvelle modernité urbanistique et un développement du tertiaire dans le but de redonner à Bevrouth sa valeur économique. Entre sa métamorphose urbaine et la reconstruction de son identité. Bevrouth symbolise l'illusion d'une prospective de la ville qui se situe à mi-distance entre reconstruction et réconciliation. De là, à Beyrouth, «l'habiter» dans sa dimension existentielle est devenu presque impossible. Le crime est désormais parfait, il ne vise aucune forme de perfectibilité puisqu'il a atteint le summum de sa perfection en anéantissant la victime ainsi que la trace du criminel.

Cette volonté de poursuivre la guerre par le projet urbain présente un tournant, un devenir inquiet de la ville, le vivre-ensemble demeure fragile et l'habiter poétique, dans une expérience de l'« être là » et du sentir, manifeste l'impossibilité de donner lieu à un véritable pardon qui annonce un avenir en devenir d'une promesse souhaitée. Comment est-il possible aujourd'hui de fabriquer un avenir en réconciliation avec ce paradoxe d'un pardon difficile à donner et d'une promesse? Quand l'avenir est en promesse, la mémoire d'une disparition devient possible et le disparu n'est plus victime définitive d'un « oubli négatif⁸ » mais, selon Ricœur, d'un oubli « en attente » du « petit miracle ⁹ » de la mémoire d'un souvenir. Comment alors réconcilier destruction et re-construction?

Entre oubli et mémoire, passé et futur, la condition du pardon et de la promesse se présente comme un pouvoir de liement et de déliement. Le pardon et la promesse deviennent une relance régénératrice porteuse d'un avenir d'une ville au carrefour d'identités plurielles capable de guérison des blessures.

Étre lié par un vivre-ensemble, donc par la promesse et la réconciliation, et être délié par le pardon instaure une responsabilité incarnée par l'individu comme étant fondamentalement tourné vers un prendre-soin à l'égard de ces lieux. Le pardon et la promesse demeurent donc une forme d'incorporation entre le passé, le présent et le futur. Le pardon demeure la condition de la promesse, il permet de supprimer les actes et les fautes du passé afin de restaurer la mémoire active comme réceptacle des mauvais souvenirs. Pardonner ne signifie pas oublier ou nier mais accepter les offenses de l'autre. Dans *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*, Ricœur exige cette justice réparatrice «entre la profondeur de la faute et la hauteur du pardon¹⁰».

Contrairement à un crime parfait, le crime imparfait ouvre la voie de salut par le pardon. Le crime presque parfait à Beyrouth rend difficile la réconciliation, le pardon devient possible à condition, difficile à donner et

à recevoir. Un vrai travail de deuil nécessite d'accepter la réalité, à savoir la reconstruction, l'acceptation et la réconciliation afin de sortir de la peine et de se préparer à passer à autre chose: la promesse. Un deuil heureux exige la promesse; une mémoire « heureuse 11 » signifie que le travail de deuil va permettre une réconciliation avec l'idée d'une perte définitive. Le travail du deuil n'est donc nullement l'effacement et la disparition des traces; au contraire, c'est un devoir de faire apparaître l'oubli et de reconstruire la mémoire qui s'accorde à la matière et à la trace. Activer la mémoire, c'est faire « apparaître la disparition », telle mémoire est « heureuse » dans une « dialectique de présence et d'absence 12 ». L'« apparition de la disparition » manifeste donc le phénomène d'un enchantement possible. La reconnaissance d'un souvenir passé va permettre de reconstruire la mémoire collective, d'inventer un monde en réconciliation, de créer un espace toujours à construire. C'est par rapport à cette reconnaissance que se crée et se partage notre monde de mémoire.

Une telle conception du deuil reconnaît, comme le montre Hannah Arendt, que la faculté de pardonner est liée directement à la faculté de promettre. Dans *Condition de l'homme moderne*, elle propose le pardon et la promesse comme deux réalités différentes dans leur nature, donc des remèdes contre l'irréversibilité et l'imprévisibilité temporelles. Voilà assurément deux pôles essentiels que Arendt montre justement par rapport à la place nécessaire du pardon et de la promesse à cause de la fragilité des affaires humaines. Arendt le précise: « Contre l'imprévisibilité, contre la chaotique incertitude de l'avenir, le remède se trouve dans la faculté de faire et de tenir des promesses. Ces deux facultés vont de pair: celle du pardon sert à supprimer les actes du passé, dont les « fautes » sont suspendues 13 ».

À Beyrouth, le pardon n'est désormais plus possible sans condition, et la promesse est impossible si le pardon n'a pas été accepté. Entre un passé malheureux prêt à se réveiller (déraciner la mémoire) et un avenir heureux à construire, le pardon et la promesse vont participer à la fabrication des mondes possibles, des mondes en paix. Le déracinement de la mémoire et sa projection dans un avenir rendent possible l'habiter-ensemble dans le but de faire renaître et de faire renouveler des liens sociaux et humains. C'est grâce à une mémoire réveillée que le travail de deuil devient heureux, et grâce à une volonté de vivre un deuil que la mémoire se réveille heureuse. Le deuil existe dans des lieux où la mémoire peut encore fabriquer des réenchantements possibles. Ces lieux, témoins d'un crime imparfait, obligent à accepter l'impardonnable qui suppose, à son tour, une nouvelle conception du pardon. Un tel pardon sincère génère une promesse possible et le pardon qui a accepté la culpabilité de l'autre oblige le pardonnant à pardonner ce que « nulle excuse ne saurait excuser 14 » donc l'impardonnable, comme le dit en substance Vladimir Jankélévitch.

⁸ Paul Ricœur distingue l'oubli négatif, irréversible, qui peut se manifester par la perte d'archives ou par la maladie d'Alzheimer.

⁹ Paul Ricœur, op. cit., p. 556.

¹⁰ Ibid., p. 593.

¹¹ Ibid., p. 539, 556 s, 571.

¹² Ibid., p. 539 et 538

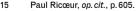
¹³ Hannah Arendt, Condition de l'homme moderne, Paris, Calmann-Lévy, 1961, p. 302.

¹⁴ Vladimir Jankélévitch, *Le Pardon*, Paris, éd. Aubier, 1967, p. 203-204.

Ricœur, dans La Mémoire, l'histoire, l'oubli, abonde de nouveau en ce sens: «Le pardon s'adresse à l'impardonnable ou n'est pas 15», c'est-à-dire à ce qui est difficile ou impossible à pardonner, donc à ce qui ne peut être oublié. En conséquence, la force du pardon réside dans son impossibilité, dans l'impardonnabilité. Accepter l'impardonnable, c'est vivre le deuil de « l'Autre » dans sa douleur la plus heureuse. «L'Autre» devient le «désirable» par la présence des traces. Quand l'impardonnable exige de laisser des traces. le pardonnable, quant à lui, risque de les effacer, de détruire la mémoire collective, de faire disparaître la mémoire et les lieux de «l'Autre» et de construire une mémoire excluante. C'est dans l'impardonnable que le travail de deuil se vit et se prolonge infiniment, il s'adresse à la ruine, à ce qui reste, à la trace de ce qui a disparu, à ce qui est d'ici et d'ailleurs. La ruine devient une pensée d'une existence et d'une inexistence sur la mémoire de l'homme et de son existence éphémère, elle préserve quelque chose de ce qui a disparu. Le phénomène de l'«apparaître de la disparition » engendre une conscience d'un passé absent: la présence de l'absence, du manque, de l'invisible, de l'oubli, de l'effacement, de la perte et de la mort.

Beyrouth est-elle devenue « générique ¹⁶ » en absence de ses traces? Quelle forme d'habitation produit-elle encore dans le temps, l'histoire et la mémoire? N'est-ce pas en effet le propre d'une ville d'hériter de cette prise de conscience d'une fragilité inhérente à la condition humaine qui va rendre possible de repenser peut-être autrement notre façon de faire architecture, de faire ville aujourd'hui, de faire société et de travailler la fabrication des milieux habités?

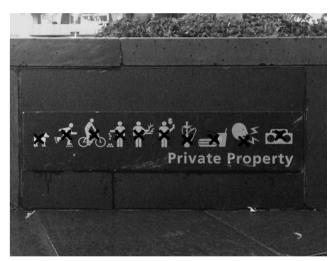
Après le travail de reconstruction, la ville s'est vite pardonnée et n'a cessé de pardonner le crime de l'autre par diverses formes: reconstruction, destruction, oubli... Il est rare d'avoir une mémoire partagée collectivement à Beyrouth après la guerre. Des lieux fortement territorialisés mettent en jeu des processus identitaires à travers des espaces fermés, rues ou places appropriées. Le projet de Zaytouna Bay → fig. d et e présente un phénomène de la confiscation de la ville; cela renvoie à l'idée d'une juridiction localisée. Il existe dans ce segment de ville des « marqueurs de territoires ». La question de l'identité forcée est affichée: la clubbisation de la ville. Zaytouna Bay est devenue l'idéal urbain d'un club pour riche. C'est la fin de la ville, la mort de la ville, lorsque celle-ci devient confisquée. Ce phénomène dynamique d'une hyper gentrification ou d'embourgeoisement du centre de l'agglomération crée la confusion entre centre-ville et mall. Zaytouna Bay est un quartier « solideré », c'est-à-dire qu'il y a eu une volonté d'inventer une identité nouvelle, de faire ville exclusive, de faire ville-musée aux dépens de la valeur historique et de la culture de l'existant. La ville « muséifiée » ou clubbisée est séparée du monde,



Rem Koolhaas, «La ville générique», in Mutations, Barcelone/Bordeaux, Actar/Arc en rêve, centre d'architecture, 2000, p.724: «La ville générique est la ville libérée de l'asservissement au centre, débarrassée de la camisole de force de l'identité. La ville générique rompt avec le cycle destructeur de la dépendance: elle n'est rien d'autre que le reflet des nécessités du moment et des capacités présentes. C'est la ville sans histoire.»



Ч



е

Fig. d — Les tours de Zaytouna Bay au début des années 2010. Le projet de Zaytouna Bay, adjacent à la marina du Saint-Georges et construit sur l'ancien remblai du *Normandy*, est un complexe résidentiel et touristique conçu par Steven Holl. Durant la guerre civile, cette région constituait un vaste dépotoir.

Fig.e — Zaytouna Bay.

elle est donnée au regard admiratif de son visiteur. L'enfermement et l'isolement de la ville dans son cercueil, dans un imaginaire psychotique, dévoilent une ville qui se porte mal.

Quand le lieu permet des processus de création sous la forme d'une rencontre au-delà d'une identité figée, le territoire met en jeu des stratégies identitaires déracinées de leurs contextes. L'exemple du nouveau souk dessiné par Rafael Moneo \rightarrow fig. f et g rend impossible l'articulation entre l'identité et la création d'un nouveau. Des boutiques luxueuses standar-disées qui s'adaptent à des enseignes internationales affichent l'éloge de la territorialisation de la ville: l'invention, le nouveau, la création, la rencontre, le singulier n'ont plus lieu. Nous envisageons la mort de la ville, lorsqu'elle ne donne plus possibilité à la rencontre.

La place des Martyrs, quant à elle, est devenue aujourd'hui une avenue et un axe. Il convient de s'interroger sur l'historicité et sur la signification de cette place dans une société qui en a perdu l'usage. La place comme un lieu d'échange, comme un lieu public dans le développement de la vie communautaire et comme une ouverture au monde, a perdu son statut à l'échelle de son habitant. Beirut Gardens, dessiné par le Japonais Arata Isozaki en collaboration avec le bureau local Erga présente une impossible hétéronomie d'une habitation qui cherche à comprendre les résonances entre histoire et modernité.

Entre les images d'un passé empreint de nostalgie et une reconstruction fragile, une nouvelle forme d'habiter crée un pardon insincère. Désormais. à Bevrouth, le pardon s'adresse «au pardonnable» et devient «à condition». Le pardon demeure donc un conditionnel pour pardonner le pardonnable. Parler de la fragilité comme phénomène existentiel est la preuve d'un attachement à un lieu sans négliger l'impossibilité du déracinement. La demeure est dans le déracinement où la fragilité devient la condition première de l'habiter. Le désir de construction, de destruction et de déformation supposent ce nouveau rapport à notre co-existence avec la ville. On aime la ville pour son animation, ni ville-musée, ni ville-cimetière mais une ville en métamorphose, une ville qui se forme, se dé-forme, se réapparaît, se dis-paraît, re-naît, se dés-ordonne, se dé-compose, « se désintègre», «se déstructure¹⁷» à partir de quelque chose qui était déjà là, quelque chose de fragile qui constitue sa force existentielle, pour se re-WWcomposer différemment, c'est-à-dire pour renaître sous une autre forme, une autre forme qui vient après. La fragilité de cette nouvelle forme existait d'une certaine manière dans ce qui était déjà là, ce n'est pas quelque chose qui a une volonté d'effacer. L'émergence de la nouvelle forme co-existe donc avec la fragilité, il y a en quelque sorte un attachement à l'idée de la fragilité. On habite la fragilité; s'attacher et habiter déterminent notre désir de co-existence à un lieu.

Dans cette pensée d'une fragilité heureuse (soignant la mémoire et l'identité), d'une part, et malheureuse (productive d'oubli, inventive d'un nouveau citoyen), d'autre part, la nouvelle manière d'habiter Beyrouth est à la fois remède et poison — ce que Platon appelle un *pharmakon*.





g

Fig. f — Photo de Beirut Souks, 2011. Le souk dessiné par Rafael Moneo a remplacé les anciens souks qui constituaient historiquement le centre de Beyrouth et qui ont été sévèrement endommagés durant la guerre civile libanaise.

Fig. g - Beirut Souks.

¹⁷ Edgar Morin, dans un article intitulé « Éloge de la métamorphose » publié dans Le Monde (10 janvier 2010), reprend le thème de la métamorphose: « Dans toute métamorphose de la nature, qu'est-ce qui est en jeu? C'est toujours quelque chose qui se désintègre, qui se déstructure pour renaître sous une autre forme. »

Dans la fragilité heureuse, il y a un savoir ménager la mémoire malheureuse (haine, menace). Dans la fragilité malheureuse, la mémoire heureuse triomphe (entretenir, pardon et promesse).

Penser fragilité, c'est penser différemment le faire œuvre, le faire et refaire ville et établissement humain, que les habitants co-inventeraient. Ce « toujours à construire » va se générer après toute disparition, il se présente comme une nouvelle forme en régénération différente par sa fonction et sa structure. Il s'agit d'une fragilité heureuse qui nous invite à être conscient de la fragilité de l'autre et à savoir la ménager et en prendre soin. Cette fragilité donne la possibilité d'habiter et de cohabiter la terre en tant qu'humain, c'est-à-dire exister dans le monde d'une façon harmonieuse, être responsable, prendre soin de l'autre, de nos milieux de vie culturels et naturels. Être fragile dans de bonnes conditions devient un nouveau paradigme de fragilité comme une possibilité de réinventer et de régénérer les choses.

La disparition devient donc générique et génétique d'une apparition. Entre la promesse dénuée d'un pardon sincère, d'une part, et la néantisation radicale de la trace et de ce qui reste, d'autre part, Beyrouth l'« amnésique » s'opère et se construit par une forme de fugacité. Ce qui apparaît s'efface constamment et à volonté. Dans cette construction/destruction existentielle Beyrouth demeure fragile et le pardonnable lié à la douleur fabrique l'impossible deuil.

Vivre à Beyrouth en 1989: vers une normalisation de la guerre du Liban

Durant la longue guerre du Liban, chaque retour de paix marque la recherche d'une normalisation du conflit. Si certaines guestions concernant l'habitat et la gestion de l'espace urbain sont amplement discutées à plusieurs reprises dans la presse à la fin des années 1980 — comme celle des réparations et des indemnisations des sinistrés — l'état d'insécurité persistant s'intériorise sur la durée. Face à la léthargie du pouvoir étatique, la prolifération des zones de contrôle et la forte crise économique, plutôt que d'espérer un retour à la normalité, les Libanais apprennent à surmonter les obstacles et à normaliser l'état d'urgence. En prenant le logement comme cas d'étude, cette contribution explore différentes sources (littérature et presse écrite) pour rendre compte des pratiques de réhabilitation de l'espace domestique. Plus particulièrement, il s'agit de s'intéresser à l'apport du conflit armé dans la redéfinition des priorités fonctionnelles et esthétiques dans la construction d'un nouveau modèle d'habitat. Tout en se concentrant sur l'année de l'avant-dernière bataille baptisée «la guerre de libération de 1989», cet article explore en premier lieu le mécanisme d'acceptation et d'intégration des hostilités dans la vie quotidienne des Libanais. Après avoir examiné certaines tendances narratives à raconter la guerre, le phénomène de normalisation sera ensuite observé sous l'angle de ses répercussions sur les pratiques du lieu de vie. Dans un dernier temps. l'article abordera les valeurs de l'habitat idéal et les dispositifs de confort à la fin des années 1980 déterminés par le processus de normalisation et par les nouvelles pratiques de l'immeuble résidentiel en temps de guerre.

Vivre en guerre: un long processus de normalisation

L'acceptation de vivre dans une situation d'urgence connaît plusieurs tournants durant la guerre du Liban. La répétition de l'expérience traumatique entre 1975 et 1990 engage les Libanais, à des échelles différentes, dans un système d'adaptation qui s'installe au fur et à mesure de l'extension de la durée du conflit. Début octobre 1989, quelques semaines après la fin de la «guerre de libération¹», plusieurs annonces de sociétés spécialisées dans la réfection du bâtiment apparaissent dans la presse nationale \rightarrow fig. a. Le pas vers une paix provisoire franchi, ces messages promotionnels côtoient des reportages illustrés sur l'activité des résidents des zones touchées en plein chantier de réparation. À Bevrouth même et dans les régions les plus bombardées durant les sept mois de combats, le même geste maîtrisé désormais par les libanais se reproduit presque machinalement. Des blocs de parpaing sont recyclés et employés pour la protection d'entrées d'immeuble, des coffrages pour couler le béton sont préparés et les rambardes en fer détériorées, remplacées par des formes moins élaborées avec de nouveaux matériaux. Opérés aux débuts de la guerre entre 1975 et 1978 par les résidents qui s'improvisaient ouvriers², les travaux sont aujourd'hui confiés à de petites sociétés plus ou moins spécialisées dans la réhabilitation → fig.b. À l'échelle des quartiers dévastés, le chantier qui

- Guerre déclarée par le général Aoun contre les forces syriennes le 14 mars 1989.
- 2 Maria Chakhtoura, «Miraculés de l'autogestion, Dekouaneh et Mkalles ressuscitent », L'Orient-Le Jour, 11 décembre 1976.



a



b

Fig. a — Publicité parue le 9 octobre 1989 dans le quotidien Assafir. Exemple de publicité pour services de travaux de réfection suite à la longue « guerre de libération» de 1989: «Réfection d'immeubles détériorés et travaux d'isolation. À vendre bois de coffrage en bon état. »

Fig. b — Exemple d'intervention de réhabilitation spontanée dans un immeuble résidentiel touché par les combats.

s'ouvre est immense et l'expérience cumulée pendant quatorze années de guerre est mise à profit pour organiser et accélérer les travaux dans les immeubles fortement endommagés, profitant selon les cas pour leur attribuer une touche contemporaine avec des matériaux précieux. Le quotidien An-Nahar offre plusieurs témoignages de ce type de campagne publicitaire. Alors que Bevrouth est scindé en deux, les entreprises de la région «Est» et celles de «l'Ouest³» mettent leur expertise à disposition des sinistrés pour les travaux d'étanchéité et de réparation d'appartements. d'immeubles ou d'espaces commerciaux. Gérées par des entrepreneurs mais aussi des architectes et ingénieurs civils, des équipes plus ou moins structurées se multiplient à la fin de l'été 1989, contribuant à effacer les séquelles de cette énième éruption de violence qui ravage le pays depuis le 14 mars de la même année. Il s'agit de la fin d'une bataille de plusieurs mois qui annonce pour beaucoup de Libanais le dénouement de la guerre. un espoir qui ne tarde pas à se dissiper en janvier 1990 avec la reprise des combats en région «Est». Seulement cette fois, la presse écrite semble vraiment croire à la fin définitive du long conflit et l'arrêt des combats est percu parfois à travers un filtre euphorique. Le journal As-Safir publie dans ce sens un dossier de photos documentant des interventions de réfection tout en saluant la détermination de reconstruire le pays que les Libanais continuent à cultiver malgré les 14 années de guerre fratricide. Titré «Le chantier de la paix⁴», l'article salue les efforts du «médecin arabe⁵» qui vient de sauver le pays:

«Le cœur de Beyrouth a repris ses battements et grouille de gens et de vies. Les mois de cette guerre destructrice, qui a détruit les nerfs des citoyens tout comme leurs habitations et leurs activités, seront bientôt balayés comme le seront les faux slogans qui ont initié ces combats [...]⁶»

«Ceux qui ont les moyens de reconstruire leurs logements y sont retournés. Les habitants avec moins de moyens se contenteront de petits travaux de réparation des dégâts provoqués par les ‹obus de la libération›. Il y a aussi les citoyens qui ne peuvent plus se permettre de remplacer leurs vitres qui s'arrangeront avec le nylon. Voici un ouvrier reconstruisant un toit, un autre comblant la cavité dans un mur et un troisième réparant portes et fenêtres⁷.»

Nous reprenons les appellations utilisées dans la presse locale pour désigner les deux parties de Beyrouth d'un côté et de l'autre de la ligne de démarcation, nouvelle frontière entre la zone sous le contrôle du parti chrétien des Phalanges libanaises et celle contrôlée par les partis de gauche propalestiniens. Le mot «région » remplace ici celui de «zone » pour désigner non seulement le Beyrouth municipal mais aussi les banlieues proches des côtés est et ouest.

4 Anonyme, «Warchat as-salama [Le chantier de la paix] », As-Safir, 29 septembre 1989.

Le texte fait allusion à Lakhdar Brahimi, diplomate des Nations unies envoyé au Liban durant la préparation de la conférence de Taëf.

Le texte de l'article fait allusion au commandant de l'armée, le général Michel Aoun, nommé Premier ministre par intérim par le président de la République Amine Gemayel à la fin de son mandat en septembre 1988. Le statut du général Aoun sera tout de suite contesté dans la zone ouest à commencer par le Premier ministre Salim el-Hoss. Le 14 mars 1989, le général déclare «la guerre de libération» contre l'armée syrienne contrôlant la zone ouest de Beyrouth, la Bekaa, le Nord et une partie du Sud. Cette guerre dévastatrice provoque environ un millier de victimes chez les civils.

7 Anonyme, «Warchat as-salama…», op. cit.

Mais même s'il s'agit d'un souhait exprimé par l'auteur de mettre fin à la longue guerre et non seulement à la dernière mésaventure de 1989, cette reprise retrouve son équivalent dans de nombreux autres moments de l'histoire du conflit. Comme en 1977 — à la fin de la guerre des deux ans — ou encore en 1983 — suite à l'invasion israélienne —, ici aussi, les journalistes apprennent à mettre en valeur voire à exalter chaque signe de vie tout en en dégageant une certaine force poétique. Les actes de reconstruction. de réfection ou de déblayage acquièrent tous le même statut en incarnant la «renaissance» et le «retour miraculeux à la vie». Plutôt que de mener l'enquête sur les conditions dans lesquelles s'effectuent ces interventions. la presse écrite est à la recherche du sens qui s'en dégage a posteriori. Contrairement aux débuts de la guerre. l'œuvre de reconstruction à la petite échelle est célébrée non plus pour le retour des pratiques de vie quotidienne qu'elle relance mais en tant qu'une activité de normalisation à part entière. Celle-ci ne tire plus sa valeur de son aboutissement mais du simple fait d'être enclenchée et de son aptitude à se produire tout en résistant aux facteurs d'interruption. Depuis les premières années du conflit. la renaissance ne signifie plus nécessairement une éradication du mal. Comme une fatalité affligée à ses habitants, les effets du conflit armé doivent être apprivoisés, voire même banalisés et introduits dans les mœurs et les expériences quotidiennes de l'espace domestique et du voisinage. En effet, les conditions d'insécurité et de privation de biens vitaux ne vont plus systématiquement à l'encontre de l'expression de la joie de vivre. Ceci est confirmé par la perpétuité de la pratique de certaines activités ludiques ou culturelles et de la célébration des festivités comme au temps d'ayantguerre. Car loin d'être oubliées, les batailles continues sur les lignes de front traditionnelles et temporaires ont tracé, dans les deux régions est et ouest, une routine et un rythme du vivre en guerre qui vient de se creuser davantage vers la fin de 1989.

De nombreuses situations en témoignent. Elles varient de l'intégration de l'anomalie de la crise jusqu'à la renonciation totale aux pratiques de la vie quotidienne d'avant-guerre. Au niveau de la gestion de l'environnement de vie et de l'habitat, certaines tendances exploitent parfois les séguelles de la ségrégation et des mesures de protection imposées pour transformer ou améliorer un appartement ou un bâtiment. Ainsi, l'une des entrées d'un immeuble inutilisée depuis le début de la guerre pour sa promiscuité avec la ligne de front serait définitivement condamnée par l'agrandissement des entrepôts du rez-de-chaussée durant les moments de trêve. Il en va de même de l'usage de l'espace domestique et des pratiques de réparation des effets de la guerre⁸. Un espace de réception exposé à la ligne de démarcation est vite délaissé dans l'usage quotidien et, lors de la réparation, ses surfaces vitrées sont remplacées de manière permanente par des structures plus solides. Sur la redéfinition de la reprise ou des pratiques des Libanais à la fin d'une certaine étape de la guerre, on lit dans l'hebdomadaire *Magazine*, déià en décembre 1976, une description assez éloquente de la nouvelle façon de célébrer les fêtes de fin d'année où l'hommage est rendu à Noël par la simple réutilisation du foyer:

⁸ Mazen Haïdar, «Neighbours at War in 1975-1977 Beirut: Between Reconstruction and Taming Instability », in Birgit Schäbler, Reconstructing Neighborhoods of War, Beyrouth, Orient Institut Beirut, à paraître.

«Noël prend cette année une nouvelle signification jusquelà inconnue des Libanais: le renouveau, les retrouvailles et la reconstruction. Car au lieu de passer leur temps à décorer leurs sapins, c'est leur maison que la plupart des Libanais sont en train de rénover ou de rebâtir⁹. » « La tragédie sanglante que vit le Liban depuis dix-huit mois, ne l'a pas empêché de s'organiser pour survivre. Mieux encore pour se recréer et innover. La guerre continue. L'activité reprend, se développe, se diversifie en dépit de la guerre qu'elle refoule à l'arrière-plan au point de la faire presque oublier ¹⁰. »

Quelques années plus tard, Maria Chakhtoura, journaliste de la page socioculturelle du quotidien francophone *L'Orient-Le Jour*, s'étend sur l'évolution sémantique de la renaissance et des pratiques de survie dans un pays oscillant entre guerre et paix. Décrivant les pratiques des habitants du quartier Aïn el-Remmaneh dans leur espace urbain et domestique, l'auteure offre en 1981 un aperçu de la gestion de l'insécurité dans ce quartier sur la ligne de démarcation:

« Si Aïn el-Remmaneh ne manque pas d'abris et si les habitants ont longtemps vécu en sous-sol, aujourd'hui ils sont fatigués et ne prennent la peine de « descendre » que lorsque la partie est vraiment dure et serrée. Les habitants sont devenus fatalistes. Peut-être ont-ils déjà une philosophie propre à eux. En sept ans, ils ont eu le temps, non pas vraiment de s'habituer, mais de vivre avec le danger, avec le malheur et avec la mort¹¹. »

Indirectement, le passage fait allusion à l'évolution du vocabulaire lié à la prise des mesures de sécurité. Le verbe « descendre » sous-entend descendre à l'abri avec un abrègement qui dénonce dans la langue parlée soit une familiarisation excessive avec le lieu de refuge, soit une tendance humaine à atténuer, ne serait-ce qu'à un niveau linguistique, la gravité du geste de quitter son propre logement. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit bien d'un signe de normalisation des conditions de guerre qui mettent à l'épreuve l'aptitude des individus à contenir volontairement ou involontairement les résultats des événements tragiques.

Dans Le Septième Printemps, représentation théâtrale musicale écrite par les frères Rahbani en 1981¹², cette capacité d'incorporer le risque dans les pratiques quotidiennes des Libanais est mise en exergue. Intitulée «Les journées de combat ne sont pas toujours tristes» une chanson phare du spectacle s'émancipe du registre du rejet ou de la dénonciation du conflit. Du double sens de la guerre, oscillant entre ségrégation et renforcement de liens familiers et sociaux, se profile dans le texte une sensibilité pour les nouvelles pratiques de voisinage dans un immeuble résidentiel où se

tissent, dans un abri «comptant des dizaines de personnes entassées», de nouvelles histoires d'amour «oubliant complètement ce qui peut se passer à l'extérieur 13». Cette narration des lieux de refuge remodèle profondément le sens-même de la pratique de l'espace domestique affligé par la crise: soumis à la situation imposée par la force, les résidents attribuent à travers leur expérience un sens insolite à l'habiter en zone de conflit, qui élève leur comportement quotidien du champ de la résignation à celui de la résilience. Organiser des activités pour enfants dans les abris durant les bombardements, visiter ce même espace de refuge en temps d'accalmie pour y effectuer des travaux de maintenance, ou encore répartir les tâches ménagères pour améliorer ses conditions, présentent tous des scénarii marquant le passage d'une acclimatation temporaire à une appropriation du provisoire au vrai sens du terme, une attitude qui ne fera que se renforcer avec l'évolution du long conflit.

Les pratiques de l'immeuble résidentiel

Bouleversée, la gestion des espaces de la vie quotidienne en temps de guerre exige de plus en plus de détermination et d'ingéniosité de la part des habitants. En 1989, avec la détérioration de la situation sécuritaire, les Libanais sont loin de vouloir rompre avec leurs méthodes d'adaptation déjà acquises. Au contraire, plus l'état d'insécurité se prolonge, plus les mécanismes de défense et de normalisation s'enracinent dans les pratiques de l'espace domestique et urbain. Reprenant le cas du secteur est, une description exemplaire de la vie quotidienne en temps de guerre apparaît dans l'hebdomadaire *Al-Massira* ¹⁴. Début mars 1989, après les premiers accrochages meurtriers entre la milice des Forces libanaises et l'armée, l'article s'étale sur les pratiques de réparation effectuées par les sinistrés et sur l'aspect répétitif et cyclique de ce geste. De manière prévisible, le moment de réparation avive encore l'espoir en une résurrection du pays, comme le précise Lina Khoury, l'auteure de l'article:

«Les Libanais s'adaptent très facilement. Le nylon n'est pas aussi efficace que le verre, mais il peut être temporairement utile. Une semaine, deux, puis un mois et même deux, [les habitants] attendent jusqu'à ce que le climat devienne «propre» pour enfin nettoyer chez soi et remplacer les vitres cassées. Pour certains, ce temps d'attente a atteint quatorze ans...»

Cette résistance à la guerre et l'adaptabilité aux conditions qu'elle enclenche ont pour fondement une forte conviction de l'inaptitude des autorités publiques et de la désintégration du pouvoir central. Les réclamations d'indemnisation s'amenuisant et se dissipant avec le temps ¹⁵ dans une atmosphère d'abandon institutionnel: locataires ou propriétaires acquièrent un droit de gouvernance totale de leurs lieux de vie. Sur ce sujet, le géographe Michael Davie rappelle dans une enquête exhaustive sur la gestion des

⁹ H. S., «Un petit enfant va naître loin des barricades », Magazine, nº 1017, 25 décembre 1976.

Ghada Abdallah, «La vitalité du Liban est une chose qui étonne et laisse rêveur», *Magazine*, nº 1007,

¹¹ Maria Chakhtoura, *Mémoires de survie*, Beyrouth, éditions de L'Orient-Le Jour, p. 76.

¹² Al Rabih as-Sabeh [Le Septième Printemps]: pièce de théâtre musical écrite et composée par les frères Assi et Mansour Rahbani (présentée pour la première fois en 1981 au Théatre Georges-V dans la localité d'Adonis, à 20 km au nord de Beyrouth dans la région est).

¹³ Ibio

¹⁴ Lina Khoury, «Takassara az-zoujaj. Man yajbor al khawater? [Vitres cassées: qui répare les esprits?] », Al-Massira, nº 175, 6 mars 1989 (guerre dans la région est qui précède celle de la libération).

¹⁵ Mazen Haïdar, op. cit.

espaces urbains durant la guerre ¹⁶ que « parallèlement à la déliquescence du pouvoir étatique, des pouvoirs nouveaux ont fait leur apparition ». Les nouveaux circuits parallèles affectent la population considérablement « depuis son identité en tant que citoyens d'une République jusqu'à l'organisation de sa survie quotidienne ¹⁷ ». Dans ce sens, l'article de l'hebdomadaire *Al-Massira*, porte-parole des Forces libanaises et principale autorité dans la zone est en 1989, suggère des solutions pratiques aux habitants. Suite à une enquête sur les prix du verre, les frais et les délais des travaux des vitriers, la journaliste Lina Khoury termine son article par une proposition adressée aux résidents, les invitant à harmoniser leurs travaux de réfection en les confiant à un seul artisan. De cette façon, ils pourront économiser 2 \$, voire plus, pour chaque morceau de verre ¹⁸.

Si les rapports entre locataires et propriétaires d'appartement restent le plus souvent absents et parfois très tendus 19, le manque de maintenance dans les immeubles résidentiels et la dégradation de leurs parties communes poussent les habitants à être de plus en plus inventifs dans la réorganisation de leur lieu de vie. En 1989, l'extension de la situation d'urgence pendant quatorze ans transforme la précarité de la vie quotidienne en une toile de fond destinée à être apprivoisée. L'acclimatation avec les difficultés déclenchées par le conflit devient ainsi inéluctable. Plus les tournées de violence sont dévastatrices et régulières, moins le retour à une certaine normalité est envisageable. La pression de rétablir une pratique normale de l'espace urbain ou de l'habitat se déplace, quant à elle, vers la réinvention des systèmes de survie parallèles anticipant l'aggravation de la crise.

Les Techniques de la misère ²⁰, œuvre littéraire de l'auteur Rachid El-Daïf publiée en 1989, demeure une source d'informations inépuisable à cet égard. Le roman décrit minutieusement la vie d'un homme dans un immeuble du secteur Hamra de Beyrouth-Ouest durant la dernière phase de la guerre civile. Omniprésentes, les pénuries d'eau et d'électricité semblent administrer les pratiques du lieu dans un récit qui se veut très monotone au rythme du déroulement de la vie quotidienne de cette période²¹. Dans un monde paralysé par des privations et des dysfonctionnements qui s'accumulent de 1975 à 1989, l'auteur élabore un aperçu sur les pratiques d'adaptation à la crise et leur évolution avec le temps. Un témoignage capital résumant l'histoire de l'immeuble résidentiel avec les coupures d'eau demeure l'un des passages les plus expressifs de cette œuvre:

«En 1979, quand les coupures d'eau avaient commencé à devenir quotidiennes pour de longues heures, une partie des habitants de l'immeuble se plaignirent du gaspillage d'eau dans certains appartements. C'est ainsi que le concierge fit, ce jour-ci, le tour des locataires, leur demandant de ne pas gaspiller l'eau, de n'ouvrir leurs robi nets qu'en cas de nécessité et qu'ils abandonnent surtout

l'habitude de remplir les baignoires pour le bain. [...] À ce point, certains habitants achetèrent des réservoirs métalliques d'une capacité d'un mètre cube qu'ils mirent sur la terrasse de l'immeuble pour y acheminer l'eau du réservoir central à côté. [...] Avec le passage du temps et l'augmentation des heures de rationnement, l'eau n'était plus suffisante pour remplir le réservoir central. [...] La situation a continué à s'envenimer jusqu'à atteindre l'état actuel où l'eau ne nous arrive [...] que deux fois par semaine [...] et où le concierge annonce son arrivée aux habitants une nuit à l'avance afin qu'ils préparent tous les ustensiles pour l'emmagasiner. Une demi-heure seulement!²²»

À cette description détaillée s'ajoute un récit sur l'adaptation aux rationnements du courant électrique ou sur les réparations sommaires, suite aux séries d'attentats à Beyrouth-Ouest. Normalisé, l'état de décrépitude de l'environnement bâti ressemble plutôt à une fatalité qui est loin d'être révoquée dans l'immédiat. Cette atmosphère de désarroi, qu'incarne pleinement le titre du roman, porte les germes d'un sentiment de nostalgie pour l'avant-guerre qui ne cesse de s'accentuer dans cette période de la fin des années 1980, comme le confirment les propos d'une ancienne locataire qui décrit l'immeuble avant la guerre où «l'entrée était vaste, garnie par des bacs à fleurs en pierre brune avant d'être remplacés par des locaux commerciaux laids » et où « on bénéficiait d'eau chaude jour et nuit sans compter le chauffage central²³». La locataire du roman couronne sa phrase par: « C'était une autre époque! »

L'habitat entre pratiques d'adaptation et les sources du rêve

La guerre et son insécurité se déploient donc dans tous les aspects de la vie quotidienne. Elles sont rapportées et enrichissent la littérature ainsi que la presse écrite. Les pénuries d'eau, de courant électrique, de gaz ou de téléphone deviennent le terrain privilégié pour repérer les formalités de ces modes d'adaptation dans le cadre d'une recherche sur les transformations de l'appartement ou de l'immeuble résidentiel à la sortie de guerre. Sans compter la question du danger des bombardements, l'ensemble de ces privations peut se traduire par plusieurs types de transformations.

À titre d'exemple, le rapport entre privé et public ou intérieur et extérieur, ou encore le détournement de la fonction d'origine des espaces du logement, dont il n'est pas inutile de rappeler certains usages: lorsqu'ils n'encombrent pas toute la terrasse commune de l'immeuble, les réservoirs d'eau occupent les balcons sur la façade arrière à proximité de la cuisine et des autres services. Les espaces extérieurs donnant sur la rue principale accueillent, quant à eux, les générateurs électriques de ceux qui ont les moyens de se les procurer. Il en est de même pour les salles de bains où la baignoire se transforme en réservoir d'eau, les WC réservés dans les grands appartements aux invités ou à la bonne sont également condamnés

Michael Davie, «La gestion des espaces urbains en temps de guerre: circuits parallèles à Beyrouth», in Nabil Beyhum (dir.), Reconstruire Beyrouth, les paris sur le possible. Lyon, Maison de l'Orient et de la Méditerranée, coll. « Études sur le monde arabe », n° 5, 1991, p.157-194.

¹⁷ Ibid., p. 157-159

¹⁸ Lina Khoury, op. cit.

¹⁹ Mazen Haïdar, op. cit.

²⁰ Rachid El-Daïf, Tikniyat al bou's [Les Techniques de la misère], Beyrouth, Dar Moukhtarat, 1989

²¹ Rafif Rida Sidawi, An nazra al-riwaiyaa ila al harb al loubnaniya [La Guerre du Liban dans la littérature 1975-1995], Beyrouth, Dar Al-Farabi, 2003.

²² Rachid El-Daïf, op. cit.

²³ II

et transformés en lieux de stockage. Entre cette manipulation des systèmes parallèles et l'émergence continue de nouvelles privations, la gestion du cadre de la vie de tous les jours devient une entreprise de plus en plus contraignante. À son tour, le logement voit sa valeur réduite tout banalement à son aptitude à assurer les besoins de survie. Basant son analyse sur l'observation de quatre grands services urbains (l'eau, l'électricité, le téléphone et les ordures ménagères) à Beyrouth durant les dix premières années de guerre, Fouad Awada, architecte et urbaniste, souligne à cet égard l'impact des privations et des rationnements sur la vie quotidienne:

«Le temps consacré à l'eau (stockage, transvasement, utilisations économiques, etc.) augmente considérablement aux dépens d'autres occupations: travail, loisirs, sommeil. Aux grandes pénuries, la vie des ménages est réglée aux horaires de distribution de l'eau «publique» notamment lorsque les installations rapportées sont encore rudimentaires; ces horaires sont souvent fantaisistes, et il est courant de voir des secteurs entiers de la ville se réveiller à 1 h ou 2 h du matin «pour l'eau»: les appartements s'illuminent dans la nuit, les machines à laver se mettent en marche, les familles se lavent, etc.²⁴»

Commandée par les hasards du temps, l'échelle des valeurs de l'habitat évolue au rythme de la détérioration des conditions sécuritaires et de l'aggravation du dysfonctionnement des services publics. Autrement dit, un quartier de Beyrouth acquiert une plus-value si les coupures d'eau y sont moins fréquentes que dans d'autres secteurs, ou s'il a été relativement épargné par la vague d'attentats des années 1980. D'autre part, l'appréciation ou le rejet de son propre environnement de vie est tributaire de la qualité des rapports de voisinage et parfois de la cohabitation plus ou moins conflictuelle avec les réfugiés arrivés massivement en ville dans les deux régions est et ouest. Moins le tissu social a subi des changements, plus un immeuble, une rue ou un quartier sont appréciés. Dans ce sens, le logement autosuffisant, assurant eau courante, électricité et sécurité à ses habitants, devient un modèle d'habitat idéalisé auquel aspire la majorité de la société.

Les publicités publiées dans la presse écrite entre 1986 et 1989 sont particulièrement intéressantes du point de vue de l'émancipation de l'espace domestique du contexte urbain et de son autonomie par rapport aux services publics dans l'imaginaire des usagers. Elles se déclinent en trois catégories. Une première catégorie rend compte des pratiques de survie face à la crise: il s'agit principalement de la promotion d'objets et de systèmes améliorant les conditions de vie du foyer. En première place arrivent les publicités pour générateurs électriques qui bénéficient d'une audience de plus en plus large. À la fois concurrentes et complémentaires, les campagnes publicitaires des fournisseurs des principales marques japonaises ou internationales occupent, à partir de 1988, un grand espace des pages des quotidiens. Pour mieux diffuser leur message, le choix du slogan devient

crucial. En juillet 1988, une publicité pour les générateurs amovibles de la marque Honda titrant à grands caractères son annonce «La vie continue... Produisez de l'énergie électrique avec Honda » reste l'un des plus expressifs de l'époque²⁵ → fig.c, p.100. À part les générateurs, d'autres solutions répondant au problème des coupures électriques sont offertes grâce à la promotion d'une large gamme de batteries de voitures utilisées astucieusement pour l'éclairage domestique, ou encore à travers les électroménagers électriques opérant également au gaz pour s'adapter aux rationnements de plus en plus sévères. Au mois de novembre 1989, un peu plus d'un mois après la fin de la guerre de libération, un réfrigérateur de la marque Tropical fonctionnant au gaz est exposé comme solution drastique à la crise grâce à la formule très éloquente «La nécessité est la mère de l'invention!», formule toujours en vigueur dans ce long conflit^{26 → fig. d, p. 100}. Assez fréquentes sont aussi les annonces de systèmes de sécurité et de contrôle, de portes blindées ou encore d'entreprises effectuant des travaux de protection antivol pour fenêtres et balcons d'immeuble. Dans une moindre mesure, quelques publicités répondant directement aux contraintes du conflit armé vont apparaître. On cite à ce suiet, en 1988, une publicité pour films anti-déflagration à destination des vitres, une annonce qui, par sa seule considération de l'inévitabilité des explosions, renoue dayantage avec l'idée du logement exemplaire auquel on peut aspirer à la fin des années 1980: un logement sûr, autonome et dont la maintenance n'incombe surtout pas au seul locataire ou propriétaire → fig.e, p.101.

Une deuxième catégorie de publicités dans la rubrique des petites annonces immobilières explicite les caractéristiques de l'appartement idéal que le lecteur pourrait trouver dans les constructions de la banlieue nord en pleine urbanisation pour le clan «Est», et certains quartiers péricentraux du Beyrouth municipal pour la région « Ouest ». La prise en considération des motivations des ménages est évidente quant à la mise en avant de la guestion de la sécurité et du bien-être dans la recherche de l'achat d'un appartement. Des conditions qui remplacent définitivement d'autres précisions, comme la proximité de certains services, écoles ou commerces cités régulièrement encore quelques années auparavant. S'accrochant aux qualificatifs « Deluxe » ou « super-Deluxe », les slogans annoncent le nombre de mètres carrés de l'appartement en question, mais aussi de nouveaux atouts qui vont accompagner désormais tout projet visant l'exclusivité. La liste commence par le ou les générateurs électriques centraux, en précisant de manière claire l'intensité énergétique distribuée à chaque foyer, pour dévoiler ensuite l'existence d'un puit artésien, d'un parking souterrain bien contrôlé, et d'un système de chauffage et de climatisation. À cette liste s'ajoutent souvent quelques spécifications sur la prestation sécuritaire du nouveau bâtiment comme la présence d'un vidéophone pour chaque appartement ou d'une porte de garage anti-effraction. De manière irrégulière, l'existence d'un abri dans l'immeuble est signalée. Lorsqu'elle n'est pas dissimulée par d'autres désignations comme cave ou dépôt, cette mention claire et nette de l'espace de refuge crédibilise dayantage le projet objet de l'annonce tout en atteignant un public plus large. Par son adéquation aux objectifs de sécurité et de confort, un logement

Fouad Awada, La Gestion des services urbains à Beyrouth pendant la guerre 1975-1985, Paris, Publications Interurba/Tiers-Monde/CEGET, coll. «Pratiques urbaines», n° 5, 1988, p. 65.

²⁵ An-Nahar, 4 juillet 1988.

²⁶ An-Nahar, 1er novembre 1989

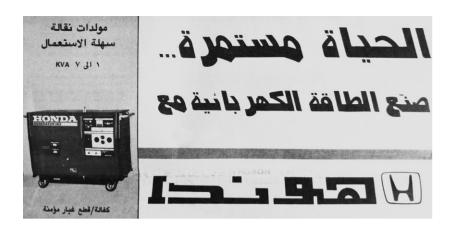




Fig. c — Publicité parue le 4 juillet 1988 dans le quotidien *Annahar*. « La vie continue... Produisez l'énergie électrique avec Honda.» Fig. d — Publicité parue le 1er novembre 1989 dans le quotidien Annahar. Intitulée « La nécessité est mère de l'invention », cette publicité oppose aux coupures électriques l'achat d'un réfrigérateur fonctionnant aussi au gaz ou au kérozène.



للبيع
شقق سوبردولوكس
قيد الانشاء
منطقة تلة الخياط
ع نوم صالونان سفرة موقفا
(٢) سيارة غرفة لكل شقة في
الملجأ. مساحة ٢٤٢ م م السعر
الملجأ بولار. التسليم بعد سنة.

Fig. e — Publicité parue le 21 septembre 1988 dans le quotidien *Annahar*. « Au moment d'une suplosion, saviez-vous que: 72% des blessures graves sont dues aux éclatements de verre? » Fig.f — Publicité parue le 17 octobre 1988 dans le quotidien *Annahar*.

« À vendre appartements super-Deluxe en construction dans le secteur de Tallet el-Khayat: quatre chambres, deux salons, salle à manger, deux places de parking et chambre privée dans l'abri pour chaque appartement. Surface 242 m². Prix 180 000 \$. Livraison dans un an. »

Vivre à Beyrouth en 1989: vers une normalisation de la guerre du Liban trame, à partir du langage publicitaire, les conditions idéales permettant aux futurs habitants de rêver du luxe tout en gardant à l'esprit l'inéluctabilité d'une nouvelle détérioration de la situation. Une annonce d'un projet résidentiel en construction dans le quartier huppé de Tallet el-Khayat de Beyrouth-Ouest témoigne de cette combinaison insolite. Le texte décrit effectivement des appartements « super-Deluxe » de quatre chambres, deux salons et une salle à manger avec deux places de parking mais aussi une chambre individuelle dans l'abri, un vrai luxe en temps de guerre $^{\rightarrow}$ fig.f, p.101.

Entre l'apprivoisement des circonstances de vie contraignantes et l'ambition des plus fortunés de s'investir dans l'achat d'un logement sûr et confortable, une troisième catégorie incarne davantage l'idée du rêve et de l'évasion dans cette deuxième moitié des années 1980. Largement médiatisés, les grands ensembles en bord de mer ou sur les hauteurs prônent la polyvalence de leurs espaces, la variété des services qu'ils comprennent, et plus implicitement leur détachement de tout entourage urbain. Dans ces dernières années de guerre, la typologie des grands ensembles va plus loin que symboliser le rêve d'un logement confortable. En s'exilant géographiquement de Bevrouth pour la plupart des cas, le projet d'un complexe résidentiel ou mixte mesure son succès par sa capacité de simuler une nouvelle ville protégée, gérant son propre fonctionnement de manière tout à fait autonome. Un modèle de « vivre en paix » qui tourne le dos volontairement à la ville déchirée misant sur ses dispositifs de loisirs, ses espaces verts et ses équipements sportifs. Les centres d'été ou de complexes résidentiels suspendus, « entre la montagne et la côte », pour reprendre le langage des slogans publicitaires, vendent un confort qui va au-delà de celui que procuraient les installations de survie énumérées dans le cas des petites annonces. Ici, il n'est plus question de générateurs mais de courant électrique assuré 24 heures sur 24. La présence d'un puit artésien n'est même plus signalée. L'invitation à investir dans la nouvelle « ville de Saint Yacoub²⁷» localisée en région est, près de Jounieh, en est un exemple où l'on énumère les dizaines d'atouts du projet immobilier qui comprend, entre autres, des jardins publics, des espaces pour enfants, une station-service, des piscines, une boîte de nuit et même un cinéma-théâtre sans compter tous les autres équipements commerciaux et même sanitaires. Dans un cadre presque légendaire loin de Beyrouth, où il peut sembler déplacé ou peu nécessaire de parler d'abri proprement dit, les auteurs de l'annonce n'oublient pas néanmoins de signaler la présence d'un parking souterrain qui peut répondre occasionnellement aux besoins des temps modernes du Liban en guerre. Non moins explicites sont les représentations publicitaires des centres balnéaires où le détachement volontaire du contexte commence par l'appellation attribuée au projet immobilier. Par exemple, le centre « Al Mourjane 28 », surnommé aussi « une île au large de la cohue » dans une campagne publicitaire des années 1987-1988, une étiquette assez expressive et qui s'adapte parfaitement au rôle de refuge que jouent certains établissements d'été durant la guerre de libération de 1989.

À la fin des années 1980, l'attitude face à la longue crise frôle parfois le déni. Par ses caractéristiques, la guerre du Liban semble fournir des moments d'accalmie et de paix relative foisonnant dans l'imaginaire des Libanais et les poussant à innover leurs dispositifs de vie. Dans bien d'autres cas, les conditions d'instabilité et de privation dans le quotidien sont insurmontables, mais elles dirigent sournoisement les regards vers un modèle de vie qui s'exile de toutes les références culturelles et urbaines longtemps pratiquées, y compris celles du voisinage et du quartier. Entre la crise économique poignante et le creusement des inégalités, d'un côté, et le dépérissement des services publics et du pouvoir de l'État, de l'autre, la grande secousse provoquée par la guerre de libération de 1989 ne va faire autre que prolonger la situation de précarité à laquelle certains répondront par les « techniques de survie » — pour reprendre le titre de Rachid El-Daïf à une petite ou grande échelle, ou plus drastiquement à travers l'adhésion au rêve d'évasion dans les nouveaux projets immobiliers réservés à certains privilégiés. Fin 1989, un troisième choix s'esquisse dans la presse quotidienne, où les annonces d'émigration au Canada se multiplient. Des annonces qui n'oublient pas de signaler dans leurs slogans que cette opportunité de départ n'est pas adressée particulièrement aux hommes d'affaires mais à tous les libanais souhaitant quitter leur pays.

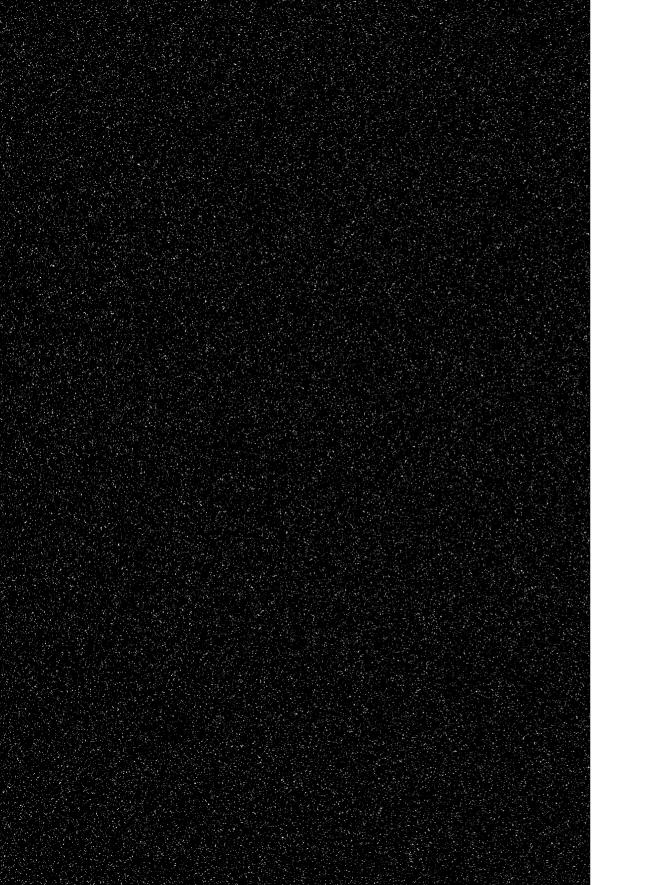
²⁷ An-Nahar, campagne publicitaire du mois d'août 1987.

²⁸ An-Nahar, 29 août 1987.

Bibliographie

- · Abdallah Ghada, «La vitalité du Liban est une chose qui étonne et laisse rêveur», *Magazine*, nº 1007, 16 octobre 1976.
- · Awada Fouad, La Gestion des services urbains à Beyrouth pendant la guerre 1975-1985, Paris, Publications Interurba/Tiers-Monde/CEGET, coll. «Pratiques urbaines», n° 5, 1988.
- · El-Daïf Rachid, *Tikniyat al bou's [Les Techniques de la misère]*, Beyrouth, Dar Moukhtarat, 1989.
- Chakhtoura Maria, Mémoires de survie, Beyrouth, éditions de L'Orient-Le Jour. 2008.
- Chakhtoura Maria, «Miraculés de l'autogestion, Dekouaneh et Mkalles ressuscitent», L'Orient -Le Jour, 11 décembre 1976.
- Davie Michael, «La gestion des espaces urbains en temps de guerre: circuits parallèles à Beyrouth», in Beyhum Nabil (dir.), Reconstruire Beyrouth, les paris sur le possible, Lyon, coll. «Études sur le monde arabe», nº 5, Maison de l'Orient et la Méditerranée, 1991.
- · Haïdar Mazen, «Neighbours at War in 1975-1977 Beirut: Between Reconstruction and Taming Instability», in Schäbler Birgit (dir.), Reconstructing Neighborhoods of War, Beyrouth, Orient Institut Beirut, à paraître.
- · Kassir Samir, Histoire de Beyrouth. Paris, Fayard, 2003.
- · Khoury Lina, «Takassara az-zoujaj. Man yajbor al khawater? [Vitres cassées: qui répare les esprits?] » *Al-Massira*, nº 175, 6 mars 1989.
- · S. H., «Un petit enfant va naître loin des barricades», *Magazine*, nº 1017, 25 décembre 1976.
- · Sidawi Rafif Rida, An nazra al-riwaiyaa ila al harb al loubnaniya [La guerre du Liban dans la littérature 1975-1995], Beyrouth, Dar Al-Farabi, 2003.
- · Anonyme, «Warchat as-salama [Le Chantier de la paix] », As-Safir, 29 septembre 1989.

III. 1989, les représentations de la guerre



Considérations arbitraires sur l'édition au Liban en 1989

Que publiait-on au Liban en 1989? Quels ouvrages relatifs à l'édition libanaise restent encore diffusés près de trente ans après? La matière de ce texte oscille entre ces deux questions, en écartant de suite une autre question passionnante qui serait de savoir ce qui était lu dans ce pays en 1989. De fait, cet article ne traite que des ouvrages en arabe publiés par les maisons d'édition libanaises, donc ni les livres en langues étrangères ni ceux, en arabe, publiés en dehors du Liban. Le corpus a été constitué à partir du site de vente de livres en ligne alfurat.com, basé à Beyrouth et dirigé par M. Abboudi Abou Jaoudé¹ qui a bien voulu m'envoyer tous les ouvrages en vente dont la date de publication est 1989. J'ai extrait de cette liste tous les titres publiés par des maisons d'édition libanaises.

Si on ne peut viser à l'exhaustivité ou à une représentativité totale, on peut du moins considérer que la surface éditoriale couverte par *alfurat. com* est très large et, de plus, centrée sur le livre ancien, ce qui permet, en plus de mon expérience personnelle du site et de ses animateurs, de garantir une grande fiabilité aux informations qu'il comporte, aux deux niveaux informationnel et quantitatif. À travers l'examen des titres et des auteurs des ouvrages ainsi que des noms des maisons d'édition apparaissant dans ce corpus (qui reste incomplet et qui contient nombre de réimpressions), on ne pourra cependant prétendre à une reconstitution de l'édition libanaise en 1989. C'est donc moins le reflet fidèle de ce qui a été publié en 1989 que la photographie non retouchée de ce qui reste de l'année 1989 dans le domaine de l'édition, et qui est donc toujours accessible près de trente ans après, qui sera projeté dans les pages qui suivent.

<u>Physionomie (partielle)</u> de l'édition libanaise en 1989

Durant les années de guerre (1975-1990), l'édition libanaise a continué de se développer en dépit des destructions que Beyrouth a subies, notamment en 1982 lors de l'invasion israélienne. Elle est tournée à 90% vers le marché arabe². En cette année 1989 et pendant encore quelques années, le livre reste le vecteur essentiel de la connaissance avant qu'internet ne vienne lui contester ce rôle prééminent dans la diffusion du savoir. Quant à la presse écrite, elle a encore quelques beaux jours devant elle avant que ne la supplantent les télévisions satellitaires, les médias électroniques et les réseaux sociaux. Avant les années 1990, le Liban se caractérise par une emprise sans partage de l'édition privée, alors que la plupart des pays arabes vivent encore dans l'ère du secteur public dans les domaines du livre et de la presse. Il faut rappeler que le secteur de l'édition égyptien avait, en grande partie, était nationalisé durant les années 1960 et que, dans des pays tels que la Syrie, l'Irak, le Yémen du Sud, l'Algérie, la Tunisie, le secteur public était prédominant. De fait, l'édition privée ne connut son essor dans l'ensemble du monde arabe que dans les années 2000³.

Le Caire partageait alors avec Beyrouth le titre de « capitale du livre dans le monde arabe », une prééminence que ces deux villes ont conservée jusqu'à nos jours. L'absence de réglementation et les défaillances de l'État profitaient alors à la place de Beyrouth où de nombreux titres étaient piratés (notamment égyptiens) et où prospéraient une édition commerciale tournée vers les pays arabes ainsi qu'une édition liée à des organisations politiques ou des États. Un niveau de censure moindre, si on la compare au reste des pays arabes, faisait du milieu éditorial libanais un vecteur important des débats culturels et politiques dans la région. Il n'est ainsi pas anodin que, dans son roman Beyrouth Beyrouth (non traduit en français)⁴, l'écrivain Sonallah Ibrahim relatait le voyage d'un romancier venu du Caire à Beyrouth, en novembre 1980, à la recherche d'un éditeur beyrouthin pour publier un livre qui avait été refusé dans son propre pays.

L'intérêt de ce corpus réside aussi dans l'identification des maisons d'édition actives au Liban en cette période et dans le fait de donner une photographie, certes retouchée, de son paysage éditorial. Il révèle ainsi l'existence de 138 éditeurs privés auxquels il faut ajouter trois universités (l'Université libanaise, Balamand et l'American University of Beirut), le service culturel de l'ambassade d'Iran, deux partis politiques (le Parti socialiste progressiste, à majorité druze, et le Parti syrien national social, laïc et pansyrien).

Par rapport au nombre de livres publiés, Dar al-Farabi, maison d'édition liée au Parti communiste libanais, arrive en tête avec 38 titres. Elle publiait alors de nombreux ouvrages traduits du russe grâce à des subventions de l'ambassade soviétique au Liban. Elle est suivie par al-Mu'assassat al-'arabiyya lil-dirasat wal-nachr (L'Institution arabe pour les études et l'édition) avec 34 titres. Cette maison d'édition avait été fondée en 1969 par un responsable politique palestinien 'Abd al-Wahhâb al-Kayyâilî, responsable du secteur culturel au sein de l'OLP. En troisième position, on rencontre Dar al-Jil avec 31 titres, une maison d'édition créée en 1971 par le Libanais 'Abboud 'Abboud, et en partie spécialisée dans les livres islamiques reliés. La Maison des lettres, Dar Al-Adab, qui figurait alors parmi les principales instances de consécration des écrivains arabes, fondée en 1956 par Souhayl Idriss, aurait alors publié 29 titres. La maison d'édition Riad El-Rayyes, fondée en 1986 à Londres par le journaliste syrien du même nom et transférée à Beyrouth en 1991, la suivait avec 26 titres.

Aujourd'hui disparue, la Maison du retour, Dar al-'Awda, bénéficiant du soutien indirect de l'OLP, était encore active en 1989 puisqu'on trouve trace dans le corpus de 24 titres dont plusieurs concernant le Yémen avec lequel des relations éditoriales étaient entretenues. Suivent, selon le nombre de titres, trois maisons d'édition dont une part importante du catalogue concerne l'islam: Dar al-Kutub al-'ilmiyya, fondée en 1971, avec 22 titres, Dar al-Fikr al-Mu'asir avec 22 titres, et la Dar al-Nafa'is, fondée en 1970 par un Syrien installé à Beyrouth, avec 20 titres. Il est intéressant de noter que la Maison de la Renaissance arabe, Dar al-Nahdat al-'arabiyya, fondée en 1966 (à ne pas confondre avec son homonyme cairote), installée près de l'Université arabe de Beyrouth à laquelle elle était liée, avait à son actif au moins 19 ouvrages cette année-là.

¹ Je le remercie ici vivement, car sans son aide précieuse, cette recherche n'aurait pas été possible. Le site www.alfurat.com est aussi spécialisé dans la vente de manuscrits, d'affiches, de revues anciennes

² Maud Stephan-Hachem, L'Édition du livre au Liban. Étude bibliologique et sociologique, thèse de doctorat sous la direction de Mounir Chamoun, université Saint-Joseph (Beyrouth), Faculté des lettres et des sciences humaines, département de psychologie et des sciences de l'éducation, 1988, p. 166.

³ Franck Mermier, Le Livre et la Ville. Beyrouth et l'édition arabe, Arles, Sindbad-Actes Sud, 2005.

⁴ Sonallah Ibrahim, Bayrût Bayrût, Le Caire, Dar al-Mustaqbal al-'Arabi, 1984. Traduit en anglais par Chip Rosetti, Beirut Beirut, Doha, Bloomsbury Qatar Foundation Publishing, 2014.

D'autres maisons d'édition généralistes avaient une production similaire, telles que Dar al-Kitab al-Lubnani, fondée en 1952, avec 18 titres, al-Charikat al-'alamiyya lil-kitab (World Book Publishing) qui appartient au conglomérat éditorial de la famille Al-Zayn qui s'était développé à partir de 1926 dans le centre-ville de Beyrouth, avec 17 titres. L'Institut du développement arabe, Ma'had al-inma al-'arabi, suit avec 16 ouvrages. Cette maison d'édition, qui était aussi un centre de recherche, était dirigée, depuis 1975, par le philosophe syrien Mouta' al-Safadi, et publiait la revue *Al-fikr al-'arabi (La Pensée arabe)*.

Les autres maisons d'édition mentionnées dans le corpus sont encore actives et déclinent des spécialisations diverses telles que la littérature arabe avec la Mu'assassat Naufal (16 titres), les traductions d'œuvres étrangères avec 'Uwaydat (14 titres), le patrimoine islamique avec Dar 'Alam al-kutub (Le Monde des livres, 16 titres), Al-Maktab Al-Islami (Le Bureau islamique, 9 titres), et le Dar al-Gharb al-Islami (La Maison de l'Occident musulman, dirigée par un éditeur tunisien installé à Beyrouth, avec 9 titres). l'édition généraliste avec Dar al-'Ilm lil-malavin (La Maison de la science pour tous, avec 12 titres). Al-Dar al'Arabivva lil-mawsu'at (La Maison arabe des encyclopédies) et la Librairie du Liban (avec 9 titres chacun), ainsi que la Dar al-Manahil (8 titres), la Dar al-Harf al-'arabi/ Dar al-Manahil (4 titres), Charikat al-Matbu'at lil-tawzi' wal-nachr (La Société des imprimés, avec 6 titres). Dans le domaine des sciences humaines, il est à noter la production importante du Centre d'études de l'unité arabe. installé à Beyrouth avec 13 titres, de la Librairie orientale-Dar al-Machreq avec 12 titres et l'Institution universitaire pour les études et l'édition. al-Mu'assassat al-jami'iyya lil-dirasat wal-nachr, fondée en 1979, et qui avait au moins publié 6 titres en 1989. Le même nombre que la maison d'édition du Parti socialiste progressiste de Walid Joumblatt, Al-Dar al-taqaddumiyya.

Parmi les 7 éditeurs qui auraient publié au moins 5 ouvrages cette année-là, on relève la Dar an-Nahar, fondée en 1967 par Ghassan Tuéni le directeur du journal *An-Nahar*, et qui publie en arabe et en français, le Centre culturel arabe (al-Markaz al-thaqafi al-'arabi) créé à Casablanca en 1979 et disposant d'une branche à Beyrouth dans les années 1980, une Dar al-Haytham spécialisée dans la traduction littéraire, une maison d'édition chrétienne (Manchurat Maryam), l'Institution de recherches arabes (Mu'assassat al-abhath al-'arabiyya) spécialisée dans l'histoire politique du monde arabe, l'Ère nouvelle de l'édition (al-'Asr al-hadith lil-nachr), spécialisée dans la pensée islamique, et l'Institution de la Pensée pour les recherches et l'édition (Mu'assassat Fikr lil-abhâth wal-nachr) liée au Parti syrien national social.

Parmi les autres maisons d'édition ayant publié 4 titres ou moins, certaines ont disparu comme la Dar Ibn Khaldun fondée en 1973 par Mohammed Kichli, un ancien de l'Organisation d'action communiste au Liban (OACL) et d'autres prenaient leur envol, telles que Dar al-Saqi, fondée à Londres en 1984 sous le nom de Saqi Books et qui commença l'édition en arabe en 1987 avant qu'elle ne s'installe aussi au Liban en 1992 et ne devienne l'une des plus importantes maisons d'édition au niveau arabe. Il est aussi à noter que 17 ouvrages ont été publiés à compte d'auteur et sans mention d'éditeur.

Les orientations éditoriales

Le corpus n'est qu'un reflet de la production éditoriale de 1989 dont sont exclus, du moins peut-on le supposer, tous les titres épuisés voire ceux qui n'ont plus aucune pertinence en 2018. Il est cependant possible de supputer que la photographie de l'édition libanaise en 1989, tirée de cette liste, donne des indications traduisant ses grandes tendances et sa variabilité, même sur le plan quantitatif. Le nombre de titres recensés sur la base de données d'alfurat.com est de 706 ouvrages dont 93 sont traduits, soit 13% du total des ouvrages, ce qui est un chiffre relativement important.

Au titre d'une comparaison qui n'est qu'indicative puisqu'une trentaine d'années sépare les deux contextes, le Syndicat des éditeurs libanais avance, sur son site internet, que l'édition libanaise publie annuellement environ 7500 titres dont 2700 nouveautés en incluant les traductions. Ce dernier chiffre représenterait 30% de tout ce qui est publié annuellement par l'édition arabe (environ 8500 titres)⁵.

Il reste à savoir quelles sont les grandes orientations éditoriales que l'on peut déceler à partir du corpus des ouvrages rédigés directement en arabe. La part du lion revient à la catégorie Islam avec 111 titres (15%), suivie de celle des études politiques avec 81 titres (11%), puis l'histoire et ses 69 titres (9,7%). La littérature (54 titres pour les romans et nouvelles, 45 titres pour la poésie, 5 titres pour le théâtre) et les études littéraires (44 titres) représentent environ 22% de l'ensemble. Suivent ensuite des catégories qui se situent sous la rubrique philosophie qui représente 3% de l'ensemble avec 22 titres.

Ainsi, regroupés arbitrairement sous la rubrique langue et incluant les études sur la langue arabe, la grammaire, la linguistique et les dictionnaires, 28 titres ont été repérés, suivis de la rubrique santé avec 19 titres, des religions hors islam avec 18 titres et des mémoires autobiographiques avec 11 titres. Parmi les autres catégories, on pourrait s'étonner du faible nombre de livres publiés dans le domaine des sciences humaines et sociales: la sociologie, le droit et la psychologie ont chacun 10 titres, l'économie 8 titres, la géographie 5 titres, le développement 3 titres, la démographie 1 titre. Les arts comptent 5 titres pour la peinture et 1 titre pour la musique.

Quant aux sciences appliquées et aux sciences du vivant, seuls 11 ouvrages sont mentionnés, le même nombre que pour la rubrique humour, et donc plus que celle du voyage (4 titres), des proverbes (4) et de la magie et rêves (4). Deux encyclopédies, au moins, seraient parues cette année-là ainsi que 2 ouvrages sur le sport et 2 autres sur la presse. Il n'est cependant pas surprenant de relever certaines catégories directement liées au contexte de guerre comme celle sur les sciences militaires avec 3 titres et celle sur l'espionnage avec 5 titres.

Concernant les traductions qui sont au nombre de 93, il est intéressant de noter que 32 ouvrages relèvent de la catégorie littérature avec une surreprésentation de Gabriel García Márquez avec 6 romans publiés par Dar al-'Awda, une présence importante de la littérature classique russe et albanaise avec deux romans de Tolstoï, un de Tchekhov, un de Victor Estaviev et deux d'Ismaïl Kadaré. Le Japon est aussi représenté avec un

Voir sur http://www.publishersunionlb.com/ar/index.php/syndicate

ouvrage de Tanizaki et un de Kawabata, tandis que la France ne compte que trois auteurs traduits: Marguerite Duras avec deux romans, un auteur de romans d'aventure Louis Garneray avec son livre *La Prison flottante* ainsi que Roger Garaudy et son roman *Qui dites-vous que je suis?* (1978) traduit par Souhayl Idriss chez Dar Al-Adab. Parmi les autres auteurs publiés, on relève, avec pour chacun un titre, sauf pour Iris Murdoch qui bénéficie de deux traductions, Oscar Wilde, Robert-Louis Stevenson, Cober, Friedrich Gerstäcker⁶, Erich Segal, Colin Wilson, Italo Calvino, Paul Celan, Friedrich Hölderlin, Shakespeare, Henry Rider Haggard, H. G. Wells.

Dans le domaine des sciences humaines, deux catégories d'ouvrages sont relativement bien représentées, l'histoire et la science politique. Les traductions de livres sur la pensée politique sont au nombre de 11, de même que l'histoire avec des titres tels que La Mafia en Israël, Mémoires de Gromyko, Mémoires de Rokosovski⁷, Mémoires de Rudolf Hess, Les Musulmans oubliés en Union soviétique, Le Dossier noir (un ouvrage sur l'espionnage rédigé par les Soviétiques). La philosophie compte 5 titres, de même que les sciences militaires avec des thèmes tels que La Guerre éclair, Le Commandement dans la guerre. Les sciences appliquées et fondamentales sont au nombre de 9, la santé de 4, les études littéraires de 3 ainsi que l'économie/développement et la religion. L'agronomie, la communication et la psychologie comptent chacun 2 titres. Un seul ouvrage a été traduit pour les relations internationales, la sociologie, la linguistique, le cinéma et la cuisine.

Dans son étude sur l'édition au Liban, Maud Stephan-Hachem faisait remarquer à propos des traductions: « En 1985, on remarque un intérêt pour les traductions scientifiques (20%). Il s'agit surtout d'ouvrages d'informatique: il n'y a pas encore suffisamment de production originale dans ce domaine pour satisfaire les demandes des lecteurs, dont l'intérêt pour les sciences se confirme. Par contre, en philosophie, en religion, en sciences humaines et appliquées, enfin en histoire, la part d'œuvres originales s'améliore⁸. » On peut donc supposer qu'un certain nombre d'ouvrages scientifiques traduits publiés en 1989 avaient perdu de leur pertinence en 2018, particulièrement dans le domaine de l'informatique.

De 1989 à 2018: petit panorama de la littérature arabe

Si l'on se penche sur le détail des œuvres littéraires arabes publiées, on observe que plusieurs romans importants sont reparus en 1989. Dar Ibn Khaldun republiait ainsi Les Aventures extraordinaires de Sa'îd le peptimiste (1974) du Palestinien Émile Habibi, Dar Al-Adab réimprimait trois ouvrages de l'écrivaine féministe égyptienne Nawal El Saadawi, J'ai appris l'amour (1957), Femme au degré zéro (1975), La Mort du seul homme sur terre (1975), ainsi que L'Autre Visage (1960) de l'écrivain irakien Fouad al-Takarli et le recueil de nouvelles La Sueur et les commencements de la lettre Bâ (1956) du romancier palestinien Jabra Ibrahim Jabra. Le même

éditeur republiait aussi deux pièces de théâtre du grand dramaturge syrien Saadallah Wannous Les Aventures de la tête de l'esclave Jabir (1969) et L'Éléphant de sa Majesté (1971).

Le quatrième volume, intitulé *al-Munbat*, de la pentalogie *Les Villes de sel* du romancier Abdel Rahman Mounif⁹, commencée en 1984, peut être considérée comme la grande œuvre marquante de la littérature arabe publiée au Liban en 1989. Elle paraît chez al-Mu'assassat al-'arabiyya lil-dirasat wal-nachr qui republiait du même À *l'Est de la Méditerranée* (1977). Le recueil de poèmes d'Abd al-Fattah Ismaïl, un ancien dirigeant du Yémen du Sud tué en 1986 lors des combats entre deux factions socialistes à Aden, publié chez le même éditeur cette année-là, reste lui aussi disponible. On peut se demander si sa diffusion a gagné des lecteurs en dehors du cercle restreint de ses partisans yéménites.

Concernant la littérature libanaise, des réimpressions datant de 1989 continuent à être diffusées comme *Nos doigts qui brûlent* de Souhayl Idriss, roman publié en 1963 par Dar Al-Adab, En revanche, la première édition de *L'Ombre et l'Écho* de Youssef Habchi al-Achkar chez Dar an-Nahar date bien de 1989. Ces deux écrivains, le premier né en 1925 et le second en 1929, font partie de la génération littéraire des années 1950. La nouvelle littérature libanaise est ici représentée par deux auteurs qui tous deux publient leur cinquième roman: Elias Khoury (né en 1948), avec *Le Voyage du petit Ghandi* chez Dar Al-Adab 10, et Rachid El-Daïf (né en 1945), *Les Techniques de la misère* chez Moukhtarat (non traduit en français) 11. Ces deux livres ont participé de cet essor du « nouveau » roman libanais qui a pris son envol durant la guerre et a inscrit ses décors et ses personnages dans le cadre de Beyrouth 12, comme par exemple *L'Immeuble de Mathilde* publié en 1983 par Hassan Daoud chez Dar al-Sagi 13.

L'édition libanaise est aussi une caisse de résonnance des rapports de force politique dans le pays. Dans ce registre, une curiosité littéraire est à mentionner, la publication d'un recueil de poèmes de Nabih Berry, alors chef de la milice chiite Amal, par Dar Al-Andalous, une maison d'édition dirigée par sa belle-sœur, Samira 'Asi qui dirige le Syndicat des éditeurs libanais. Le livre est donc toujours en vente en 2018 et Nabih Berry est resté l'inamovible président de la Chambre des députés.

De quelques débats de l'époque

Le corpus d'alfurat.com consacré aux sciences humaines et sociales est aussi riche d'enseignements. On peut déjà constater la part extrêmement réduite de l'anthropologie et de la sociologie avec 11 titres, dont une traduction. Plusieurs ouvrages traitent de questions générales telles que La Sociologie contemporaine (Dar al-Nahdat al-'arabiyya), Les Perturbations

⁶ Auteur du roman Les Pirates du Mississippi, 1856.

⁷ Constantin Rokossovski (1893-1968), officier supérieur qui fut nommé au grade de maréchal de l'Union soviétique après avoir pris une part décisive à la victoire contre l'armée allemande durant la Seconde Guerre mondiale.

⁸ Maud Stephan-Hachem, op. cit., p. 86.

Il est né en 1933 à Amman d'un père saoudien et d'une mère irakienne. Déchu de sa nationalité saoudienne, il vécut une grande partie de sa vie à Damas où il mourut en 2004.

Traduit en français par Luc Barbulesco sous le titre Le Petit Homme et la Guerre: le voyage du petit Ghandi, Paris, Árléa, 1994, puis republié chez Actes Sud en 2004.

¹¹ Un extrait de quelques pages a été traduit en français par Leila Guermouche et Brigitte Marino dans *Méditerranéennes/Mediterraneans*, n° 5, hiver 1993, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, p. 97-101.

¹² Ghenwa Hayek, Beirut, Imagining the City. Space and Place in Lebanese Literature, Londres, I. B. Tauris, 2015.

¹³ Traduit en français par Youssef Seddik et publié chez Sindbad-Actes Sud en 1998.

de la vieillesse et leur traitement avec une étude sur le rôle de la vieillesse dans la bataille du développement (Dar al-Nahdat al-'arabiyya), La Question sociologique: le cas de la nation arabe (Al-Charika al-'alamiyya lil-kitab).

Parmi les titres publiés dans ce domaine, certains ressortissent à des thèmes intéressant les lecteurs libanais dans le contexte de la guerre tels que La Violence de l'homme et l'agressivité humaine, contribution aux fondements de la recherche sociologique de l'anthropologue italien Fausto Antonini (Ma'had al-inma' al-'arabi), Le Confessionnalisme au Liban d'après les débats de la Chambre des députés (Dar al-Hamra), Bint Jbeil-Michigan, un récit de voyage du grand sociologue et historien Ahmad Beydoun (Dar al-'Arabiyya lil-tawthiq wal-dirasat wal-nachr), l'ouvrage collectif La Femme libanaise, témoin de la guerre (Dar Qabis), L'État confessionnel, Introduction à la lutte contre la pensée confessionnelle et Crise de civilisation ou crise de la bourgeoisie arabe du penseur communiste libanais Mahdi Amel (chez Dar al-Farabi).

La liste permet aussi de replonger dans certains débats de l'époque. Ainsi, Dar al-'ilm lil-malayin publiait encore une réponse aux versets sataniques de Hadi al-Madrasi, tandis que Dar al-Hadatha faisait paraître un ouvrage de Farjallah Saleh Dib discutant la thèse de l'historien libanais Kamal Salibi qui, dans son livre La Bible est née en Arabie (1985 dans sa version anglaise et 1986 dans sa traduction française), prétendait que les Hébreux avaient initialement habité dans la partie occidentale de l'Arabie. Concernant l'histoire régionale, il faut aussi noter la parution du livre de Nicola Ziadeh¹⁴, Châmiyât: études sur la civilisation et l'histoire, chez Riad El-Rayyes.

L'orientalisme, après la traduction en arabe du célèbre ouvrage d'Edward Saïd, ne cessait d'occuper les esprits de certains intellectuels et al-Markaz al-thaqafi al-'arabi (Le Centre culturel arabe) publiait une étude du Marocain Salem Yafout intitulée *L'Archéologie de l'orientalisme*: de la critique de la raison orientaliste, le titre suggérant une référence à Foucault et à son *Archéologie du savoir*. Le même éditeur publiait un livre du philosophe marocain Mohamed Abed Al-Jabri, *Problématiques de la pensée arabe contemporaine*, et un collectif sur *Le Renouveau de la pensée islamique*, tandis que Dar al-Farabi publiait deux livres du philosophe syrien Tayyeb Tizini, dont *Chapitres dans la pensée politique arabe*. La montée en puissance des mouvements islamistes depuis les années 1970 trouvait un écho au sein du Centre d'études de l'unité arabe qui publiait des colloques sur *Le Dialogue nationaliste-religieux*.

Plusieurs des ouvrages ressortissant à une approche marxiste soviétique, tels que, à titre d'exemples, Les Structures économiques et sociales de l'Orient arabe à l'aube de l'ère moderne de l'historienne russe Irina Smilianskaya 15 et La Perestroïka, l'avenir et nos problèmes de l'universitaire communiste libanais Moufid Qoutaych, restent disponibles chez Dar al-Farabi. Cela renvoie à une des caractéristiques de l'édition libanaise qui est de couvrir un large spectre idéologique.

L'augmentation du nombre de maisons d'édition au Liban et dans le monde arabe après 1989, et donc de la production éditoriale, n'a pas empêché que certains des thèmes évoqués ci-dessus aient gardé de leur attrait pour les lecteurs libanais et arabes. C'est certainement dans le domaine de la littérature arabe contemporaine que l'offre éditoriale est aujourd'hui sans commune mesure avec ce que 1989 avait alors à offrir, aussi bien au Liban que dans l'ensemble du monde arabe.

¹⁴ Ce grand historien syrien, né à Damas en 1907, fut professeur à l'American University of Beirut. Il mourut à Beyrouth en 2006.

Un de ses articles sur le Liban a été publié en anglais: « From Subsistence to Market Economy: The Disintegration of Feudal Relations in Lebanon and Syria in the Middle of the Nineteenth Century», in Charles Issawi (éd.), The Economic History of the Middle East 1800-1914, Chicago, University of Chicago Press, 1966.

Les tournants dans le roman libanais

Introduction

L'année 1989 n'est pas considérée comme une année extraordinaire ayant soulevé des bouleversements au niveau social, économique, politique, culturel ou intellectuel. Pourtant, si l'on regarde de près, elle constitue une étape fondamentale dans le déclenchement d'une série d'événements à l'échelle nationale (la guerre du Liban 1975-1990, l'invasion israélienne du pays en 1982, l'accord de Taëf en 1989), régionale (les accords de paix de 1979, ceux d'Oslo de 1993, l'Intifada de 1987 ayant éclaté entre les deux accords, la fin de la guerre entre l'Iran et l'Irak, la première guerre du Golfe en 1990, etc.), sans oublier d'autres circonstances internationales (la fin de la guerre froide entre les États-Unis et la Russie avec la désintégration de l'Union des pays socialistes soviétiques, l'internationalisation économique et ses répercussions aux niveaux politique, sécuritaire, militaire et culturel, ou encore l'essor du monde informatique, etc.)

Dans ce sens, 1989 constitue un tournant au niveau global, et local libanais par sa participation à l'écriture de l'histoire de la guerre du Liban. Même si cette année ne présente pas une production romancière traitant directement des événements qui y ont eu lieu, elle est marquée par la publication de plusieurs romans inspirés par le conflit comme Le Voyage du petit Ghandi d'Elias Khoury, Les Techniques de la misère de Rachid El-Daïf, sans compter la parution d'autres ouvrages dans les années précédentes tels que Al Thol wal sada [L'Ombre et l'Écho] de Youssef Habchi el-Achkar, Al-Tayoun [La Grande Aunée] d'Ahmad Ali El Zein (1988) ou, un an plus tard, par exemple La Pierre du rire de Hoda Barakat (1990). Tous des romans traitant la question de la ville en guerre et des conditions de vie sous la violence dominante. Une approche diachronique de cette production littéraire n'est toutefois pas à entreprendre dans cette étude pour deux raisons principales: tout d'abord parce que l'œuvre littéraire n'est pas à considérer comme une réflexion directe ou mécanique de la réalité. Un roman publié en 1989, par exemple, ne relaterait pas nécessairement les événements de cette date. D'autre part, le roman, genre littéraire et artistique par excellence, se distingue par une dualité temporaire, l'une imaginaire et l'autre réelle, qui se manifeste à travers des faits concrets. Sans omettre l'une des principales caractéristiques de la structure narrative, à savoir que la temporalité imaginaire oscille entre le temps de la narration, qui se déploie à travers les mots, et celui du sujet de cette narration. Pour toutes ces raisons, le temps de l'écriture ne correspond pas forcément à celui du roman. Un texte peut effectivement être écrit en 1989 tandis que le temps de son récit peut remonter à des années, voire des décennies antérieures (comme pour la plupart des romans) ou postérieures (par exemple, 1984 de George Orwell publié en 1949 où l'écart entre le temps du récit et celui de l'écriture s'élève à 35 années, ou encore Bohane, sombre cité de Kevin Barry publié en 2011 avec un écart de 42 ans vu que son temps de récit se projette en 2053).

Compte tenu du lien entre l'année 1989 avec la guerre, notre article nous porte à aborder le sujet plus large de la littérature de la guerre du Liban. Celle-ci comprend l'œuvre littéraire publiée entre 1975 et 1990 ainsi que d'autres romans abordant la question de la guerre publiée dans une période postérieure, contemporaine ou future. Cet article s'intéresse à l'année 1989 en tant que moment clé de l'évolution du roman libanais. Notre

intérêt repose notamment sur le rôle important que va occuper l'espace urbain à partir des années 1980 en tant que représentation de la nation déchirée par une longue guerre sanglante.

La ville du péché fondatrice de la guerre

Le roman libanais perce sa voie à la fin des années 1950 et durant les années 1960 avec son engagement dans le mouvement moderne. La guerre du Liban (1975-1990) va aussitôt inspirer une mutation à travers de nouveaux sujets, formes ou styles d'écriture. D'un côté, cette évolution est provoquée par des aspects liés directement au conflit; de l'autre, elle est aussi amorcée par l'apparition d'un nombre de nouveaux romanciers comme Elias Khoury, Rachid El-Daïf, Hassan Daoud, Hoda Barakat, Alawiya Sobh et d'autres. Après son affirmation et sa lutte contre certaines tendances réfrénant la modernité, ce tournant s'est présenté comme le fruit principal de la révolution artistique lancée à partir des années 1960.

La création littéraire arabe s'est affirmée d'ailleurs en se différenciant du modèle européen par des formes et des modes d'expression qui lui sont devenus propres. Ainsi, comme dans tout autre domaine des sciences humaines, elle va afficher son succès par son originalité plutôt que par l'imitation.

L'espace urbain est représenté dans le roman libanais à travers une narration dialectique interrogeant la modernité dans le monde arabe. Beyrouth a ainsi incarné la nation, l'État, les habitants, l'histoire, la mémoire, le passé, le présent, le futur, la guerre, la paix et maintes autres composantes de l'existence de l'homme en général. Depuis la parution des premiers romans au Liban, et des histoires courtes qui leur sont antérieures, la ville a occupé une place centrale dans les différents textes littéraires. Alors que les principaux moteurs de la production romancière au Liban étaient la crainte de la ville et l'exode rural — comme une menace exercée sur le monde rural — dans un deuxième temps, ils ont été suivis par une rébellion à l'encontre de la réalité urbaine. Une insurrection qui n'est pas uniquement contre les valeurs plus générales de la ville comme la modernité, l'individualisme, l'exclusion sociale et la suprématie des intérêts financiers mais aussi et surtout contre d'autres caractéristiques produites par la dualité entre modernité et tradition.

Les romans de Leila Osseiran, Leila Baalbaki, Elias El Diri et d'autres, présentent des personnages marqués par l'inquiétude et à la recherche de stabilité ou d'un équilibre psychologique dans une ville qui ne répond pas à leurs ambitions. Dans *Les Dieux défigurés* (1960) de Leila Baalbaki, les personnages se retrouvent sous le poids et les contraintes de la vie qu'ils essaient de fuir avec ou sans succès. Il s'agit de personnages qui n'arrivent pas à intégrer les vieilles traditions familiales et sociétales. Le personnage de l'intellectuel vit à son tour un conflit encore plus intense lorsqu'il se fait à l'idée de l'impossibilité de se libérer complètement de ce lourd héritage. C'est ainsi que Nadim, le protagoniste des *Dieux défigurés* de Leila Baalbaki s'exclame en criant à la fin du roman: «La lumière. Cette lumière débauchée. La lumière de cette ville abominable m'aveugle¹.»

Leila Baalbaki, Al Aliha Al Mamsoukha [Les Dieux défigurés], Beyrouth, Dar Majallat al Cheher, 1960 p. 192

Lina Fayyad, protagoniste de *Je vis!* (1958) de la même auteure, conduit sa révolte non seulement par réaction aux vieilles valeurs familiales mais aussi contre son propre milieu aristocratique. Une révolte qui ne tarde pas à s'étendre pour réagir contre tout comportement dicté par un système capitaliste et déformé à l'image de la ville. Dans une mise en confrontation entre la vie nocturne à Beyrouth, d'une part (avec ses bars, ses prostituées, ses salles de jeux et les excès de la haute société), et celle des classes défavorisées, de l'autre (comme les vendeurs de journaux, les colporteurs, les proxénètes, les fumeurs de haschich dans les taudis), elle dit: «Mon père se vante de cumuler ses richesses, de ses rapports amicaux avec les Français au temps du mandat, comme si ce bonheur où il baigne n'était pas l'une des causes de la privation de milliers de familles².»

Désorienté, le protagoniste du Dernier Homme (1961) d'Elias El Diri plonge dans sa solitude et son malaise dans une ville qu'il décrit comme ennuyante ou vide, et qu'il souhaiterait voir plongée un jour dans l'obscurité³. Dans Le Mur du silence (1963) du même auteur, la ville se vide complètement et «se renferme sur l'avidité, la rancune et l'hypocrisie⁴». Il s'agit de la ville « au visage hébété, hautain et vide », infectée et corrompue pour Leila Osseiran⁵. Elle est la ville «meule» qui écrase ses citovens comme le décrit le roman de Toufic Youssef Aouad. Dans les meules de Beyrouth (1969). Mais elle est aussi la ville qui séduit les Arabes par son nom comme une danseuse de cabaret selon la description de Ghada Samman dans Beyrouth 75 (1974)6. C'est un Beyrouth qui a rejeté ses propres fils et qui a refusé d'accueillir les émigrés du monde rural, à commencer par les plus éduqués qui vont ressembler chez Youssef Habchi el-Achkar dans Quatre juments rouges à «un nombre d'individus à la recherche d'un monde qui n'a pas encore été inventé où chacun tente sa chance à le recréer à sa manière sans pouvoir lui attribuer ni des gens, ni des formes, ni un contenu quelconque, le condamnant ainsi à rester suspendu dans le vide⁷».

Chez l'auteur Mohammad Itani, Beyrouth incarne les mutations sociales dans l'histoire moderne du Liban. C'est à travers Le « Hoch Choumane », d'une part, (grande cour entourée de cabanes en bois ou en brique avec des petites pièces louées à des hommes du Hourane, des vendeurs de tissu, des maçons, des enseignants d'école primaire, des chauffeurs...) et le quartier aristocrate nommé Sursock, de l'autre, que l'écrivain va résumer l'histoire de Beyrouth en la décrivant comme une histoire de grands commerçants, de propriétaires, de ministres, de députés, de représentants de banques occidentales notamment américaines, d'entrepreneurs et même quelques représentants des ouvriers et des paysans qui, dans le but de préserver leurs privilèges, n'ont jamais arrêté leur rapprochement des forces coloniales⁸.

2 Id., Ana Ahya! [Je vis!], Beyrouth, Al Maktab Al Tijari, 1964, p. 34.

3 Elias El Diri, Al rajoul al akhir [Le Dernier Homme], Beyrouth, As Sama, 1961, p. 20.

Ghada Samman, Beirut 75, Beyrouth, Éditions Ghada Samman, 1993, p. 5.

C'est ainsi que les œuvres d'avant-guerre ont dépeint une ville grossière et excessive ne correspondant pas aux attentes de ses citoyens, toutes appartenances confondues (comme les pauvres ou les marginalisés de la société, les militants politiques et les intellectuels, les citoyens descendants de familles aristocrates, de milieu populaire ou urbain, etc.), et qui ne vont pas hésiter à déverser toute leur colère contre cette ville en lui attribuant les qualificatifs les plus haïssables exaltant ses défauts.

L'espace urbain et la guerre

Les renouvellements conceptuels dans la littérature qui ont tracé leur route depuis les années 1960 se sont ancrés davantage durant la guerre au Liban (1975-1990). En effet, la longue durée du conflit a constitué un deuxième tournant quant à la structure du roman libanais qui se caractérise par l'absence totale du héros ou de tout personnage mythique invincible ou sacré. Au contraire, le personnage central est présenté par ses qualités humaines. D'autre part, les déchirures subies par le récit, par sa temporalité et par les lieux de l'action vont annoncer un déclin de la narration au profit du discours littéraire plus général. La fin des années 1980 illustre. à cet égard, un développement progressif dans les techniques, les styles et les modes d'expression, tout comme dans l'interaction entre ces éléments. Effectivement, l'espace de la ville commence à s'investir de nouvelles significations et visions. Comme le précise Hassan Bahraoui, l'espace narratif «ne se forme qu'à travers une certaine vision. Parler du lieu dans le roman équivaut à une description de la vision de l'auteur de son propre point de vue. La connaissance et l'appropriation de l'espace décrit se font donc à travers ce regard. le lieu n'étant autre qu'une image construite dans l'esprit du narrateur. Elle est assimilée tout d'abord par sa conscience avant d'être présentée successivement dans son discours 9 ».

Beyrouth, qui représentait dans certaines œuvres littéraires un monde extérieur menaçant le milieu rural libanais, s'aligne en temps de guerre avec le village pour combattre un certain « extérieur » qu'incarne le conflit et l'émigration (voir Emily Nasrallah, *Vol à l'envers du temps*, 1981). L'opposition entre la ville et le village semble donc s'être atténuée ou, du moins, exprimée de manière plus mature. Puisant son sens dans une recherche plus existentielle et philosophique, cette contradiction va se déplacer vers les personnages du roman, tout en se manifestant à travers leurs déchirures entre plusieurs lieux et appartenances dans un pays comme le Liban incapable de rassembler son peuple (voir Youssef Habchi el-Achkar, *Al Thol wal sada [L'Ombre et l'Écho]*, 1988).

Pour Zahra, protagoniste du roman de Hanan El-Cheikh, *Histoire de Zahra* (1980), la maison et ses murs deviennent un espace très étendu. Cette nouvelle ampleur ressemble à celle de la liberté que cette femme a acquise durant le conflit et à son émancipation des contraintes que représentait l'extérieur pour elle autrefois: «La guerre — selon Zahra — a mis au même statut, d'un côté, les différences esthétiques et financières, la peur, les traditions avec les cadavres amassés, de l'autre. Je me demande si la guerre devait effectivement resurgir avec tout son poids, toutes ses

⁴ Id., Jidar al samt [Le Mur du silence], Beyrouth, Publications Al Rahbaniya al Loubnaniya, 1963, p.11 et 63.

⁵ Leila Osseiran, Al madina al farigha [La Ville vide], Beyrouth, Charikat al matbouaat lil tawzih walnachr, 1966, p. 17 et 62.

⁷ Youssef Habchi el-Achkar, Arba' afras homr [Quatre juments rouges], Saida/Beyrouth, Éditions Al-Maktaba al-assriya, 1964, p. 73.

⁸ Mohammad Itani, Habibati tanam ala sarir min thahab [Mon amour s'endort sur un lit en or], Beyrouth, 1972), p.39 et 52.

Hassan Bahraoui, Bounyat al chalk al riwaii [La Structure formelle du roman], Beyrouth, Al-Markaz al-Thakafi al-arabi, 1990, p.101.

misères et toute sa destruction pour faire de moi une personne normale qui ne s'isole pas pendant des heures et des journées entières dans la salle de bain 10.»

En contrepartie, les lieux se réduisent et se rétrécissent de plus en plus (maison, salle de bain, chambre, etc.) dans d'autres roman comme Le Tyran (1983), Passage au crépuscule (1986), Les Techniques de la misère (1989) de Rachid El-Daïf, ou Al-Tayoun (1988) de Ahmad Ali El-Zein et Thé noir (1995) de Rabee Jaber. Ici, la composition de l'espace et des objets qui l'occupent est décrite par des données géométriques très précises (comme chez Rachid El-Daïf et Rabee Jaber), dans le but d'accentuer la sensation de renfermement et de rapprocher l'image de la ville à celle d'une prison, d'une écurie ou même d'une tombe.

En temps de guerre, dont 1989 marque un tournant important, une tendance générale d'un repli sur soi est à noter chez les auteurs libanais. Cette solitude presque volontaire se présente comme un outil pour dénoncer la violence et la criminalité de la ville. Notre recherche précédente sur le regard littéraire de la guerre ¹¹ nous permet de confirmer ces propos où « la production romanesque florissante durant le conflit et l'attitude des différents auteurs à rejeter la violence et les hostilités ne sont autres qu'une expression de résistance et d'unité face à la déflagration. Cette unité conteste la séparation de la société en deux clans et remet en lumière à travers la littérature des catégories marginalisées de la société libanaise, à savoir tous les individus qui ont du mal à exprimer leur mécontentement ». La ville devient ainsi rejetable comme la guerre qu'elle a produite et qui lui attribuera les adjectifs de criminelle, violente, sauvage, sexiste, sanguinaire, terroriste, etc.

La ville se transforme donc en une grande prison renfermant ses habitants dans des cercles clos loin de leur passé et de leur futur. Quant à la mémoire, elle se retrouve martyrisée, forçant les personnages principaux et secondaires à se contenter de l'instantané en les réduisant à l'instinct animal. Cette mémoire déchirée est qualifiée chez Paul Ricœur de « mémoire empêchée », ou d'une mémoire blessée par un certain traumatisme qui la rend complètement « oublieuse » 12. L'image décrite par Ricœur nous reconduit à celle d'une nation blessée et perdue. Nous repensons notamment au moment où la guerre a ravagé Beyrouth « un jour de décembre 1975, où tout se confondait. Les miliciens ont attaqué les gens et la mort s'est déclarée. [...] Depuis, on commença à apercevoir des masques. Tout le monde en porta et Beyrouth qui ne pouvait plus se remettre debout, mourut ce jour-ci. Les miliciens sont sortis comme des fous, les balles s'éclataient contre les innocents. Ce jour-là, la guerre contre les gens s'est déclarée 13, »

1989 et ses résonances romanesques

L'agitation et la déchirure qui s'est manifestée depuis la fin des années 1980 — en passant par l'année significative 1989 — et l'apparition d'une mémoire blessée voire martyrisée dans le roman libanais ont semé les germes d'une longue ressuscitation mémorielle. Celle-ci a mené le récit à travers des formulations directes ou indirectes. Par une formulation indirecte ou implicite, il s'agit du mode d'allusion à la déchirure de la mémoire. Tout en restant relativement détachée, celle-ci s'ancre dans la mémoire et dans le passé. Comme le cas de tout genre littéraire qui s'associe à ses modèles précédents au rythme de mutations et transformations sociales. Certains romans, par exemple, témoignent d'un conflit entre la mémoire individuelle ou collective, d'un côté, et tout ce qui leur porte atteinte, de l'autre, comme pour reformuler une nouvelle mémoire saine. Un exemple éloquent à ce sujet est à relever dans les propos du romancier Elias Khoury décrivant sa grande préoccupation de préserver et mettre en lumière ce que l'histoire officielle libanaise dissimule.

« J'ai découvert à l'improviste être un individu qui a pris conscience de la guerre civile dès ses préambules en 1968. J'ai découvert aussi que la société a effacé son histoire comme si elle portait une gomme gigantesque et qu'elle effaçait son passé. En effet, il n'existe aucun texte écrit sur 1860 ni sur la «révolution des Vingt» connue sous le nom de la révolution de 1958. Le sentiment de terreur se manifestait lorsque je réalisais que je vivais une guerre (1975-...) qui aura le même sort que tant d'autres. Ceci m'a poussé à l'écrire. Et c'est là que j'ai entamé mon parcours dans l'écriture de la mémoire 14.»

Cette hantise inspirée par les valeurs de la modernité est perceptible encore aujourd'hui. Elle se manifeste dans le roman à travers plusieurs mécanismes qui se croisent et se rapprochent. Parmi ces mécanismes, deux nous interpellent particulièrement: d'abord, la récupération du passé dans un souci de l'interroger et de le comprendre pendant que la ville, image de la patrie, est placée au centre de ce questionnement. En deuxième lieu, il s'agit de la construction de personnages qui sortent de leur l'isolement. En refusant de limiter leur existence aux préoccupations de tous les jours, ils constituent les bases principales de cette recherche mémorielle.

Ce principe s'est révélé dans la littérature des années 1990 jusqu'aujourd'hui chez plusieurs auteurs comme Hoda Barakat, Najwa Barakat, Alawiya Sobh, Iman Hmeidan, Jabbour Douaihy, Jana el-Hassan et d'autres. Tous ayant mis en exergue une tendance à ressusciter la mémoire indépendamment de leur génération ou style d'écriture.

Dans La Pierre du rire (1990) de Hoda Barakat, par exemple, le roman repose sur une construction classique où la narration est chronologique et linéaire tournant autour d'un personnage principal et d'une narratrice cachée derrière lui sans dissimuler sa voix. L'auteure utilise ici une métaphore pour pleurer sa ville et soi-même: à l'aide du «rire» emprunté à une ville plongée dans le conflit, elle met à nu la violence machiste de la guerre

Hanan El-Cheikh, Hikayat Zahra, Beyrouth, Dar Al-Adab, 1980, p.192. Traduit en français sous le titre de Histoire de Zahra, Paris, Jean-Claude Lattès, 1985, puis Arles, Actes Sud, 2005.

¹¹ Rafif Rida Sidawi, *An Nazra al riwaiya ila al harb (1975-1990) [La Guerre vue par le roman (1975-1995)]*, Beyrouth, Dar Al-Farabi, 2003.

¹² Paul Ricœur, La Mémoire, l'histoire, l'oubli, Paris, Éditions du Seuil, 2000, p. 83-109; 585-589.

Elias Khoury, Rihlat Ghandi Al Saghir [Le Voyage du Petit Gandhi], Beyrouth, Dar Al-Adab, 1989, p.193. Traduit en français: Le Petit Homme et la Guerre: le voyage du petit Ghandi, Arles, Actes Sud. 2004.

Yousra Al-Amir, «Entrevue avec Elias Khoury», Beyrouth, Al-Adab, nº 87, juillet-Août 1993, p. 59.

qui déstabilise toutes les valeurs en dévoilant certains défauts ancrés depuis des générations. Le rire de la ville va même pousser la narratrice à une sorte de lamentation et à plaindre son héros Khalil à la fin du roman lorsqu'il est devenu un « mâle qui rit ». Ayant choisi une posture machiste très différente de la sienne, elle n'arrive plus à le suivre et dit même vers la fin que Khalil n'est plus... «Il est devenu mâle et le suis restée femme ». dit-elle¹⁵. Les vices de la ville et les répercussions de sa guerre sont illustrés aussi dans Les Illuminés (1993) qui raconte une lutte sans merci entre la virilité et la féminité chez le même héros masculin. Une lutte qui le conduira à la folie et qui le poussera bientôt à tuer la femme qu'il aime. frustré de ne pas pouvoir être autre que ce qu'il est ni de faire taire la féminité, en lui. Ainsi, le discours romancier semble écrasé par un monologue cauchemardesque qui invite le lecteur à contempler de plus près la virilité et son rapport à la féminité tout en restant enfermé dans le temps et les lieux de la guerre. De là, nous pouvons imaginer la gravité des conséquences de tous les scénarii qui peuvent avoir lieu dans un tel cercle, dans un conflit réel ressemblant à celui d'un héros qui déteste ses différents et ne reconnaît que son semblable.

Métaphoriquement, la ville et la guerre sont présentes aussi chez Najwa Barakat dans *Le Bus des gens biens* (1996). Dans l'absence de scènes d'obus et de tirs de balles, le bus est ici présent pour incarner toutes les villes arabes. La ville et la guerre semblent bien présentes à travers cette absence. D'ailleurs, c'est par le biais d'une guerre psychologique que Najwa Barakat affirme son style « à travers l'utilisation d'expressions linguistiques tombées en désuétude et presque méconnues du public. Ceci s'explique par une redécouverte d'un contexte temporel spécifique dont les références de langage se sont perdues ou marginalisées 16».

Comme si, à travers cette recherche dans le temps, les images « sortaient d'un glossaire riche par son répertoire lexical comme dans l'inventaire d'un souk Mamelouk ou le texte d'un ancien livre de magie arabe ou dans la liste d'expressions liées à la copulation, etc. » pour nous diriger vers un miroir de soi et vers « une satire de l'esprit qui exalte la laideur collective à laquelle nous sommes volontairement ou involontairement liés ¹⁷ ».

Dans Maryam ou le passé décomposé (2002), l'auteure Alawiya Sobh touche à la question des problèmes de la ville parallèlement à ceux de ses individus effrayés de découvrir leur propre soi en temps de paix, surtout après leur défaite durant la guerre. La multitude des histoires dans le texte de Sobh et la variété des figures féminines qui le composent participent à souligner l'injustice contre la femme en général. Toutefois, cette approche ne se limite pas dans son récit au croisement entre l'histoire de l'homme et celle de la femme. La narration s'interroge plutôt sur le destin de tout un peuple et de sa nation. Mais ce qui distingue ces questions est surtout «... l'incapacité des personnages à former des individus indépendants avec des traits qui les distinguent les uns des autres 18». Car c'est bien la guerre qui a opprimé ces gens en poussant ceux qui ont refusé la défaite vers

la folie (comme le personnage de Zouheir, médecin et acteur de théâtre dans le roman). Les guestions pleines d'amertume que pose Alawiya Sobh puisent leur source dans l'histoire d'un peuple et d'une nation ayant eu un jour un rêve et la révolution avant que la guerre et la période de paix ne déchirent leur mémoire. Une déchirure qui semble aussi lui épargner la peine de regarder son propre soi. Cette ligne narrative est reprise par Alawiya Sobh dans Dounia [La Vie] (2006) et dans Ismouhou al gharam [C'est l'amour] (2009) où on assiste à une vraie décomposition de la réalité. D'autre part, l'enchaînement des histoires constitue un vrai moteur de sens qui préserve le texte de tout glissement vers la superficialité en concentrant le lecteur sur les spécificités et les détails de la vie quotidienne de la société. La désintégration des relations entre les différents personnages est comparable, en effet, à celle de la société d'après-guerre. Dans cette dernière, les anciennes valeurs se sont toutes transformées. cédant la place à l'apologie de l'ego, à la culture de l'instantané et à une course téméraire vers une nouvelle modernité mondiale.

<u>D'une mémoire oublieuse</u> à une mémoire d'insistance

Avec la nouvelle génération de romanciers et romancières nés durant la guerre et émergeant aux débuts des années 2000, une expression inédite de la guerre apparaît. Ces auteurs, qui n'ont pas vécu la guerre au même niveau de conscience que leurs prédécesseurs, se sont imprégnés de ses séguelles (à sayoir la destruction, les textes qui l'ont documentée, les souvenirs, les textes littéraires et non littéraires, la mémoire collective, la mémoire des parents, etc.) et ont marqué dans leurs travaux un changement dans la structure du roman libanais. Basées sur les personnages, le lieu, le temps et l'histoire, ces composantes cessent d'être un moyen d'expression d'une vérité absolue. Il devient rare à partir de cette période de retrouver un personnage de roman en tant qu'acteur d'un événement ou portant les mots de l'auteur. Au contraire, nous nous trouvons souvent devant des individus ayant leur propre mode d'existence et leur propre sensibilité ou pratiques d'interaction avec les autres. Ces caractéristiques générales apparaissent indépendamment des techniques narratives des jeunes auteurs. En réalité, ces derniers semblent privilégier une mise en scène cinématographique qui semble silencieuse malgré les différentes temporalités des scènes décrites. À cet égard, nous pensons à Al-Ousbouh al-akhir [La Dernière Semaine] (2006) et Studio Beyrouth (2008) de Hala Kawtharani ou encore à l'œuvre de Hilal Chouman Napolitana (2010) où la description de l'action du personnage principal est confiée à une caméra qui enregistre ses moindres mouvements. Dans Hobb Bayrouti [Un amour beyrouthin] (2009), les histoires de Sahar Mandour se croisent et s'entremêlent dans une sorte de théâtralité qui met en avant un temps instantané riche en détails de la vie quotidienne et mis en relief par l'usage du temps présent. Se présentant normalement à travers des rétrospections plus ou moins longues, la mémoire lointaine semble, dans cette catégorie de romans, très réduite ou presque unie à la narration du temps présent. Les souvenirs s'intègrent donc à travers des mots qui résument succinctement une longue mémoire ramifiée. Un exemple à cette tendance est donné par Limbo Beirut (2013) de Hilal Chouman et 32 ou Hobb Bayrouti [Un amour

Hoda Barakat, Hajar Al Dahik [La Pierre du rire], Beyrouth, Dar Riad Al-Rayyes, 1990. Traduit en français: La Pierre du rire, Arles, Actes Sud, 1996.

¹⁶ Ahmad Beydoun, «Malameh li hader al thakafa fi Loubnan [Les Traits de l'actualité culturelle au Liban]», conférence donnée à la Fondation Abdul Hameed Shoman, Amman, septembre 2002.

¹⁷ Ibio

¹⁸ Ibid.

beyrouthin] de Sahar Mandour. Dans ce genre littéraire, le lecteur se trouve initié à toutes les problématiques abordées auparavant comme l'aliénation, l'ennui, l'immigration, la ville suspicieuse, l'amour perdu, la guerre et ses répercussions sur la nouvelle génération, etc. Ces questions, toutefois, sont présentées du point du vue du temps présent et de ses transformations qui se distinguent des conditions du temps passé. Parfois filmique et parfois théâtral, le récit s'éloigne de la longue remémoration à laquelle l'ancienne génération d'auteurs confiait le rôle du lien entre l'actualité et le passé. Par ailleurs, nous remarquons aussi une nette prise de distance avec le tournant qui a marqué le roman libanais dans les années 1960 et 1970. Mais si ces qualités se manifestent dans l'œuvre de la majorité des auteurs de cette génération, d'autres se démarquent de cette tendance. Dans Tabek 99 [Le 99e étage] (2014) Jana Fawaz el-Hassan s'éloigne, par exemple, du découpage scénique au profit d'une construction ou performance linguistique dépourvue d'images métaphoriques. À travers une histoire d'amour, la jeune écrivaine propose une sorte d'investigation de la mémoire personnelle tout en questionnant son lien avec la mémoire collective. Cette démarche a porté ses fruits dans une mémoire errante entre les années 1982 et 2000 en s'ouvrant parfois aux années 1940 et la Nakba de la Palestine.

Ceci prouve encore l'attachement à cette tendance romancière à dépeindre la mémoire déchirée, à illustrer des personnages contraints à une existence instantanée, et à explorer la question de la mémoire dérangée et la mémoire féminine. Nous assistons même à une multitude de courants dans un même roman ou à une déviation d'une œuvre à l'autre chez le même auteur. Comme c'est le cas de Rabee Jaber dont les premiers romans des années 1990 comme Chay aswad [Thé noir] exprimaient cette tendance à l'instantanéité dans la narration ou à la mémoire dérangée et oublieuse précitées. Dans le récit imaginaire Bayrut madinat al-alam [Beyrouth ville du monde] dans ses trois parties (2005-2007), le même auteur explore l'histoire et la mémoire de Beyrouth en transformant la ville/ lieu en personnage central qui interagit avec les autres personnages du roman tout en incarnant symboliquement la pluralité de sens et de valeurs que ces gens lui attribuent.

La ville et la guerre comme deux socles du roman

Alors que la guerre devenait omniprésente dans la majorité des œuvres littéraires libanaises, le rapport à la ville restait conflictuel, épuisant et contradictoire. Comme le dit la romancière Iman Hmeidan dans une entrevue donnée au journal As-Safir: « Beyrouth est une hécatombe de la mémoire [...] mon rapport avec le passé et le présent de cette ville est complexe et ambiguë [...] combien de fois me suis-je dit que cette ville n'est pas celle que je veux. Combien de fois je me suis dit que Beyrouth était une fois la ville dont je rêvais. Aujourd'hui, je commence à douter de ce soi-disant « il était une fois ». Mais faudra-t-il demander à celui qui perd la foi de s'excuser ou de réinventer un autre passé qu'il n'a jamais vécu 19? »

19 Iskandar Habache, «Al rouya al moultabissa li Beyrouth: laken moutafaila [La vision conflictuelle mais optimiste de Beyrouth]», As-Safir, 29 décembre 2006.

Beyrouth est incarné pour la plupart du temps chez les auteurs de plusieurs générations par sa zone ouest et principalement par le secteur de Ras Bevrouth où se situent les rues Hamra et Bliss ainsi que la corniche. Mais même si le contexte géographique reste souvent abordé sous l'angle de la reconquête des souvenirs d'une belle époque perdue, ce retour se focalise aussi sur la transformation sémantique des lieux qui s'identifie avec l'humeur mélancolique des personnages du roman et du mal qui les tourmente. Le retour à ces quartiers ne se fait donc pas pour des raisons liées à leur beauté, Beyrouth n'étant pas une belle ville dans l'absolu. Ceci nous ramène aux affirmations de Jean Said Makdisi qui présente Bevrouth dans ses souvenirs tout d'abord comme «la ville qui était belle²⁰» avant de préciser ultérieurement que la ville « qui n'était pas dans la période moderne une belle ville dans le sens traditionnel du terme²¹» avait toujours été critiquée par ses habitants pour le manque d'une planification urbaine efficace avant de devenir après la guerre une vraie «forêt de béton²²». Dans l'après-guerre, nous n'assisterons pas effectivement à une renaissance du quartier de Hamra qui avait dépassé de loin les secteurs périphériques. Datant de la moitié du xixe siècle, ce quartier a consolidé son rôle comme centre de commerce, de tourisme, de bureaux tout en gardant son rôle résidentiel et culturel remarquable 23. Nous n'assisterons pas non plus au retour de la corniche maritime, trait d'union entre les différents secteurs et « [lieu] logé au pied de la colline non loin du campus de l'université américaine, de Hamra et des grands hôtels²⁴». Le retour aux conditions d'avant-guerre de ces lieux n'aura lieu donc qu'à travers l'histoire individuelle des gens et l'interaction de chacun d'entre eux avec la grande métamorphose du pays.

Beyrouth 2002 (2003), de Renée Hayek, offre un regain d'intérêt à ces quartiers tant abordés, comme les quartiers de l'université américaine et de Hamra. Le retour sert cependant la description de la transformation et de la globalisation de ces lieux à commencer par ses cafés, ses pubs et ses restaurants. Les lieux connus comme le « Blue note », le « Smuggler » ou d'autres cèdent la place à « Scoozi », le « Virgin Megastore », « Kalinka », « Starbucks », « Al Dente », « Beau gosse », « Baguette » et d'autres endroits attirant la génération d'après-guerre décrite dans le roman. Ces derniers fréquentent les mêmes lieux, profèrent les mêmes insultes et souffrent du même type d'ennui et des mêmes difficultés relationnelles. Ce récit au temps présent raconte Beyrouth à travers la vie quotidienne de ses jeunes avec un rythme d'écriture qui calque la réalité.

Jean Said Makdisi, Beirut Fragments: A War Memoir1975-1990, Persea Books, 1990, p. 37.

²¹ Ibid., p. 82.

²² Ibid., p. 14.

²³ Waddah Charara, Ahwaa Beirut wa masarihouha [L'Esprit et les théâtres de Beyrouth], Beyrouth, Dar An-Nahar. 2009, p. 24 et 210.

²⁴ *Ibid.*, p. 209.

Dans le cadre du deuxième tournant que connut le roman libanais — dans lequel l'année 1989 a présenté un moment crucial — la ville/patrie continue à symboliser l'aliénation des personnages de leur contexte de vie. Ébranlée par la guerre et par les contrastes de sa société, la ville a été ainsi reconstituée à travers les vies peinées de ses habitants.

Toutefois, les critiques virulentes de la ville et la révolte contre ses conditions de vie très fréquentes dans la période d'avant-guerre vont céder à un discours nettement plus calme. Portée par le narrateur ou le personnage principal, cette lecture de la ville déclenche plutôt une immersion dans la mémoire historique du pays. Selon les cas, cette mémoire est remise en avant pour être réinterrogée ou, au contraire, elle fait juste l'objet d'une contemplation. De ces deux tendances qui dominent, il apparaît que le roman libanais post-1989 n'a pas délaissé totalement le questionnement sur le sens, la vérité et la réalité, et n'a pas rompu avec les grandes lignes du projet moderniste (le règne du sujet et de la raison, par exemple). D'autre part, il semble prématuré de désigner cette rupture vis-à-vis des traditions idéologiques (artistiques) de la modernité comme élément fondateur d'une école ou d'un courant à part entière issu de la période mouvementée de la fin des années 1980. Il reste pourtant à dire que plusieurs types de transformations subies par le roman libanais s'imprègnent des mutations de l'histoire du pays datant de cette période.

Tremblements de terre

En 1989, quel est l'état du cinéma libanais?¹ Après de longues années de guerres durant lesquelles les infrastructures existantes ont été détruites, la production cinématographique se redéveloppe progressivement au Liban à partir des années 1990 et voit éclore une nouvelle génération de jeunes réalisateurs associés à des producteurs aussi bien libanais qu'étrangers, principalement européens.

Les films de cette période s'ouvrent vers un cinéma diffusé et reconnu à l'international souvent plus culturel que commercial, juxtaposant documentaire et fiction jusqu'à en troubler les genres. Initié dès les années 1970 par des cinéastes comme Jocelyne Saab, Borhane Alaouié, Jean Chamoun ou Maroun Bagdadi, considérés comme les précurseurs du «Nouveau cinéma libanais», dont les œuvres anticipent, annoncent puis traversent la guerre et en font un thème majeur renouvelé et critique, ce cinéma de l'après conflit en redéfinit cependant largement les contours et identités pour s'inventer comme matière à penser l'après mais et surtout «capturer quelque chose d'un moment²».

Avec cette nouvelle génération, au sens aussi bien de communauté culturelle et sociale que groupe démographique³. le Liban ne découvre cependant pas une école cinématographique. Souvent éduquée à l'étranger et rarement au cinéma, elle se caractérise par des approches transdisciplinaires pour lesquelles ses représentants empruntent à l'art plastique, l'architecture ou à la photographie, comme en attestent les œuvres filmées de Fouad Elkoury, Akram Zaatari ou Joana Hadjithomas et Khalil Joreige. Ces derniers illustrent parfaitement la tendance: nés en 1969: un parcours d'artistes plasticiens reconnus (ils ont été lauréats du prix Marcel-Duchamp en 2017; ont exposé leur travail dans de nombreuses institutions internationales comme le centre national d'art et de culture Georges-Pompidou, le Jeu de paume à Paris, le MAXXI à Rome ou à la Sharjah Art Foundation aux Émirats arabes unis); formés, pour lui, par des études de droit et de philosophie, pour elle, de sciences politiques, puis pour les deux, de littérature avec option Arts du spectacle à l'université de Nanterre 4. Cités comme artistes-cinéastes, c'est également en ces termes qu'ils se présentent, comme beaucoup de membres de cette génération qui multiplient les profils et le revendiquent⁵: commissaire d'exposition, architecte,

cinéaste, artiste, photographe... Leur trajectoire s'inscrit dans un processus continu où le média, qu'il soit cinématographique, muséographique ou plastique, est constamment réinterrogé en lien avec le réel libanais.

Le terme de singularité semble donc mieux caractériser ces individualités dont le point de rassemblement se définit par une posture très critique où leurs œuvres cinématographiques enquêtent et témoignent de la société libanaise, aussi bien par le documentaire que la fiction, et tentent d'ouvrir des brèches dans le silence politique de l'après-guerre. Elles se veulent, et cela jusqu'aux récentes réalisations dernièrement présentées à Cannes ou Los Angeles, des miroirs d'une société complexe largement situés dans une ville, Beyrouth, tout aussi complexe, qui sert à la fois de décor, de sujet et de condensateur, car Beyrouth est, depuis les prémices de la guerre, une ville de cinéma jusque dans les titres: West Beyrouth, Il était une fois Beyrouth, Beyrouth fantôme, Beyrouth ô Beyrouth, Beyrouth, la rencontre... D'avant à l'après-guerre, les thématiques cinématographiques évoluent, mais certaines perdurent, évoluant au grès des situations historiques:

- la place de la jeunesse dans la société libanaise et son positionnement adopté par rapport à la guerre et l'exil forcé ou choisi, conséquence de celle-ci; en miroir du propre destin et de la propre existence des cinéastes⁷;
- la relation entre ville/village, qui elle évoque l'exil urbain pendant les conflits, l'attachement et la perte d'une relation très forte au territoire et la question du possible retour à la fin de ceux-ci⁸;
- le poids des communautés qui marque le Liban;
- la question palestinienne dans la société libanaise, un sujet longuement documentaire auquel quelques rares fictions se sont attachées pour en faire un sujet de cinéma dès la fin des années 1960 avec des cinéastes comme Christian Ghazi ou encore Gary Garabedian (Kary Karabidyan), réalisateur de Nous sommes tous des fedayin (Koullouna Fida'iyoun, 1969).

D'autres thématiques, comme l'image latente, la ruine, le refoulé vont apparaître, issues des soubresauts de l'histoire libanaise contemporaine et l'émergence de cette critique du réel avec la fin des conflits. Elles s'inscrivent plus spécifiquement en lien avec la reconstruction du centre-ville de Beyrouth et la fondation en 1994 de Solidere, société privée foncière libanaise en charge de celle-ci, le retour d'exil ou l'établissement de réfugiés

Christelle Lecœur

¹ Dans le cadre de cette communication, il n'a pas été question d'approfondir l'histoire du cinéma libanais avant et pendant la guerre. Pour plus d'informations, je renvoie aux éléments bibliographiques cités en fin d'article.

Voir note à suivre des entretiens réalisés par Quentin Mével. Idée énoncée par Hadjithomas et Joreige.
 Les principaux représentants sont nés entre le début des années 1950 et le début des années 1970.

Le Cinéma de Joana Hadjithomas & Khalil Joreige, entretiens avec Quentin Mével, Paris, éditions Independencia, 2013, p. 11. À l'automne 2013, les 18,19 et 20 octobre, le musée du Louvre a lancé un programme de recherche sur plusieurs années (2013-2016) intitulé «La Catastrophe et ses représentations ». Il comprenait un colloque, un cycle de conférences et de projections autour de ce thème et de ses représentations dans l'art et, par extension, dans l'architecture. Le thème de 2013 était la ville et ses ruines: « Villes en ruines: regards croisés. » Ce cycle projetait des films souvent en fin de journée et organisait des tables rondes aussi bien sur le rapport de la photographie à la ruine, que sur la dimension historiciste et archéologique de la catastrophe, sa mémoire ou sa représentation dans les collections du Louvre. La dernière journée, plus orientée vers l'art contemporain et la vidéo, présentait les travaux de l'artiste Louidgi Beltrame, invité dans un entretien avec Catherine David, commissaire d'exposition. C'est dans ce cadre qu'était projeté également le film de Hadjithomas et Joreige Je veux voir (2008) et organisée une rencontre des cinéastes avec Isabelle Regnier, critique de cinéma. Celle-ci les présentait comme ayant un pied dans l'art contemporain et l'autre dans le cinéma. Leur œuvre singulière et cohérente s'inscrit dans les soubresauts de l'histoire contemporaine avec une dimension très concrète de leur travail articulé sur des questionnements théoriques d'une histoire en train de se faire

⁵ Voir les sites respectifs des cinéastes cités.

Avec peut-être un bémol à exprimer pour les œuvres de Ziad Doueiri, L'Insulte (2017) et de Nadine Labaki, Capharnaüm (2018) qui ont certes remporté un succès dans les festivals et en salle mais dont on peut interroger les ressorts fictionnels et les modes de construction du récit éloignés des cinéastes cités dans cet article.

Plusieurs œuvres de Borhane Alaouié traitent de ce thème: Beyrouth, la rencontre (Beyroutou el lika, 1981), Lettre d'un temps de guerre (1984). Comme beaucoup de ses compatriotes, le cinéaste se résout à l'exil dans les années 1980, entre Bruxelles et Paris. Cette expérience douloureuse est illustrée par deux films: Lettre d'un temps d'exil (1988) et À toi, où que tu sois (2001). Cette question de l'exil ou du moins de la mise à distance est évoquée aussi par Hadjithomas et Joreige dans leur entretien avec Isabelle Regnier en 2013 comme source de l'urgence de «faire des images» en 2006 lorsque la guerre explose en juillet alors qu'ils sont bloqués en France: «On voit tout, on voit les images, mais on n'a pas le pouvoir d'arrêter la guerre. Et les images n'ont pas le pouvoir d'arrêter.» «La guerre nous montrait des images terribles, mais on était à distance», ce qui a généré «une forme de rage» pour eux qui ont «vécu la guerre comme une catastrophe» et se sont interrogés sur «comment témoigner». Ce sera leur film Je veux voir.

Ce sujet a été plus particulièrement traité par le documentaire d'un jeune cinéaste Simon El Habre, qui s'intéresse à l'histoire de sa famille: The One Man Village (2008).

ainsi que l'éclatement de nouvelles guerres protéiformes ayant pour terrain l'espace urbain beyrouthin. Le thème fédérant de la mémoire (celles des événements appréhendés dans leur ensemble et celle cathartique permettant une reconstruction après une guerre civile) ayant été revendiqué et particulièrement analysé, c'est donc à quelques nouveaux substrats émergents que cette communication s'intéresse à travers un corpus cinématographique assez classique en termes de choix lorsqu'il s'agit de convoquer le cinéma libanais de l'après-guerre. Sauf exception, il se concentre sur Beyrouth, espace cinématographique commun. Cependant, c'est ici avec le regard de l'architecte qu'il est analysé en tant qu'objet d'étude et bien qu'il ait déjà révélé de nombreux niveaux de complexité, des couches inédites apparaissent, desquelles le sujet architectural cristallise de nouvelles notions, figures et situations.

Aussi, je m'attacherai à exposer, en premier lieu, une figure non identifiée à ce jour par la critique, celle de l'architecte, associée à une autre, celle-ci parfaitement identifiée, celle du fantôme, en temps que spectre et chimère convoquant le surnaturel dans la réalité du territoire de Beyrouth¹¹. Puis, i'analyserai comment toutes deux — bien qu'elles soient, pour l'une. immatérielle et, pour l'autre, au contraire, liée à la matière et à l'édification — constituent un agent provocateur d'une mémoire aux souvenirs enfouis, d'illusions qu'il faut confronter pour que la société civile libanaise puisse avancer dans l'après-conflit. Enfin, grâce à la figure de l'architecte, à la fois figure de cinéma mais aussi de la reconstruction de Beyrouth. ie proposerai d'évoquer une thématique aussi bien liée à la ville, à la mémoire qu'à l'architecture : celle de la terre en tant que sol à creuser pour construire, en tant que sol fouillé et retourné dans le cadre des chantiers, en tant que sol pouvant contenir avant de permettre de construire. Soit un sol sensible, en mouvement puisque lié à la reconstruction — destruction de Beyrouth, soumis aux ébranlements, aux tremblements et à la résurgence de ce qui a été enfoui en son sein et vainement oublié.

Du fantôme et de l'architecte:

132

deux figures pour parler du présent au passé et au futur

Avec l'après-guerre et la reconstruction de Beyrouth, de nouveaux sujets apparaissent à l'écran et notamment ceux, récurrents, qui questionnent le passé et sa mémoire, et par conséquent les années de guerre civile, pour construire l'aujourd'hui et peut-être un futur qui semble difficile à élaborer. Afin d'interroger une société civile et une société politique qu'ils jugent amnésiques et symptomatiques, nombreux sont les cinéastes comme Ghassan Salhab à s'appuyer sur des figures de médiation, dont celle du fantôme, comme interlocuteur privilégié, sans pour autant classer le film

dans la catégorie du film d'horreur. Le fantôme peut apparaître dans le titre du film: *Beyrouth fantôme* (de Ghassan Salhab, 1998) où il prend la forme d'un personnage mais devient aussi le qualifiant d'un espace qui laisserait supposer que la capitale libanaise n'est plus qu'une illusion ou n'est peuplée que de spectres. Il peut être évoqué par un personnage: celui de Leila¹² dans *Terra incognita* du même réalisateur (2002) ou dans À toi, où que tu sois de Borhane Alaouié (2001).

S'agissant d'analyser la ville de l'après conflit, le thème du fantôme est extrêmement intéressant puisqu'il est l'apparition d'une disparition qui suppose la crovance en son existence surnaturelle et représente ce qui n'est plus. Le fantôme appartient au registre du deuil, du paranormal et à un certain archaïsme. C'est aussi une image qui hante les mémoires et occupe l'imagination. Il est celui qui ramène à un passé mal résolu du temps du vivant et à un entre-deux sous forme d'errance, entre la vie et la mort, dont le travail de deuil est impossible. Il porte en lui la guestion de la mémoire, du fantasme, de la relation à autrui, de l'impossibilité de construire une nouvelle parenthèse réconciliant ce qui est vivant à ce qui est mort. Associer la notion de fantôme à Bevrouth présupposerait que la ville n'existe pas ou uniquement pour ceux qui y croient encore après quinze ans de conflit. Mais peut-on encore v croire en 1989 et dans les années qui suivent? Car derrière le fantôme, il y a aussi l'apparence et le simulacre... Beyrouth sera-t-elle encore Beyrouth à l'heure de sa reconstruction qui revêt plus souvent les formes d'une nouvelle destruction?

Cela devient encore plus intéressant lorsqu'il s'avère que l'autre figure messagère cinématographique récurrente dans le cinéma d'après-guerre est celle de l'architecte, en tant que maître d'œuvre, c'est-à-dire celui qui pense, détermine l'espace, le construit et le fait se réaliser avec l'appui d'ingénieurs, de bureaux d'études, d'entreprises, d'ouvriers, etc. Dans la réalité libanaise, c'est un acteur de la société civile beyrouthine des années 1990-2000, lié au projet de reconstruction d'une ville mais aussi d'une image et de la renaissance d'un pays.

D'un côté, le cinéma propose le fantôme: une apparition dépouillée de toute substance charnelle, un flottement qui empêche de dépasser le passé par sa seule évocation, donc plus destructive que constructive. De l'autre, la figure de l'architecte qui apparaît à l'écran est concrète, incarnée, inscrite dans le réel. Il est présenté comme un maître d'œuvre conduisant de nouveaux chantiers participant de la renaissance de la ville ou comme un concepteur réfléchissant à renouveler la conception même de celle-ci. Il est donc question de participer par son métier à un futur, à des nouvelles perspectives par l'établissement de projets, théoriques ou en train de se faire. Hors fiction, la profession d'architecte est intimement liée à l'espace, au bien commun et à la projection; elle pense le futur sans oublier le présent ni le passé puisque la question de la filiation mais aussi celle de l'existant sont une interrogation inhérente à la discipline. Pour fonder et ériger des édifices, l'architecte inscrit ses bâtiments dans la terre et dans un lieu donné mais également dans un contexte sur lequel il prend position. Or, nous allons

Christelle Lecœur 133 Tremblements de terre

⁹ J'évoque ici la guerre de juillet 2006 mais aussi des territoires de conflits ou en conflit, malmenés comme le littoral, le centre-ville de Beyrouth et ses expropriations face auxquels la société civile se retrouve démunie.

¹⁰ Il est à souligner que l'histoire récente libanaise n'est pas un objet de réel consensus national et n'est que peu enseignée. Le rôle des artistes, dans ce contexte, est donc celui d'un relais.

Je renvoie, à ce titre, aux ouvrages et à la thèse suivants: Elie Yazbek, Regards sur le cinéma libanais (1990-2010), Paris, L'Harmattan, 2012; Lina Khatib, Lebanese Cinema: Imagining the Civil War and Beyond, Londres et New York, I. B. Tauris, Tauris World Cinema Series, 2008; Samar Kalakech épouse Noura, La Guerre civile libanaise vue par le cinema libanais, thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication sous la direction de Jean-Pierre Esquenazi, université Jean-Moulin-Lyon-3 — École doctorale EPIC.

À la fois mystique et athée, Leila est un personnage ambigu, en retrait par rapport au groupe d'amis auquel elle appartient. L'une de ses répliques («il est évident que quand je meurs, je ne meurs pas») laisse supposer un caractère surnaturel à son enveloppe charnelle.

le voir, dans le cinéma libanais de l'après-guerre, l'architecte n'est pas montré dans son agence, au sein d'une équipe, rarement en train de concevoir, peu actif. Il est essentiellement présenté, voire représenté, tant il paraît absent de la situation, sur des chantiers à des stades différents d'avancement: du creusement des fondations à la construction en train de se faire d'un immeuble de grande hauteur.

Beyrouth est donc l'espace cinématographique commun aux fantômes et aux architectes. Ce qui pousse à penser que la capitale aprèsguerre au cinéma est une ville de fantômes et d'architectes. Tous deux sont reliés par un autre vecteur commun: le temps. L'un s'inscrit dans le passé, dans un temps non révolu et non résolu qui vient hanter le présent et empêche le futur. L'autre, dans le présent pour construire le futur, en statuant sur le passé. Ils sont donc faits pour se rencontrer. C'est ce qu'illustre A Perfect Day → fig. a, b, c (Joana Hadjithomas & Khalil Joreige, 2005). dans lequel les deux figures de l'architecte et du fantôme sont imbriquées par le récit : le jeune architecte 13 Malek convainc sa mère de déclarer enfin mort Riad, son père disparu en 1988 pendant la guerre 14, au moment où un corps est retrouvé sur l'un de ses chantiers, alors qu'il hante encore son épouse jour et nuit. L'absence de corps, l'incertitude de la mort les empêchent de vivre et de se projeter. Leur vie semble arrêtée: l'un par la narcolepsie qui le saisit à tout moment; l'autre par l'envahissement de cet absent toujours présent.

Cependant, alors qu'il est censé ériger et fabriquer la ville et permettre à celle-ci de revenir au monde, dans le cinéma d'après-guerre, l'architecte se retrouve dans l'impossibilité de donner du sens à l'acte de construire et dans l'incapacité de se reconstruire. De la figure de héros actif qu'il pourrait être dans le paysage abîmé de Beyrouth, il s'avère une figure meurtrie, figée comme certains de ses chantiers, une figure empêchée, sans réelle posture sur son métier ou la ville, une figure dont la dimension professionnelle se heurte en permanence à la dimension personnelle et historique et qui, au final, s'apparente plus à l'inconstructible. Parce qu'il se heurte, tout comme le fantôme, à la question de la mémoire, par le biais de ce sol à reconstruire que ses projets bouleversent et font se mouvoir, il devient un outil critique où l'action de ses constructions en train de se faire devient le reflet des multiples interrogations enfouies que pose la mémoire du conflit, et notamment le sujet des victimes disparues ou de l'existence potentielle de charniers. Outil maître des chantiers, le bulldozer excave la terre, ce substrat solide qui soutient les vivants, les relie au primitif mais aussi à la mort et la disparition. L'enfouissement, symbolique et physique de la guerre civile, ressurgit. Les fantômes prennent corps et laissent désormais des traces.







Fig. a — Capture d'écran de *A Perfect Day* (*Yawmon Akhar*), Joana Hadjithomas & Khalil Joreige, 2005. L'annonce du père disparu.

Fig. b — Capture d'écran de *A Perfect Day* (*Yawmon Akhar*), Joana Hadjithomas & Khalil Joreige, 2005. Malek sur son chantier au moment de l'annonce de la découverte du corps.

Fig. c — Capture d'écran de *A Perfect Day* (Yawmon Akhar), Joana Hadjithomas & Khalil Joreige, 2005.

134 Christelle Lecœur 135 Tremblements de terre

¹³ Il n'est pas très clair s'il est architecte, conducteur de travaux ou ingénieur, mais par sa présence sur les chantiers et certaines remarques, nous avons statué qu'il était architecte.

Khalil Joreige définit ainsi ce qu'est un disparu: «Un disparu, c'est une personne qui a été kidnappée et dont on a jamais retrouvé la moindre trace ni le corps ni les conditions de son enlèvement. Le Liban est un très petit pays extrêmement urbanisé et on ne trouve rien pas de trace. » «Tout est bloqué pour un disparu, il peut toujours revenir. » Caroline Broué, «Le Pouvoir des images, Joana Hajdithomas et Khalil Joreige », Paris, France Culture, La Grande Table, émission du 13 juin 2016, consulté en 2016, https://www.franceculture.fr/emissions/la-grande-table-1ere-partie/le-pouvoir-des-images-11-joana-hadjithomas-et-khalil-joreige. Il évoque le sujet également dans le chapitre consacré à A Perfect Day (p. 99-120) de l'ouvrage Le Cinéma de Joana Hadjithomas & Khalil Joreige, entretiens avec Quentin Mével.





C



f

Fig.d — Capture d'écran de Seule avec la guerre, Danielle Arbid, 2000.

Fig. e — Capture d'écran de Autour de la maison rose (Al Bayet al Zaher), Joana Hadjithomas & Khalil Joreige, 1999. Faire acte de mémoire en enterrant la vidéo.

136

Fig.f — Capture d'écran de *Autour de la maison* rose (*Al Bayet al Zaher*), Joana Hadjithomas & Khalil Joreige, 1999. Architectes français et milice.



g



h



i

Fig. g — Capture d'écran de *Autour de la maison* rose (Al Bayet al Zaher), Joana Hadjithomas & Khalil Joreige, 1999. Témoigner et agir.

Fig. h — Capture d'écran de *Autour de la maison* rose (Al Bayet al Zaher), Joana Hadjithomas & Khalil Joreige, 1999. Destruction de la maison par ses habitants.

Fig. i — Capture d'écran de Autour de la maison rose (Al Bayet al Zaher), Joana Hadjithomas & Khalil Joreige, 1999. Le centre commercial à venir avec la façade de la maison.

Christelle Lecœur 137 Tremblements de terre

L'architecte: apparition d'un vecteur critique

La figure de l'architecte semble apparaître dans le cinéma libanais dès les années 1970, avec la fiction de Samir El Ghoussayni, *Chattes de la rue Hamra* (1972) où il n'a qu'un rôle secondaire dans un Beyrouth moderne alors en construction.

Dans le cinéma d'après-guerre, la figure de l'architecte prend de l'épaisseur. C'est un maître d'œuvre, homme de terrain qui suit des chantiers, pré-trentenaire, donc né autour des années 1975, qui pense et construit, après les conflits. Bevrouth, où il vit souvent sans intimité chez ses parents et travaille. En apparence, il est une figure moderne tournée vers la reconstruction de Bevrouth, Est-il lié à Solidere 15? Rien ne le précise mais l'hypothèse n'est pas en désaccord avec la réalité. Il est libanais, parfois en retour d'exil. Il peut être aussi français et attester d'une présence architecturale étrangère dans la capitale, lié à des promoteurs affairistes en écho avec la réalité du terrain. Parfois, il est absent de l'écran, bien que sa présence soit sollicitée par les thématiques abordées par le récit. Son absence en soulève alors des enieux auxquels se heurte la société civile. Il s'exprime peu verbalement et pas au suiet de son métier. Il a un rôle souvent secondaire, fait partie d'un groupe dont il semble cependant toujours en marge¹⁶, jusqu'à la fiction A Perfect Day (Hadjithomas et Joreige, 2005) où il est le héros du film mais tout aussi éloigné des réalités d'une discipline par laquelle il ne semble guère concerné. Ce sont par des biais détournés que le spectateur comprend qu'il est architecte : il travaille des plans, il est sur un chantier, il est définit comme tel. Il n'a aucune posture publique de ce qui est en train d'advenir de la ville.

Dans Seule avec la guerre → fig. d, p. 136 (documentaire, 2000), Danielle Arbid s'interroge et interroge sur la possible existence d'un mémorial pour les victimes de la guerre civile impliquant possiblement un artiste ou un architecte dans sa réalisation. Ce mémorial n'existant pas et n'en ayant pas vocation, son absence souligne une forme de retrait dans la posture que l'architecte libanais pourrait porter dans la société et les problématiques de l'après-conflit 17. Par conséquent, son mutisme, son absence n'en sont que plus révélateurs d'une forme d'incapacité à agir qui cependant, à l'écran, se voit bousculer par le chantier qui l'oblige à agir et à avancer.

Une figure secondaire mais condensatrice du récit

Dans *Autour de la maison rose* ^{18 → fig. e – i, p. 136 et 137 (fiction, 1999) de Hadjithomas et Joreige, il est question de détruire une maison du centre-ville que squattent des réfugiés chassés du Sud par la guerre pour la remplacer par un}

centre commercial conservant uniquement la facade d'origine. La situation fait écho à ce qui se passe en ville. L'architecte en charge du nouveau projet est quasiment absent de l'écran — c'est le promoteur, nouvellement propriétaire, qui parle et ce n'est qu'à la fin qu'apparaissent les architectes — mais la posture architecturale est présente dès le départ: un facadisme sous couvert de conservation et de patrimoine 19, traduisant la financiarisation de la ville et la symbolique qui l'accompagne. Le promoteur Mattar déclare: «La façade sera conservée, c'est ça, notre mémoire.» Les architectes du projet participent à la gentrification du centre de la capitale, à sa transformation sociale (de petits commercants et des réfugiés du Sud-Liban occupent le quartier voué à être rasé) et architecturale, tout en démontrant le manque de modèle urbain, de culture architecturale ou l'absence de questionnement par rapport au contexte donné. La forme prime sur le fond. Le projet est une opportunité qui serait équivalente à Caracas ou Paris. Peu importe le lieu, c'est la rentabilité qui prime. Le panneau publicitaire du chantier se verra d'ailleurs tagué du sigle du dollar...

On retrouve l'architecte absent de l'écran de télévision mais tout aussi présent dans le contenu diffusé lorsque sont évoqués les grands travaux du centre-ville dont il est l'un des acteurs majeurs ou dans la publicité Les Tuiles de Beyrouth. Cette dernière porte sur les mérites d'une nouvelle opération de grands logements à venir. Destinées à des classes supérieures ou à des Libanais cherchant un pied-à-terre ou une résidence secondaire alors qu'une crise du logement sévit à Bevrouth, il s'agit de résidences formées de plots, de qualité architecturale très médiocre, sans réelle signature d'une architecture libanaise contemporaine bien qu'elles s'en revendiquent par sa dénomination et par le toit en tuiles et à quatre pentes qu'elles proposent. Tout comme la maison rose éponyme du titre du film — la maison est une invention, seule la façade existe et il a fallu trois maisons dispersées dans le Liban pour filmer les intérieurs²⁰—, les bâtiments à venir n'ont rien de libanais et empruntent des éléments importés comme sa toiture, qui fait toutefois consensus dans l'imaginaire architectural et patrimonial libanais.

Enfin, l'architecte est présent à l'image, représenté par deux architectes français totalement muets, qui s'apprêtent à construire le centre commercial et à déposséder les habitants de leur quartier, aidés par le soutien d'une milice toujours présente dans l'après-guerre et forte de nouveaux pouvoirs, tout en important à la ville un modèle global dépourvu de sens.

Au final, ce ne sont ni le promoteur ni les architectes qui décideront de la destruction de la maison, mais les habitants réfugiés qui passeront à l'acte, se replaçant dans une situation d'exil. Dans *Terra incognita* \rightarrow fig. j. k. l. p. 140 (fiction, 2002) de Ghassan Salhab, Nadim présente deux faces ambivalentes de l'architecte: socialement, il est un maître d'œuvre opérationnel sur des chantiers de logements jugés très médiocres par son amie d'enfance Soraya, qui s'interroge sur le sens des études qu'il a suivies. Dans le domaine privé, il se replie sur lui-même et est absent des discussions

138

139

Peut-être est-il un miroir des jeunes architectes qui ont rejoint les équipes de Solidere pour reconstruire le centre-ville? Ou de ceux, souvent formés à l'étranger, qui rejettent le projet de Solidere? Voir la thèse d'Éric Verdeil, *Une ville et ses urbanistes: Beyrouth en reconstruction*, sous la direction de Pierre Merlin, université de Paris I, département de géographie, École doctorale de Paris Centre, soutenue le 14 décembre 2002.

¹⁶ Comme dans Terra incognita où Nadim fuit ses amis pour s'enfermer dans sa chambre face à son ordinateur.

¹⁷ Précisons, à ce titre, que c'est à l'architecte français Marc Barani que serait confié, quelques années après l'assassinat de Rafic Hariri, la conception du tombeau-mémorial de ce dernier.

¹⁸ La maison est un décor reconstitué et imaginé pour les besoins du film. Cependant, le titre évoque une maison bien réelle, la maison rose, à l'ouest de Beyrouth, près de l'ancien phare. La «maison rose», construite à la fin du xix siècle, connaît un destin similaire, si ce n'est qu'elle est toujours debout mais détériorée, en vue d'une possible réhabilitation.

¹⁹ Si on admet que la «maison rose», qui n'a rien de libanais, a un caractère d'exception pour le paysage urbain beyrouthin.

²⁰ Le Cinéma de Joana Hadjithomas & Khalil Joreige..., op. cit., p.17-33.

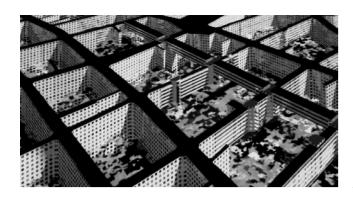






Fig. j — Capture d'écran de *Terra Incognita*, Ghassan Salhab, 2002. La ville de Beyrouth repensée par Nadim.

Fig. k — Capture d'écran de *Terra Incognita*, Ghassan Salhab, 2002. Nadim l'architecte face à son chantier.

140

Fig.1 — Capture d'écran de *Terra Incognita*, Ghassan Salhab, 2002. Soraya, l'amie d'enfance de Nadim, s'interroge sur le degré de qualité des réalisations architecturales de ce dernier. animées entretenues par ses amis d'enfance. Apathique et déprimé, il passe ses journées sur son ordinateur dans sa chambre d'enfant, chez ses parents. à imaginer, fantasmer et réinventer un Bevrouth très ordonné, sans nuance où les vides existants deviennent des pleins et où les pleins sont devenus des forêts entourées de bâti uniforme. Bien qu'il réfléchisse sur l'espace urbain en partant d'un fond de carte aérienne réelle et v porte une forme de manifeste, son projet, répété à l'infini mais calqué sur des sites existants, est devenue un organisme sans vie, inconnu et abstrait fait de pixels mais aussi une ville verticale amnésique parfaite et concentrationnaire qui tend à se déshumaniser. Il tend à produire une image unique et totale de la ville sans différence; son projet prend les contours d'une gigantesque trame déformée. Celle-ci s'épaissit et devient un quadrillage de bâtiments hauts de sept étages plus ou moins sur pilotis, tous uniformes puisque générés par la trame. Le sol est libéré. Il devient un jardin et les barres d'immeuble, parfois à redents, se rejoignent entre elles par ce qu'on imagine être des équipements placés dans des passerelles sur trois niveaux qui joignent les immeubles, anciens quartiers existants. Comme le précise le réalisateur: « Nadim n'a pas de prise avec le réel. Il va vers le virtuel qui lui permet de faconner une ville idéale²¹.» Mais en même temps qu'il la redessine, il efface toutes les traces de l'histoire. Doit-on considérer le projet de Nadim comme la menace qui guette Beyrouth en train de se reconstruire? Est-ce un moyen d'effacer un passé traumatique que le néolibéralisme ne permettra pas de dépasser? L'image de Nadim reflétée sur son écran d'ordinateur alors qu'il dessine ses chimères montre que, malgré son désengagement professionnel ou son incapacité à produire une critique constructive, sa personne est intimement liée à la ville.

Par le chantier, une figure associée à l'apparition et la disparition

Dans A Perfect Day de Hadjithomas et Joreige, l'architecte est désormais le personnage principal avec des niveaux très complexes de représentation, et cela même si Malek est fidèle aux caractéristiques énoncées précédemment: jeune trentenaire, il suit plusieurs chantiers de construction à Beyrouth où il vit avec sa mère dans un appartement, véritable tombeau depuis la disparition du père, au cœur d'un immeuble ancien hors-temps. Il est narcoleptique, ce qui génère chez lui une rupture de rythme avec son entourage. Il est nomade contrairement à Nadim, reclus dans sa chambre. Son cadre de travail est le chantier, mais il n'est rien dit des commanditaires, des ouvriers, de leur mode de vie, des programmes des futurs bâtiments. Cet effet de décor est renforcé par le comportement de Malek: il semble travailler pour lui, sans équipe; il n'a pas d'assistant(e), pas de supérieur(e) hiérarchique, pas d'agence, ni de bureau. Il ne semble pas à l'aise sur ses chantiers: il s'y déplace maladroitement et lorsqu'un corps est découvert sur l'un de ses chantiers, il regarde la scène de très loin. évitant tout contact direct avec la situation.

Christelle Lecœur 141 Tremblements de terre

²¹ Emmanuel Chicon. «Rencontre. Après Beyrouth fantôme en 1998, le cinéaste libanais Ghassan Salhab explore la capitale dans Terra incognita». L'Humanité, mercredi 12 février, 2003, consulté en 2018, https://www.humanite.fr/node/279731

De plus, il y semble totalement étranger: il ne porte pas toujours de casque, il n'a pas de documents en main, ne prend pas de notes pour un compte rendu. Et il s'y endort sur une chaise en plastique. Ici, tout est à suiet au double phénomène d'apparition/disparition — ce qui rappelle d'un point de vue cinématographique, la pratique plastique que le couple de cinéastes développe²². La notion fantomatique liée à la perception n'a pas disparu. mais elle a changé de forme. Malek, plongé régulièrement dans un état d'entre-deux, est entouré de spectres qui sont aussi ses propres quêtes: tout d'abord, sa fiancée, bien réelle, ancrée dans le présent. Tout au long du film, elle apparaît, disparaît dans les embouteillages, dans la rue, dans la discothèque, dans la nuit. Il la cherche, la piste, la croise par hasard. croit l'apercevoir dans un quartier animé, mais ce n'est pas elle. Ils n'échangent jamais mieux que par SMS (pratique culturelle, il faut le préciser) ou lorsque Malek a sombré dans le sommeil. La mise à distance et l'inconscience semblent nécessaires pour dialoguer, comme dans son rapport à sa mère qu'il cherche à éviter à un moment décisif de sa vie d'adulte. Dans la scène finale. Malek met les lentilles oubliées de son amie. S'appropriant sa vue, il percoit une réalité de manière floue et abstraite. comme des flashs fantomatiques colorés.

Autre élément du récit autour de cet effet d'apparition et de disparition: son père, disparu pendant la guerre, ce «mort» qui n'est pas tout à fait mort en l'absence de corps. Le récit autour de ce père disparu engendre tout un jeu de caché et de vu se répercutant dans la relation de Malek à sa mère: la scène du revolver paternel caché dans son bureau depuis lequel se découvre un jardin insoupçonné, puis dans la chambre de Malek; le journal découvert puis caché, bien réel, mentionnant l'annonce de sa disparition jusqu'à la découverte d'un corps sur un chantier de Malek lors du creusement des fondations. En retournant la terre, celle-ci révèle ses multiples couches et un bulldozer met à jour un corps. Naturellement, le doute s'installe chez le spectateur. Serait-ce la découverte du cadavre paternel, ce qui permettrait d'avoir un corps et faire le deuil? Le corps, plus ancien que la guerre, met fin à toute supposition.

Avec A Perfect Day, toute une dialectique du vu/pas vu, enterré/déterré/enfoui s'installe. L'architecte, par son métier et son statut dans le film, malgré son caractère soustrait, est un agent provocateur finalement actif par les ressorts de sa profession qui le met en face de sa propre histoire et de ses responsabilités, la terre confrontant ceux qui l'habitent à leur propre destin. Dans le cinéma d'après-guerre, A Perfect Day n'est pas un cas cinématographique isolé où la terre joue de cette dimension mémorielle et traduit le lien entre passé, présent et futur. Elle devient une vraie thématique avec ou sans la présence active de l'architecte.

Pourtant, son métier est au centre du récit et en fait un ressort dramatique, bien qu'il ne soit finalement pas question d'architecture. Grâce à lui, une nouvelle thématique va sourdre: celle de la terre meuble. Celle qui, soumise au mouvement par la réalisation d'un bâtiment et la phase de chantier, révèle ou cache, avec toute la charge symbolique que cela implique. Comme avec le fantôme, il est question d'apparition et de disparition, mais cette fois, la terre donne et matérialise des preuves de l'existence de ces fantômes et trous de mémoire. De substance géologique, elle se meut en une archive historique qui risque de livrer ses secrets et replace les acteurs du présent face au passé et à la mémoire, les obligeant à se positionner, à faire ou prendre acte. Et à donner corps, matière, image, mots à leurs fantômes pour enfin stopper les errances mémorielles, les enfouissements, et vivre au présent de manière moins symptomatique et plus apaisée. La terre ensevelit, cache ou a caché, car l'action peut être au passé et dans le passé ou au présent dans une forme de répétition de l'enfouissement pour oublier chaque nouveau conflit. Elle révèle aussi : l'invisible devient visible, et inversement. L'archive mémorielle réapparaît ou disparaît, parce que la terre est une matière habitée et pétrie mais également soumise à la volonté des hommes qui en font le territoire du non dit et du non révélé.

La terre et l'archive

La terre est, avant tout, une question de mémoire et, surtout, d'amnésie dans les films libanais des années 1990-2000. Dans *Seule avec la guerre*, la réalisatrice se rend dans un camp, où des enfants affirment qu'en jouant et en creusant le sol, ils ont trouvé un squelette. Seulement, le discours enfantin est flou, de l'ordre de l'imaginaire. Est-ce une poupée abîmée ou bien un véritable corps? À vrai dire, les deux cas sont possibles, le terrain de jeu étant aussi un charnier potentiel, parce que lieu de massacre connu mais oublié désormais difficilement identifiable.

Beyrouth est communément définie comme une ville à strates plusieurs fois détruite et reconstruite, dont les couches archéologiques se sont accumulées. Le centre historique en témoigne par quelques vestiges qui font cohabiter les siècles. Dans l'une des scènes de *Terra incognita*, Soraya, la guide touristique, semble sortir littéralement de terre. Comme si par sa profession, elle était celle qui fait le lien entre les strates d'une terre en train d'écrire une nouvelle tranche avec le chantier en cours auquel elle fait face. Or, cette guide, qui dirige les touristes dans l'histoire libanaise et semble être un guide pour le futur car capable d'articuler les couches, veut non seulement partir du pays en collectionnant tous les visas possibles, mais surtout tout oublier. Impossible de vivre à Beyrouth, impossible de se souvenir mais incapacité à partir. Statu quo.

Dans Raddem de Danielle Arbid (fiction, 1998), le sol du centre-ville a tellement été bouleversé et retourné que la protagoniste ne reconnaît rien et n'est même plus capable de se repérer ou d'associer ses souvenirs et ceux de son interlocuteur-guide face à la table rase devant laquelle elle se trouve. La terre est également le lieu de la disparition pour oublier en rendant invisible. Et si ce n'est plus visible, la mémoire oublie ou refoule. Dans Je veux voir → fig.m., n, p. 144 de Joana Hadjithomas & Khalil Joreige (2008), Catherine Deneuve ne voit rien: ni le conflit, ni les ruines des quartiers sud enfouies dans la mer, ni la maison de la grand-mère de Rabieh, ni les mines qui la menacent. Tout disparaît de sa vue. Dans une longue séquence, les débris des immeubles bombardés en 2006 sont jetés à la mer par des bull-dozers et pelleteuses. Ainsi, toute trace de vie et de guerre disparaît de la

142 Christelle Lecœur 143 Tremblements de terre

Je pense notamment à l'œuvre intitulée Le Cercle de confusion (1997), réalisée à partir d'une photographie de Beyrouth vue d'avion, reproduite en très grand format, imprimée sous forme de 3000 fragments numérotés que le visiteur de l'exposition peut retirer, éparpiller ou conserver, comme un morceau de la ville. Au fil des semaines de l'exposition, les morceaux détachés laissent apparaître un miroir sur lequel on peut lire: «Beyrouth n'existe pas.» Les artistes créent une image qui peu à peu disparaît et questionne sur ce qu'est Beyrouth.





Fig.m, n — Captures d'écran de Je veux voir, Joana Hadjithomas & Khalil Joreige, 2008.

vue et de la mémoire. Ici, on noie pour oublier, pour faire table rase. Et il n'y aura pas de fouille ni de recyclage. On déplace la terre et le béton dans l'élément liquide, comme si on cherchait à en changer l'état. Aucun témoin ne sera envisageable. À moins quelques courants qui rejettent sur le rivage les traces d'une vie passée²³.

Aussi, la terre est une affaire de préservation de la mémoire mais suppose des témoins pour l'aider à témoigner. Dans Autour de la maison rose, pendant tout le film c'est la maison qui fait archive: avec sa vie passée et ses traces. Puis s'opère un déplacement de la mémoire avec sa destruction, qui place la cassette VHS comme archive. Un transfert se fait du lieu de vie à l'obiet. En l'enfouissant dans les décombres, ultime trace de l'existence passée de la maison détruite, les réfugiés font le pari que le sol sera soumis à de nouveaux bouleversements qui laisseront un jour l'objet réapparaître. L'enfouissement suppose qu'un jour, on déterre et se questionne sur la période contemporaine et sur les nouvelles formes de conflit autres que les guerres. À moins que l'ensemble des fragments ne soient ietés à la mer. eux aussi.

Dans A Perfect Day, le chantier permettait, par le hasard du projet et du site, de déterrer un corps. Il comprimait le temps passé, présent et futur en un moment. Les pelleteuses et bulldozers qui mettent à découvert ce corps révèlent une résistance du passé, une latence plus difficile à dépasser qu'une simple signature sur un document officiel²⁴. Dans Le Trou-In This House d'Akram Zaatari (documentaire, 2005), l'acte d'excaver est le propos même du film. Une lettre rédigée et enterrée par un ancien résistant qui a occupé une maison abandonnée par ses occupants en exil pendant le conflit est déterrée à la main du jardin. Elle témoigne de la vie pendant l'absence de ces exilés et tente de faire le récit de ce qu'ils n'ont pas vécu, tout en les assurant de l'attention portée par le résistant à leur bien domestique. Tout le film montre l'action de retrouver et déterrer cette lettre pour la lire. L'action se fait en temps réel. L'écran est divisé en deux parties égales: d'un côté, l'excavation de l'obus contenant la missive; de l'autre, le témoignage des protagonistes. Plus la terre s'enlève, plus le récit de la mémoire qui retrace ce qui s'est passé pendant la guerre se construit, jusqu'à l'apparition de l'objet recherché. À cet instant. les deux mémoires se rencontrent autour de celui-ci, archive jusque-là invisible: le récit des combattants et le récit des habitants exilés.

Le cinéma libanais d'après 1989 est moins un cinéma de la parole que celui actuel où de nombreuses fictions ont choisi comme décor une salle de tribunal et des plaidoiries ou encore des histoires entrecroisées 25. Pour former récit, il se fonde moins sur le discours que sur des figures transitionnelles, qui elles-mêmes s'appuient sur d'autres vecteurs actifs: on l'a vu

145

Voir, à ce titre, le film de Kamal Aljafari, The Roof, 2006.

[«]Il y a aussi les histoires qui reviennent nous hanter», rappelle Khalil Joreige. En cela, le chantier est ici percu comme une résistance avec cette terre qui matérialise des preuves de l'existence de ces fantômes: celle au passé et aux « fantômes de ce passé-là qui sont autant de résistance au vernis qu'on essaie de poser, les vernis modernistes en disant «voilà, ca, c'est un accident, c'est passé», et puis tout d'un coup, on voit qu'il y a quelque chose qui a craquelé, il y a des latences qui ressurgissent, qui sont involontaires. On ne peut pas les provoquer, elles ressurgissent. Les fantômes reviennent toujours. Les revenants reviennent. », Caroline Broué, Le pouvoir des images..., op. cit. Capharnaüm (2018), L'Insulte (2017) ou Beirut Intersections (2011).

pour la terre; celle-ci a besoin d'un outil — pelle ou bulldozer — mais aussi d'une action qui la projette dans un futur pour être sollicitée et révéler son passé.

Cependant, ce bulldozer, qui viendrait à bout de n'importe quelle construction, est ici peu opérant, possible métaphore d'un cinéma qui dégage et soulève les questions mais dont les mots, quant à eux toujours ensevelis, semblent lui échapper. D'où, hypothèse, la forte présence des mots dans les derniers films libanais à l'écran.

146

Bibliographie

- · Le Cinéma de Joana Hadjithomas & Khalil Joreige, entretiens avec Quentin Mével, Paris, éditions Independencia, 2013.
- · Beyrouth, signes, symboles, mémoire(s) d'une métamorphose, actes du colloque du 24-25-26 novembre 2016, sous la direction de Joseph Nasr, Nicole Saliba-Chalhoub, Chris Younès, Paris/Beyrouth/Kaslik, Gerphau/Institut français du Liban/USEK, 2017.
- · El Horr Dima (préface d'Alain Bergala), *Mélancolie libanaise.* Le cinéma après la guerre civile, Paris, L'harmattan, 2016.
- · Gugler Josef (éd.), Film in the Middle East and North Africa: Creative Dissidence, Austin, University of Texas Press, 2011.
- · Kalakech Samar épouse Noura, La Guerre civile libanaise vue par le cinéma libanais, thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication sous la direction de Jean-Pierre Esquenazi, université Jean-Moulin-Lyon-3 École doctorale EPIC.
- Khatib Lina, Lebanese Cinema: Imagining the Civil War and Beyond, Londres et New York, I. B. Tauris, Tauris World Cinema Series, 2008.
- · Yazbek Elie, *Regards sur le cinéma libanais (1990-2010)*, Paris, L'Harmattan, 2012.
- · Zaccak Hady, Le Cinéma libanais: itinéraire d'un cinéma vers l'inconnu, 1929-1996, Beyrouth, Dar el-Machreq Éditions, 1997.

Christelle Lecœur 147 Tremblements de terre

Biographies des auteurs

Nabil Beyhum

Nabil Beyhum est sociologue, maître de conférences à l'EnsaPVS, codirecteur du laboratoire EVCAU. Ses travaux portent sur la sociologie de la ville et de la recomposition des espaces urbains, notamment au Moyen-Orient. Il a animé plusieurs projets et colloques sur l'urbanisme et la reconstruction de Beyrouth. Parmi ses publications, *Reconstruire Beyrouth, les paris sur le possible* (ÉMA, Maison de l'Orient et de la Méditerranée, 1992) ainsi que *Le sens de la ville est sa population* (URI-Fondation Ford, Dar al-Jadid, 1997).

Dima de Clerck

Dima de Clerck est docteure en histoire (université de Paris I) et spécialiste du Moyen-Orient. Chercheure associée à l'Institut français du Proche-Orient, elle enseigne régulièrement à l'American University of Beirut, à l'université Saint-Joseph et à l'Académie libanaise des beaux-arts (université de Balamand). Son travail porte sur les questions de sortie de guerre, de réconciliations, de déplacements de population, de mémoire et de violence. Auteure de nombreux articles et chapitres de livres, elle a coécrit l'ouvrage Le Liban en guerre (1975-1990) (Belin, 2020), a codirigé Liban: la guerre de 1975-1990 dans le rétroviseur (Confluences Méditerranée, iReMMO 2020) et 1860. Histoires et mémoires d'un conflit (Ifpo, 2015).

Stéphanie Dadour

Stéphanie Dadour est docteure en architecture, maitresse de conférences à l'ENSA Paris-Malaquais. Membre de deux laboratoires, MHAevt et ACS UMR AUSser CNRS, elle est *fellow* à l'Institut Convergences Migrations. Depuis sa thèse, ses travaux portent sur les croisements entre architecture et identités: elle explore ces sujets à travers des recherches historiques et archivistiques, utilisant l'histoire orale, les relevés et l'observation comme outils méthodologiques. Ses recherches l'ont amenée à collaborer avec différentes institutions (université de Montréal, Columbia University, Centre Pompidou Paris) et à enseigner dans plusieurs écoles d'architecture en France et au Liban.

Marlène Ghorayeb

Marlène Ghorayeb est architecte-urbaniste de formation, docteure en urbanisme, HDR, professeure à l'École spéciale d'architecture (ÉSA). Depuis 2014, elle enseigne également à l'Ensap de Lille. Chercheure au Centre de recherche sur l'habitat CRH – UMR LAVUE CNRS, ses travaux portent sur la circulation des savoirs en urbanisme, dans différents espaces culturels et dans un contexte de mutations et de globalisation. Elle questionne la production architecturale du xxe siècle dans son rapport à l'histoire des villes. Un deuxième axe de recherche porte sur le renouvellement de la formation en urbanisme au regard de l'actualité des villes en transition.

Mazen Haïdar

Mazen Haïdar est architecte du patrimoine et chercheur diplômé à l'université de Rome Sapienza. En tant que praticien, il a dirigé et participé à différents projets de restauration au Liban. Il a enseigné dans plusieurs institutions académiques libanaises et françaises. Ses publications en langues arabe, anglaise, française et italienne portent notamment sur les enjeux de la sauvegarde du patrimoine architectural du xxe siècle comme *Città* e memoria. Beirut, Berlino, Sarajevo (Bruno Mondadori, 2006). Sa thèse de doctorat en préparation à l'université Paris I retrace l'histoire de l'immeuble résidentiel à Beyrouth et les pratiques d'appropriation de l'architecture du xxe siècle, de 1940 à aujourd'hui.

Sébastien Lamy

Sébastien Lamy est docteur en droit, titulaire d'un DESS en droit de l'urbanisme. Spécialisé dans les domaines de l'urbanisme réglementaire et opérationnel, il a exercé en France comme juriste à l'Ordre des architectes (2010), puis à l'Ordre des géomètres-experts (2011-2013) et au Liban comme chargé de recherches à Majal, Observatoire académique urbain de l'Alba, université de Balamand (2007-2009 et 2014-2016). Il a publié une série d'ouvrages et été chargé de cours à l'Alba ainsi qu'à l'université Saint-Esprit de Kaslik. Il exerce aujourd'hui à Paris comme responsable de recherche dans une étude notariale spécialisée dans l'immobilier d'entreprise et enseigne en parallèle au Cnam – ICH.

Christelle Lecœur

Christelle Lecœur est architecte et a enseigné dans plusieurs écoles d'architecture françaises et étrangères. Elle a rejoint les équipes de l'Institut français à Paris en 2019. Elle est doctorante en architecture au Laboratoire ACS UMR AUSser CNRS autour de la relation architecture et cinéma au Proche-Orient. Elle est également auteure de publications sur la modernité et notamment *La Maison Bandelier, André Wogenscky à Saulieu* (éditions B. Chauveau, 2018) et *Le Carmel de la Paix, José Luis Sert à Mazille* (éditions B. Chauveau, 2020).

Franck Mermier

Franck Mermier, anthropologue, est directeur de recherche au CNRS (Institut français d'études anatoliennes). Il a dirigé le Centre français d'études yéménites à Sanaa de 1991 à 1997 et le département des études contemporaines de l'Institut français du Proche-Orient, à Beyrouth, de 2005 à 2009. Ses recherches portent sur la société yéménite, sur les sociétés urbaines et la production culturelle dans le monde arabe. Il a notamment publié *Le Livre et la Ville. Beyrouth et l'édition arabe* (Sindbad-Actes Sud, 2005) et *Récits de villes : d'Aden à Beyrouth* (Sindbad-Actes Sud, 2015). Il explore aussi la question des représentations littéraires de la ville et a codirigé l'ouvrage *Les Villes divisées. Récits littéraires et cinématographiques* (Presses universitaires du Septentrion, 2018).

Joseph Nasr

Joseph Nasr est architecte et docteur en philosophie. Après avoir poursuivi ses études supérieures à Paris, il est professeur associé à l'École d'architecture et de design à l'USEK (université Saint-Esprit de Kaslik) au Liban, chef de département Architecture, membre du laboratoire de recherche GERPHAU (Groupe d'études et de recherches Philosophie, Architecture, Urbain) en France. Auteur de plusieurs articles et publications, il s'intéresse aux thématiques des milieux habités liées à la destruction, à la disparition, à la ruine, au fragment et à la mémoire. Il interroge également l'influence d'une pensée phénoménologique sur le devenir des milieux habités complexes confrontés à des interactions entre objets, corps et phénomènes.

Rafif Rida Sidawi

Rafif Rida Sidawi, docteure en sociologie, est chercheure à la Fondation de la pensée arabe à Beyrouth. Elle est écrivaine et critique littéraire spécialisée dans le genre *romanesque*. Sidawi a travaillé en tant que chercheuse sociale indépendante et a mené de nombreuses recherches et études privées et collectives. Son champ de recherche porte sur les problématiques liées au développement, comme les besoins des femmes dans les régions défavorisées du Liban, la situation des enfants dans les établissements de protection sociale et celle des groupes les plus vulnérables de la population libanaise. Elle a publié de nombreux essais et ouvrages, parmi lesquels: Jawari 2001: Étude sur la violence à l'égard de la femme; Un regard sur la guerre civile libanaise à travers le roman, 1975-1995; Discours sur soi: dialogues avec des romancières arabes; Le Roman arabe entre la réalité et l'imaginaire; Les Arabes: la dialectique de la modernité, de l'État et de la société.

Laboratoire ACS

Si l'équipe d'ACS est intégrée à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-Malaquais (ENSAPM) fondée en 2000, le laboratoire a vu le jour en 1990, il est depuis 1997 associé au CNRS tout d'abord par l'intermédiaire de l'Unité Mixte de Recherche 7543 AUST (1997-2001), en FRE de 2002 à 2003, à l'UMR AUS 7136 AUS de 2004 à 2010 devenue depuis UMR 3329 AUSser (comprenant actuellement quatre équipes) qui vient d'être réhabilitée pour cinq ans.

Considéré dans son ensemble, le travail de l'équipe vise à l'analyse et à la compréhension de la culture architecturale et de ses métamorphoses en articulant histoire des idées et des formes, épistémologie, théorie, et analyse des productions matérielles. Loin d'une simple juxtaposition de compétences, le laboratoire revendique et alimente un savoir collectif du champ architectural, de ses conditions et de ses conséquences.

À travers l'analyse de l'interface entre art, technique, culture et société, telle que le champ de l'architecture permet de l'appréhender, nous nous intéressons à certains objets privilégiés tels que les déterminations intellectuelles et artistiques des pratiques architecturales, les rapports entre théories et doctrines, les iconographies, ou encore les « dispositifs », entendus comme l'organisation d'éléments produisant un effet sur les conduites et les pratiques. Le travail architectural est considéré comme un travail intellectuel particulier.

Collection 1989, hors-champ de l'architecture officielle: des petits mondes au Grand

Ce qui était passé presque inaperçu sur le moment s'avère parfois fondateur. Interroger les relations contemporaines entre Architecture, Culture et Société, c'est questionner les conditions dans lesquelles s'exerce aujourd'hui l'architecture et en comprendre les fondements, les évolutions et les mutations. Notre laboratoire ACS a décidé d'avoir un programme de recherche collectif et pluriannuel (2017-2021), pour fédérer nos regards: une date clé (1989), assortie d'une thématique (les oubliés ou trop peu explorés de notre histoire). Cette date et cette thématique fonctionnent à la fois comme repère et prétexte, espace de cristallisation de l'histoire, sorte de point focal utile à notre archéologie du présent.

Notre investigation est partie de la France pour s'ouvrir peu à peu à des rétroperspectives internationales. Si l'histoire de l'architecture officielle tend à ne regarder que ses « grands événements » de premier plan, nous avons souhaité *aller voir ailleurs*, nous approcher de faits jugés trop vite « secondaires » ou « extérieurs » aux questions architecturales et urbaines. La collection « 1989 » recueille les ouvrages issus des différents espaces de cette recherche collective.

À paraître

- · Enseignement et institutions culturelles dirigé par Anne Debarre
- Habitat dirigé par Sabri Bendimerad
- · Bucarest dirigé par Marie Menant et Philippe Simon
- · Rome Las Vegas dirigé par Federico Ferrari

153

 Achèvements et inachèvements territoriaux dirigé par Jac Fol

152

English Abstract

In Lebanon, 1989 was the year that crystallized the prevailing tensions on the territory and, paradoxically, efforts to restore peace: the Taif Agreement of October 1989 theoretically put an end to the civil war. Nonetheless, the various attempts made to reconstruct the history of this war do not concur. In the aftermath of these events, the Lebanese myth of a collective identity may be fragile, but it has not collapsed. The country is not officially divided, although disparities of various kinds persist.

At the territorial and architectural scale, the after-effects are plainly visible. Those induced by the bombardments, but also those resulting from regulatory, constructive, economic and ethical abuses, as well as irreversible alterations to the coastline, nature and certain practices, among other things.

This book engages in a wide-ranging, cross-disciplinary reflection on the production of knowledge on Lebanon, and particularly its architecture, considering 1989 as a turning point. By shifting viewpoints, it will foster discussion on different ways of thinking about Lebanon and examine the postulates upon which this thinking is based. The multiplicity of theoretical frameworks invoked reflects the complexity of this context and its situation. What tools, methods, ideas and concepts are derived and mobilized in these different studies? How do researchers from different disciplines "see/view/research" Lebanon?

Direction de la publication

· Luc Liogier

Direction de la collection

· Jac Fol

Direction d'ouvrage

· Stéphanie Dadour

Comité scientifique du programme 1989

- · George Arbid
- · Sabri Bendimerad
- · Mihaela Criticos
- · Anne Debarre
- · Jac Fol
- · Ana Tostões

Chargée du suivi du programme 1989

· Emma Filipponi

Conception graphique

· E+K — Élise Gay & Kévin Donnot

Traduction

· Mazen Haïdar (texte de Rafif Rida Sidawi)

Relecture

· Yohann Thibaudault

Caractère typographique

· A Gothic (Radim Peško. 2019)

Impression

· Lulu (Raleigh, NC, États-Unis)

Crédits photographiques

- · Archives Saïd Abboudi, Bevrouth: p.46 (a)
- · Archives d'architecture du xx^e siècle, Paris, Fonds Écochard: p. 46 (b), p. 49 (f)
- · Archives du Collège protestant, Beyrouth: p.48 (c)
- · Archives Marlène Ghorayeb: p.48 (d), p.49 (e)
- · Cahiers de l'IAURIF, nº 81, 1987: p. 52 (g)
- Dar Al-Handasah: p.53 (h), p.81 (c)
- D'après Beyrouth, coll. «Portrait de ville», Paris, IFA. 2001: p.53 (i)
- · Bruno Dewailly: p.78 (a)
- · Abbas Attar: p.79 (b)
- · Hussein Abdallah: p.85 (d)
- · Archives Joseph Nasr:
 - p.85 (e)
- · N. Karim: p.87 (g) · D. R.: p.135 (a, b, c),
- p. 136 (d, e, f), p. 137 (g, h, i),
 - p. 140 (j, k, l), p. 144 (m, n)



Laboratoire ACS ENSA Paris-Malaquais 14, rue Bonaparte 75006 Paris, France

Dépôt légal: octobre 2020 ISBN 978-2-9549961-2-7 © Les auteurs, Laboratoire ACS





MINISTÈRE DE LA CULTURE

Liberté Égalité